Alternatives & luttes

Cartographier pour coopérer



Transiscope

Essais

Transiscope

Alternatives & luttes

Cartographier pour coopérer

Éditions Des livres en Communs

Alternatives & luttes. Cartographier pour coopérer
Par Transiscope.

Éditions *Des livres en Communs*
Site web : https://deslivresencommuns.org

Un projet éditorial de Framasoft
Siège social : Lyon
Site web : https://framasoft.org

ISBN : 979-10-92674-37-8
Septembre 2026

Ce texte est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Partage dans les Mêmes Conditions (CC BY-SA).



Préface

— Julie Chabaud

Il est beaucoup question aujourd'hui de « nouveaux récits, nouveaux imaginaires ». Je veux ici, pour commencer, exprimer ma gratitude aux membres de Transiscope pour avoir pris le temps et le soin de se raconter. J'ai aimé suivre ces dix ans d'histoire de coopérations de collectifs et de ce projet technique d'agrégation de données cartographiques d'alternatives. Il rend visible un archipel d'initiatives portées par des acteur·ices des transformations culturelles, sociales et écologiques de la société.

Je lis cet ouvrage comme un récit d'exploration d'une entrée dans le XXI^{e} siècle : un siècle où nous prenons lentement la mesure de ce que signifie le dépassement des limites planétaires, la finitude de l'habitabilité de la Terre, et où nous devons apprendre à faire face aux Ogres débridés.

J'appelle ici Ogres ceux qui dévorent sans discernement les enfants, les femmes et les minorités ; engloutissent nos sols ; souillent notre eau, notre alimentation et notre air ; se repaissent des océans, aiguisent les guerres et les haines ; brutalisent les précaires ; anéantissent le vivant ; sapent nos

motivations ; piègent ce qui nous relie ; nient et falsifient le réel ; ravagent notre attention ; surveillent et exploitent ; volent nos données comme nos désirs ; à leur seul profit.

Ce n'est pas un conte épique où les gentils héros terrassent les Ogres à la fin. Ce n'est pas non plus le *story telling* d'une épopée resplendissante, glorieuse et lisse. C'est un récit sincère qui a résonné pour moi, en sourires comme en soupirs, en écho à nos explorations et cousinades girondines. Depuis plus de vingt ans, j'ai aussi tâtonné sur ces chemins coopératifs de métamorphoses avec différents collectifs, sur différents sujets et différents territoires. C'est un récit que je reconnais vrai.

Je lis cet ouvrage comme on ouvre une brèche dans un présent et un avenir englués dans une mélasse de désespérance et de doute dans nos capacités personnelles et collectives à nous en dégager.

Ce n'est pas une grande brèche. Elle est à peine suffisamment grande pour que s'y glissent quelques personnes motivées. Le chemin qu'elles y frayent est chaotique. Il se cogne au réel et au fameux PFH, Putain de Facteur Humain, selon l'expression d'Hubert Reeves, ou Précieux Facteur Humain, selon les moments.

La mise en récit de ce cheminement prend le soin de mousquetonner des repères essentiels pour que la brèche soit praticable par d'autres, ou que d'autres brèches s'ouvrent ailleurs, par ou avec d'autres. Surtout, elle démontre que les brèches sont possibles.

Parmi ces essentiels, ma lecture très subjective retient la repolitisation de la technique, la maturité coopérative et le prendre soin.

Comme girondine, je suis heureuse de retrouver ici Jacques Ellul et une pensée politique des techniques, ici essentiellement du numérique. Sur les dix années du projet raconté, on passe d'une forme d'euphorie technique, où les outils numériques sont perçus comme des solutions magiques à tout type de problème, aux questions éthiques et politiques, puis à la conception éprouvée d'outils techniques qui sont surtout prétexte à des coopérations profondes au service des communs. Là encore ces chemins me sont familiers. Avec les frasques de l'actuel président des États-Unis, les alternatives aux GAFAM*, les logiciels libres, les licences *creative commons* qui pouvaient ne paraître que « sympathiques » revêtent aujourd'hui plus clairement un caractère stratégique sous l'angle de la souveraineté (voir LaSuite produite pour les services de l'État français). J'ai eu plaisir à lire « *Au sein du projet Transiscope, la technique est politique et nous essayons aussi de mettre en place une politique de la technique en décidant collectivement de ce qui doit être développé*

ou non, peu importe les compétences des un·es et des autres en la matière ». À l'heure de la montée en puissance tous azimuts de l'IA, le cheminement relaté dans ce livre est, encore, particulièrement inspirant.

C'est avec une grande tendresse que j'ai suivi, au cours des pages, la trajectoire vers la maturité coopérative de Transiscope, « dans l'ombre des lignes de code ». Toute la construction d'un collectif qui est plus que la somme des organisations fondatrices est passionnante. Interroger ses cercles de certitudes (les bulles existaient avant les algorithmes des réseaux sociaux !) pour se rencontrer, agréger sans accaparer, s'engueuler, douter, créer ensemble, co-décider, étudier ensemble, accompagner, se faire accompagner, essayer, réessayer, célébrer, être frustré·es, apprendre à se faire confiance par tous les temps pour dégager un haut degré de coopération et de solidarité entre organisations : quel beau chemin de robustesse ! L'authenticité des partages est sans concession et bien loin des délires de maîtrise et de toute puissance. C'est sans doute ce qui fait que cela sonne si juste. J'ai noté dans le texte plus d'une dizaine de définitions de ce qu'est Transiscope, j'ai particulièrement goûté une des dernières : « Transiscope est moins un produit à finir qu'un processus à habiter ».

L'éthique du *care*, le prendre soin, est au cœur du collectif et du projet. Il s'agit déjà de prendre soin des membres du collectif, des organisations fondatrices, des sources,

des nouvelles et nouveaux venu·es, des alternatives non-violentes, des écosystèmes d'acteur·ices accueillant les Transiscothons*, des écosystèmes tout court en reprenant conscience de la matérialité du numérique. Il s'agit aussi de prendre soin des imaginaires évoqués (archipel* et communs*) en les dépoussiérant, en les frottant au réel, ainsi que prendre soin des mots que l'on emploie.

Ce que je retiens de cette expérience, c'est qu'un haut niveau de coopération est possible ; pas facile, pas pratique, pas performant, mais possible. La médiation par des objets concrets (ici la cartographie, ailleurs un aménagement ou une co-création) permet de clarifier les postures, les intentions et les rôles de chacun·e au contact d'une réalité vécue en commun. Le temps est une donnée essentielle : savoir freiner et lever le pied, porter attention aux rythmes, prendre le temps de poser les controverses et de laisser émerger, prendre le temps de documenter et de transmettre, s'inscrire dans la durée. Pour avoir eu la chance de vivre le Transiscothon « en bande organisée » à Marseille en mars 2024, il me semble que la dimension territoriale est bien une voie à irriguer. Elle se situe dans la lignée des ripostes créatives territoriales, pour un numérique décentralisé, convivial et robuste au service de coopérations afin de préserver et faire grandir les communs.

Le monde dans lequel nous sommes né·es et où nous avons encore la majorité de nos références disparaît sous nos yeux. Il faut apprendre à habiter le monde incertain dans lequel nous sommes avec toutes nos vulnérabilités et toutes nos capacités. Pour ne pas se laisser engloutir par les Ogres, il va falloir apprendre à coopérer. Les récits d'expériences comme celui qui s'offre dans ce livre sont un cadeau, car ils nous invitent aussi à voir que la joie fait partie du voyage.

Rien ne résiste à la joie…

Introduction générale

Transiscope propose une cartographie des alternatives à l'économie capitaliste et à son monde. Sont ainsi recensées sur le site Transiscope.org, plusieurs dizaines de milliers de lieux et collectifs qui proposent des réponses concrètes pour engager les citoyen·nes vers une bifurcation écologique et une justice sociale.

Ce projet a émergé en 2017[1], suite au constat partagé de plusieurs collectifs : il existe partout des initiatives qui construisent des alternatives à une société basée sur le profit et la rentabilité et qui subissent les mêmes menaces et pressions politiques. Pour autant, chacune travaille dans son coin et manque d'outils d'interconnaissance et de coopération. Ainsi est née l'idée de mettre en commun une cartographie[2] de toutes ces alternatives, pour les visibiliser et les mettre en lien.

1. Une synthèse chronologique des débuts de Transiscope est disponible au lien suivant : https://ferme.yeswiki.net/PWA_GareCentrale/?HistoireS.

2. La cartographie se trouve en ligne sur le site de Transiscope : https://transiscope.gogocarto.fr.

Initialement appelé « plateforme Web des alternatives », le projet a trouvé son nom à l'issue d'un long processus d'émergence collective, fait d'échanges, de propositions multiples et de votes par points[3] – qui ne plaçaient d'ailleurs pas « Transiscope » en tête dans un premier temps – avant qu'une proposition finale ne s'impose.

Ce nom, proposé par Guillaume Rouyer (de l'Assemblée Virtuelle), traduisait une des intentions du projet. *Transi-* renvoie à la transition, et *-scope* vient du grec *skopéo*, qui signifie observer, et que l'on retrouve dans des instruments d'observation comme le télescope ou le microscope. Transiscope se voulait ainsi être un outil pour observer la transition, à travers le prisme des alternatives citoyennes.

Comme on le verra tout au long de cet ouvrage, l'intention contenue dans ce nom sera largement débordée par les usages, les appropriations et les envies multiples de faire évoluer cet outil vers des horizons bien plus larges.

Notre collectif a de multiples « petites victoires » à son actif : la création d'un commun, une cartographie qui suscite toujours de l'engouement (aussi bien de la part du public que

3. Le vote par points ou vote cumulatif permet d'attribuer un certain nombre de points à différentes propositions. On trouvera plus de détails sur l'article Wikipédia dédié : https://fr.wikipedia.org/wiki/Vote_cumulatif.

des membres), sa longévité, un positionnement qui évolue collectivement vers une posture anticapitaliste plus affirmée, mais aussi des frictions et des difficultés.

En 2024, alors qu'il nous fallait élaborer notre stratégie pour les années à venir, nous avons pris le temps de mesurer ce chemin parcouru. Nous avions fait de la carte de Transiscope, malgré et avec ses imperfections, un objet de coopération entre organisations, nourri de multiples expériences et discussions. Au-delà de la poursuite du projet Transiscope, il nous a paru évident qu'il fallait partager cette expérience, pour permettre à d'autres collectifs de s'en nourrir.

À l'occasion d'une rencontre (nous les appelons Transiscothons*) à Marseille au printemps 2024, nous avons eu la chance d'assister à la conférence gesticulée « Pourquoi la stratégie du colibri n'est plus suffisante ? » [4] de Laurent Marseault. Animateur, formateur, consultant et spécialiste de la gestion des groupes et de l'animation de collectifs coopératifs, ce dernier y interroge le fonctionnement en silo de nos organisations. Alors que nous faisons face aux mêmes feux et aux mêmes difficultés, il semblerait en effet logique d'adopter un mode de fonctionnement plus proche de celui des pompiers, dont il fait partie. Une action organisée, coordonnée, et des temps hors action pour débriefer, apprendre et partager avec nos allié·es pour ne pas refaire les mêmes erreurs. Cette

4. Plusieurs captations de cette conférence sont disponibles sur le site de Laurent Marseault : https://cocotier.xyz/?ConfPompier.

insistance sur l'importance de documenter et partager les expériences n'a fait que renforcer notre envie de raconter Transiscope.

La proposition de Framasoft de financer l'écriture d'un livre ayant pour thématique « Artistes, Durabilistes, Solidaristes, Libristes : dépasser la tragédie des silos et vivre l'archipellisation de nos luttes pour l'émancipation vers un monde de justice sociale et écologique » nous a tout de suite enthousiasmés. Et si nous nous racontions dans un livre ? Transiscope est en effet une expérience de coopération entre durabilistes (Alternatiba…), des libristes (Assemblée virtuelle), et des solidaristes (le Mouvement pour l'économie solidaire, le CRID).

Ce livre se veut avant tout le récit de ces années de coopération, mais il ne s'y limite pas. Nous allons aussi essayer d'inscrire notre « petite histoire » dans la « grande histoire », celle des luttes pour la justice sociale, des coopérations d'individus et de collectifs pour une transition écologique, mais aussi des difficultés, interrogations et menaces que connaissent les associations qui militent en faveur d'un futur désirable.

Cet ouvrage a été rédigé collectivement. Nous sommes une dizaine de membres de Transiscope à avoir participé à la réflexion autour de son contenu, de sa rédaction et aussi de sa relecture. Vous le ressentirez probablement au cours de la lecture : il y a une diversité de tons et de points de vue

qui incarnent le projet collectif qu'est Transiscope. Tout au long du processus, nous avons été guidé·es par notre éditeur Christophe, co-administrateur de Framasoft.

Que va-t-on raconter ?

Nous avons organisé notre propos en trois parties.

La première partie du livre s'intéresse à la genèse du projet : quel en a été le contexte politique, comment les organisations cofondatrices ont coopéré, sur quels imaginaires elles se sont appuyées et comment elles ont élaboré une définition collective des alternatives.

La seconde explicite le fonctionnement concret de Transiscope : quelle organisation collective (et quels rapports de pouvoir), quelle politisation du numérique (pourquoi le logiciel libre* et ses limites), quels débats autour de ce que nous valorisons sur la carte (par exemple autour de la place des entreprises).

Enfin, la troisième, plus réflexive, interroge les évolutions de Transiscope, en particulier la place de l'outil cartographique, devenu au fil du temps moins une fin en soi qu'un véritable support de politisation et d'éducation populaire.

Ce qu'il faut savoir avant de commencer

Avant de se plonger dans l'histoire de Transiscope, nous vous conseillons de lire ce qui suit attentivement.

Transiscope est avant tout un collectif de collectifs. Nous avons, de façon classique, un comité de pilotage (ou « copil ») qui se réunit tous les deux mois, en général à distance. Son rôle est de construire la stratégie du collectif et de prendre les décisions. Il existe par ailleurs plusieurs groupes de travail, dont le nombre a varié en fonction des moments.

La carte de Transiscope affiche des alternatives (que nous appelons points, comme des points sur une carte) à partir de données issues d'une cinquantaine de sources*, des collectifs qui ont créé des cartes d'alternatives. Ainsi, nous ne possédons pas les données cartographiques, mais nous les agrégeons. Prenons un exemple : Transacteurs est un réseau d'acteurs engagés dans la transition, localisé dans le sud-Finistère, qui cartographie les initiatives citoyennes sur son territoire. Transacteurs est une des sources Transiscope, qui en récupère les données cartographiques et les affiche sur sa carte.

Ces pré-requis posés, nous espérons que notre expérience nourrira vos réflexions. Bonne lecture !

Première partie

Quels ingrédients ?

Les facteurs d'émergence d'un projet engagé sont multiples. Transiscope est lié à la conjonction d'un contexte favorable à la coopération, de rencontres d'organisations et de personnes complémentaires, mais aussi de réflexions politiques convergentes. Dans cette partie, nous avons décidé de vous raconter tout d'abord quels ingrédients ont permis la création de Transiscope (chapitre 1), puis comment le débat et le consensus autour de la notion d'alternative ont été fondateurs (chapitre 2), et enfin quels imaginaires nous ont nourris (chapitre 3).

1

Les ingrédients de Transiscope

À la création de Transiscope, il ne s'agissait pas de lancer une nouvelle structure, mais bien de mettre en commun des forces autour d'un chantier : celui de l'agrégation de données sur les alternatives. Le point de départ était simple et ambitieux à la fois : faire converger plusieurs cartes existantes, jusque-là dispersées, pour rendre visible un archipel d'initiatives portées par des acteurs engagés dans la transformation écologique, sociale et démocratique de la société. Il n'était pas question, alors, de formaliser une organisation : le projet avançait par une démarche empirique, porté par la confiance, l'envie d'expérimenter et le désir d'agir ensemble.

Ce chapitre revient plus précisément sur les conditions qui ont conduit à l'émergence du projet Transiscope : un contexte politique particulier traversé par des rencontres. Les convergences et les divergences qui en sont nées ont constitué les premiers pas de Transiscope et continuent aujourd'hui d'en animer le projet social.

1.1. Contexte d'émergence

Le projet Transiscope a émergé au milieu des années 2010, marquées par une phase de conflictualité sociale de haute intensité. Durant cette période se sont enchaînées une multitude de révoltes à l'échelle internationale. Les mobilisations massives des printemps arabes en 2011 ont pris d'assaut les systèmes politiques autoritaires pour réclamer une démocratisation réelle. Cette énergie contestataire s'est illustrée également au cours des mêmes années avec des mouvements comme Occupy Wall Street, celui des Indignés, la révolte des parapluies à Hong Kong en 2014, Nuit Debout en 2015 et la lutte contre la Loi Travail/El Khomri en 2016.

Ces différents mouvements sociaux ont incarné une effervescence contestataire qui a vu se propager à la fois des espérances communes, des modes d'organisations et des tactiques d'actions similaires. Ces rassemblements se fondaient sur un appel à une démocratisation politique et économique, dénonçant la corruption des élites, le capitalisme financiarisé, la prédation et l'accaparement des ressources et la complicité des médias. Ils reposaient sur des formes organisationnelles horizontales, préfiguratives et performatives [1], qui

1. Ces mobilisations cherchent à produire à l'intérieur même du mouvement les contours de la société idéale qu'elles revendiquent (préfiguration), elles permettent aux individus d'y prendre part à travers une forme de vie particulière qui consiste en une expérimentation collective, cela travaillant profondément la subjectivité de celleux qui s'y impliquent

recomposent des échelles d'action et des logiques de révolte qui ne s'opposent plus seulement à l'État et au capitalisme, mais également à un certain rapport au monde [2].

Peu à peu, ces mouvements passèrent d'une stratégie d'occupation de lieux centraux et symboliques dans les grandes villes, à des formes de manifestations mobiles et imprévisibles pour faire face à une brutalisation de la répression policière dans l'espace public. De plus, ces révoltes populaires ont été marquées par un recours massif à Internet et notamment aux médias sociaux numériques industriels [3]. La circulation des images et des discours contestataires qu'ils permirent a renouvelé à la fois l'espace et le temps des mobilisations qui semblaient opérer une synchronisation internationale sans

(performativité). CHANDELIER, Julien, 2024. *Mobilisations subjectives et luttes collectives entre espace temps étatique et numérique*, Laboratoire PHILéPOL, Université Paris Cité. Disponible à : https://theses.hal.science/tel-05289169v1/document, pp. 171-179.

2. CUSSET, François, 2015. « Les nouvelles logiques de la révolte : enquête sur le renouveau pratique et théorique de la contestation ». *Revue du Crieur*, no 2, p. 128-143. Disponible à : https://www.cairn.info/revue-du-crieur-2015-2-page-128.htm. KOKOREFF, Michel, 2021. *La diagonale de la rage : une histoire de la contestation sociale en France des années 1970 à nos jours*. Paris : Éditions Divergences.

3. Un média social industriel est un instrument de partage d'information (comme le microblogging) mais dont le ressort économique consiste en l'extraction et l'analyse des données des utilisateurs en vue de faire coïncider immédiatement production industrielle et consommation par le marketing ciblé. On peut citer ceux déployés par les GAFAM : Facebook, YouTube, Twitter, Instagram…

centralité exclusive. Ainsi, dans ces révoltes, la connectivité numérique a joué un rôle de premier plan en permettant d'articuler et de faire interagir des activistes et des citoyen·nes ordinaires, à travers des contenus politiques transmis à une masse considérable d'individus regroupés sur les mêmes plateformes. Elle rendait ainsi publiques et visibles des dispositions affectives et des revendications qui étaient jusque-là tenues secrètes [4].

À côté de ces mobilisations de masse, ont émergé dans des contextes géographiques et culturels très différents [5], des expériences démocratiques qui ont réinventé nos modes de vie, à contre-courant des valeurs néolibérales : associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP), systèmes d'échanges locaux, coopérative de travail et d'habitat, fablabs, monnaies locales, réseaux d'échanges réciproques de savoirs… Autant d'exemples de cette effervescence créatrice, autant d'expérimentations qui portent toutes en elles le même principe : la réappropriation des enjeux collectifs et globaux par les citoyens et les citoyennes elles-mêmes.

Durant ces années de fortes mobilisations s'est affirmée une vision optimiste de la transformation sociale, largement appuyée par les outils numériques et la circulation des in-

4. TUFEKCI, Zeynep et LEMOINE, Anne, 2019. *Twitter et les gaz lacrymogènes : forces et fragilités de la contestation connectée*. Caen : C&F éditions.

5. MANIER, Bénédicte, 2016. *Un million de révolutions tranquilles : comment les citoyens changent le monde*. Paris : Éditions les Liens qui libèrent.

formations qu'ils permettent, ces dispositifs étant conçus comme des vecteurs de démocratisation, de coopération et d'empuissantement. Le monde associatif a participé activement à cette euphorie technologique [6] en multipliant les rencontres autour des outils et projets logiciels pour la mobilisation citoyenne. Par ailleurs, dans les milieux des logiciels libres*, d'intenses discussions ont eu lieu autour des questions de synergie, de protocoles de fédérations [7], de mutualisation pour rejoindre une politique des communs [8].

Les outils de communication numériques apparaissaient alors comme la promesse du dépassement d'une situation politique, économique et écologique qui semblait très largement bloquée. C'était du moins l'espoir d'une grande partie du monde associatif et des milieux militants au lendemain de

6. ALEXANDRE, Olivier, BEUSCART, Jean-Samuel et BROCA, Sébastien, 2022. « Une sociohistoire des critiques numériques ». *Réseaux*, vol. 231, no 1, p. 9-37. Disponible à : https://www.cairn.info/revue-reseaux-2022-1-page-9.htm.

7. Un protocole de fédération permet à des serveurs informatiques indépendants de communiquer entre eux afin que leurs utilisateur·ices puissent interagir. On peut donner l'exemple du Fediverse (acronyme de fédération d'univers) qui est un maillage de serveurs informatiques interconnectées par le protocole ActivityPub regroupant une multitude d'applications Web (microblogging, partage de photos, chaînes vidéos, etc.).

8. OSTROM, Elinor et BAECHLER, Laurent, 2010. *Gouvernance des biens communs : pour une nouvelle approche des ressources naturelles*. Bruxelles : De Boeck. DARDOT, Pierre et LAVAL, Christian, 2014. *Commun : essai sur la révolution au XXIe siècle*. Paris : La Découverte.

l'échec de la COP21 à Paris en 2015, face à ce qui apparaissait comme un espace politique hostile et incapable de se réformer.

Par ailleurs, Transiscope est né dans un contexte particulier pour le monde associatif, celui de la défiance des pouvoirs publics envers celui-ci, de la fragilité économique et de la marchandisation du secteur [9]. En effet, depuis le début des années 2000, un mode de financement du secteur associatif par appels à projets s'est progressivement imposé, alors que, dans le même temps, les subventions publiques ne cessent de diminuer, passant de 34% en moyenne du budget d'une association en 2005 à 20% en 2017 [10]. Ce basculement du mode de financement associatif d'un soutien public structurel vers un soutien privé conjoncturel dessine un mouvement général de marchandisation du secteur, dans la lignée d'une reconfiguration néolibérale qui vise à lui faire incorporer des valeurs capitalistes. De fait, les associations sont de plus en plus poussées à s'aligner sur le mode de fonctionnement du privé, par la mise en concurrence, la perte d'autonomie financière qui les oblige à suivre des objectifs préétablis, en intégrant des critères d'évaluations basés sur des logiques de rentabilité et d'efficacité.

9. Voir les rapports de l'Observatoire citoyen de la marchandisation des associations : https://observatoire.associations-citoyennes.net/.

10. PROUTEAU, Lionel, TCHERNONOG, Viviane, NIRELLO, Laura et TABARIÉS, Muriel, 2023. *Le paysage associatif français : mesures et évolutions, économie, sociologie*. Paris-La Défense : Lefebvre Dalloz.

1.2. Un constat partagé

Les organisations fondatrices de Transiscope ont réalisé le même constat :

1. Les solutions nécessaires à transformer nos institutions, notre économie et notre rapport à la nature ne viendront pas du système politique actuel et encore moins du capitalisme, mais d'une vague massive d'engagement des citoyen·nes dans des alternatives concrètes et transformatrices. Cela s'inscrit dans la continuité de la création du CTC, Collectif pour une Transition Citoyenne, à la suite de l'appel de Cluny de 2013 [11].
2. Comme ont cherché à le démontrer les villages Alternatiba, les alternatives existent déjà : agriculture paysanne, consommation responsable, circuits courts, relocalisation de l'économie, partage du travail et des richesses, reconversion sociale et écologique de la production, finance éthique, défense des biens communs comme l'eau, la terre ou les forêts, pêche durable, souveraineté alimentaire, solidarité et partage, réparation et recyclage, réduction des déchets, transports doux et mobilité soutenable, éco-rénovation, lutte contre

11. Voir la Déclaration commune des membres du Collectif Transition Citoyenne : https://transition-citoyenne.org/declaration-commune-des-membres-du-ctc/.

l'étalement urbain et l'artificialisation des sols, aménagement du territoire soutenable, démarches de préservation du foncier agricole, défense de la biodiversité, sobriété et efficience énergétique, énergies renouvelables, plans virage énergie climat, villes en transition, sensibilisation à l'environnement, etc. Elles ne demandent qu'à être renforcées, développées, multipliées ! [12]

3. Le nombre et la diversité des initiatives citoyennes font à la fois leur force et leur faiblesse. Tout d'abord, elles demeurent largement inconnues, sous-médiatisées, isolées. En effet, dans un même domaine, des initiatives qui visent un même objectif lancent des projets similaires parce qu'elles n'ont souvent pas connaissance les unes des autres. Ensuite, le développement des alternatives sort de sa phase d'émergence : les alternatives se multiplient, elles se sont structurées dans des logiques de développement de filières, mais elles commencent à peine à se penser en tant qu'écosystème alternatif de développement territorial. Pour cela, elles doivent sortir des logiques de concurrence, poussées par un contexte d'affaiblissement structurel du milieu associatif, notamment en termes financiers, pour coopérer, mutualiser et porter une stratégie commune.

12. Extrait de la Charte d'Alternatiba en 2016.

4. De nombreuses initiatives de recensement et de cartographie de ces alternatives citoyennes existent, mais ces informations sont éparpillées sur les sites de chacune de ces organisations et les données ne peuvent pas être mises en commun en raison de choix techniques et de cultures d'organisations différentes.
5. Cette situation complexifie le passage à l'action du plus grand nombre, car les personnes qui souhaitent découvrir ces actions et les rejoindre peuvent avoir le sentiment d'être perdues et découragées face à cette galaxie d'initiatives disparates. Cela peut entraîner une perte d'énergie et d'efficacité à un moment pourtant décisif pour les mobilisations.

Fortes de ces constats, les discussions qui firent émerger le projet Transiscope en 2015 s'articulent autour de quatre piliers :

— mutualiser les informations sur les alternatives et les rendre visibles,
— faciliter l'engagement du plus grand nombre dans les actions transformatrices qu'elles portent,
— encourager les alternatives citoyennes à se concevoir comme appartenant à un même mouvement,
— favoriser la coopération, la synergie et la fédération entre elles.

Pour ce faire, il est nécessaire de construire des outils numériques libres et appropriés (*voir part. 2, chap. 4*).

C'est dans ces directions que le projet Transiscope, au départ nommé PWA pour « plateforme Web des alternatives » prend forme à partir de rencontres entre différents collectifs et associations qui en deviennent les membres fondateurs.

— Alternatiba : mouvement citoyen de mobilisation sur le dérèglement climatique qui promeut des initiatives concrètes visant à construire une société durable tout en s'opposant aux projets qui l'entravent.
— Assemblée Virtuelle : écosystème d'acteurs développant des outils, méthodologies et projets numériques au service de la transition écologique et sociale.
— Cap ou pas cap : une association qui agit pour que le plus grand nombre de citoyen·nes s'engagent dans des actions alternatives qui construisent une société humaine, écologique et solidaire. Elle anime une carte numérique et collaborative des alternatives citoyennes.
— Collectif des Associations Citoyennes (CAC) : il lutte pour la reconnaissance du rôle des associations dans la société et contre leur réduction à leur dimension économique et à l'état de prestataires. Il défend l'exercice des libertés associatives et a fondé l'Observatoire Citoyen de la Marchandisation des Associations.

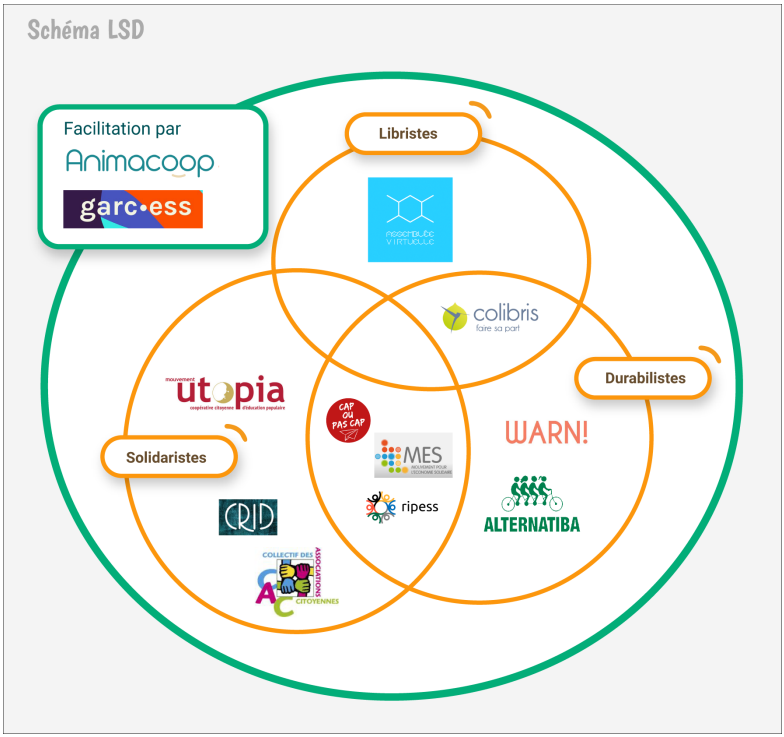


FIGURE 1.1. – Représentation des membres Fondateurs de Transiscope, ordonnés selon leur appartenance aux silos militants présentés par Laurent Marseault dans sa conférence gesticulée.

— Centre de Recherche et d'Information sur le Développement : coordination d'une cinquantaine d'associations de solidarité internationale ayant pour objectif d'animer une recherche critique sur le développement et la coopération internationale.
— Mouvement Utopia : coopérative citoyenne d'éducation populaire visant à élaborer un projet de société solidaire, écologique et convivial autour de la notion de « buen vivir » et notamment à travers l'expérimentation du municipalisme libertaire.
— WARN ! (We are ready now !) : mouvement étudiant qui connecte chaque personne qui souhaite devenir actrice du changement aux solutions qui lui correspondent.

Par la suite d'autres organisations vinrent renforcer le projet Transiscope :

— Colibris : mouvement citoyen qui vise à construire une société écologique et humaine en se donnant pour mission d'inspirer, relier et soutenir les citoyen·nes engagés dans une démarche de transition individuelle et collective.
— Réseau Intercontinental de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire (RIPESS) : un réseau mondial de réseaux continentaux engagés dans la promotion de l'économie sociale et solidaire. Les réseaux continentaux du RIPESS (Amérique latine et Caraïbes, Amérique du

Nord, Europe, Afrique, Asie et Océanie) rassemblent à leur tour des réseaux nationaux et des réseaux sectoriels, assurant ainsi un fort ancrage territorial.

— Mouvement pour l'Économie Solidaire (MES) : regroupe les réseaux régionaux et thématiques de l'économie solidaire* en France. Il vise à promouvoir l'économie solidaire et la citoyenneté économique, ainsi qu'à développer un mouvement national et international qui permette à ses membres d'expérimenter, de mutualiser et de coopérer.

— Groupe d'Accompagnement et de Recherche Coopératif en Économie Sociale et Solidaire (Garc. ESS) / AnimaCoop : collectifs qui accompagnent des acteurs de l'ESS avec des outils idéologiques et techniques cohérents afin de mieux coopérer et de ne pas dévoyer le projet ni passer à côté des objectifs de transformation sociale.

1.3. Les premiers pas

Parmi les membres fondateurs du projet, un grand nombre se sont déjà croisés dans des contextes liés à la transition écologique et citoyenne :

— des évènements éphémères, par exemple lors du Village des alternatives organisé par Alternatiba à Paris en 2015,
— des lieux plus pérennes, comme Les Grands Voisins [13] de 2015 à 2020 dans le 14e arrondissement parisien,
— la rencontre de Cluny en 2013 qui voit l'émergence d'une force citoyenne, et a donné lieu à l'écriture de la Déclaration commune des membres du Collectif pour une Transition Citoyenne.

Lors de ces différentes rencontres, nous avons constaté que nous partagions de nombreux points communs sur nos objectifs, nos centres d'intérêt, nos projets, mais aussi nos besoins en termes de locaux, de compétences et de financements. Plusieurs de nos membres fondateurs se trouvaient associés dans les mêmes démarches, qu'il s'agisse d'un projet de constitution d'une maison des citoyen·nes à Paris ou pour élaborer conjointement une charte commune de la transition. Émergea alors l'idée de travailler plus étroitement ensemble.

C'est en novembre 2017, lors du Millemont Makers Festival coorganisé par l'Assemblée Virtuelle, qu'eut lieu la première rencontre du collectif qui ne s'appelait pas encore le Transiscope mais PWA pour plateforme Web des alternatives. Le projet retenu consistait à construire collectivement un outil visant à agréger de l'information, présenter des données cartographiques concernant le mouvement de la transition éco-

13. Voir https://lesgrandsvoisins.org.

logique et citoyenne, mais aussi rédiger une charte commune tout en partageant nos savoir-faire et nos moyens. Moins d'un an plus tard, en septembre 2018 est mis en ligne le site Transiscope.org.

Témoignages

Floriane Hamon, pour le mouvement des Colibris :

— « Avant 2016, le mouvement des Colibris proposait « Le Marché Citoyen », une carte devenue inerte et obsolète qu'il fallait faire évoluer. Sebastian Castro, développeur de Gogocarto cherchait un projet d'envergure pour tester Gogocarto avec plus de 10 000 points. C'est comme ça que Près de Chez Nous a été lancé, au même moment que la dynamique autour de PWA s'est créée, en 2017. PWA contacte Colibris et la rencontre ne se fait pas simplement. Le contact n'est pas bien passé à ce moment-là entre les différents acteurs. Mais avec les bonnes personnes, Près de Chez Nous a eu envie de contribuer à PWA, encouragée par une philosophie des Communs. La rencontre avec les Colibris, c'est aussi ce qui a permis à Transiscope de rencontrer Gogocarto (voir part. 2 chap. 4) et de choisir cet outil. »

Bruno Lasnier, pour le MES :

— « Le Mouvement pour l'économie solidaire avait travaillé sur le développement d'une base de données cartographique

des initiatives solidaires en France au début des années 2000, mais on ne savait pas faire d'agrégation. Et nous, déjà à l'époque, on se disait que c'est un peu dommage qu'on ne puisse pas déjà se servir de toutes les cartographies qui étaient en train de se développer dans nos réseaux. Qu'on ne puisse pas s'en servir et qu'on soit obligé de réinventer quelque chose. Et puis, on n'a pas trop réussi à arriver à des logiques de l'agrégation. C'était trop compliqué à faire.

En rejoignant le Collectif de la Transition Citoyenne pour le MES en 2015, je découvrais le projet de plateforme Web des alternatives dont le projet répondait exactement à cette problématique. Alors, bien sûr, j'ai proposé au MES de rejoindre la dynamique et donc je l'ai rejointe pratiquement à la création. J'y voyais un espace de coopération inter-associative. C'était vraiment un chantier, une expérimentation pour dire comment, à partir des cartes qu'on a développées, on arrive à les agréger sur une seule plateforme. Non seulement cela répondait à un besoin que nous avions techniquement, mais en plus ce qui était vraiment intéressant, c'est qu'il y avait à la fois cet objet de commun numérique qu'on voulait créer, mais également l'intérêt d'expérimenter une forme de chantier coopératif entre des associations qui partageaient un intérêt commun et mutualisaient leur énergie. Le projet politique en commun autour de cet outil, avec l'idée de construire un commun numérique. Donc, ça, c'était assez passionnant. »

Simon Louvet, membre d'Alternatiba et de l'Assemblée Virtuelle (AV) :

— « L'action initiale, c'était les villages Alternatiba qui ont regroupé environ 120 acteurs de la transition sur une centaine de territoires. 10 000 acteurs qui avaient été référencés par un groupe d'humains auquel j'avais accès, car j'étais proche de la gouvernance Alternatiba globale. Pendant la cop21, j'ai rencontré l'AV, j'y avais organisé « synergie numérique ». À la coordination du mouvement d'après la Cop 21, on s'est retrouvé avec Victor (militant Alternatiba Paris) et on s'est rendu compte qu'il avait un projet équivalent et que j'apportais la solution techno fonctionnelle (pas le bus, pas Gogocarto, on faisait des trucs avec l'AV mais pas matures). J'avais le soutien de l'AV pour se lancer dans l'aventure. Avec Victor, on a construit des propositions pour avoir le soutien d'Alternatiba global puis, après l'accord d'Alternatiba, on est allé·es chercher des partenaires, pour faire un projet qui serve au bien commun. »

Le CAC (collectif des associations citoyennes), Gilles Rouby :

— « En 2010 le CAC est né d'une rencontre d'acteurs associatifs s'opposant au décret du premier ministre de l'époque, M. Fillon, qui tendait à assimiler les associations à des acteurs privés lucratifs, en limitant notamment le droit à subvention au titre de la « concurrence libre et non faussée ». Lors de sa constitution en association en 2013, le CAC a redéfini ses

champs d'action, principalement pour prendre en compte la diversité des acteurs associatifs qui le constituait. C'est ainsi qu'un axe de travail s'est imposé, celui de la transition écologique. Les membres de ce groupe interne ont alors impulsé la rédaction de « guides locaux des acteurs de la transition ». Au fil des années suivantes, trois guides ont été publiés : le guide local de l'écologie au quotidien *de la Somme*, celui d'*Ivry-sur-Seine, Vitry-sur-Seine et Choisy-le-Roi, de La Plaine Commune* et un guide national de *L'écologie au quotidien* en 2016 [a]. C'est donc fort de ces outils que le CAC s'est inscrit dans cette construction collective de Transiscope à la fois comme « source » et au sein du Copil* proposant une première rencontre en juin 2017 aux Grands Voisins. »

a. Ces guides sont consultables sur le site https ://www.associations-citoyennes.net.

1.4. Les points de tension du projet Transiscope

Si ces éléments mis bout à bout peuvent donner l'impression d'une sorte d'évidence, voire d'une certaine facilité dans la réalisation de ce projet commun, il est important de souligner que Transiscope s'est construit sur des cultures d'organisations, des spécialisations et des visions hétérogènes.

S'il est presque impossible d'exposer la diversité des points de vue et des intentions de celles et ceux qui ont pris part à la construction de Transiscope, nous avons ici tenté d'exposer une triple ambition qui explique certaines des réalisations du projet, mais aussi certaines de ses limites.

Pour compléter cette section, nous reprenons le point de vue de Julien Chandelier, membre fondateur de Transiscope au nom de Cap ou pas Cap et qui a soutenu sa thèse *Mobilisations subjectives et luttes collectives entre espace temps étatique et numérique* en 2024[14]. Une vision plateformisée* de l'engagement pour le grand public.

L'une des intentions initiales du projet, plusieurs fois débattue, amoindrie, voire parfois suspendue, consiste à fournir un outil efficace d'engagement pour le grand public. Pour comprendre cette orientation, il faut revenir sur la première dénomination du projet : plateforme Web des alternatives.

Une partie de notre ambition était de fournir une plateforme unique d'accès aux projets de la transition écologique et sociale avec une cartographie quasi-exhaustive des initiatives existantes et une mise en relation facilitée pour l'utilisateur·ice, afin de favoriser son passage à l'action. Or, à ce jour, nous sommes loin du résultat. Bien que notre cartographie recense près de 40 000 données cartographiques en France et à l'étranger provenant de plus de 40 sources* différentes, nous sommes loin de pouvoir prétendre à l'exhaustivité. De

14. CHANDELIER, Julien, 2024. *op. cit.*

plus, la fréquentation de notre site et de sa cartographie (quelques milliers d'utilisateur·ices uniques par mois) n'a jamais connu un engouement tel qu'elle puisse être considérée comme un outil de référence pour l'engagement citoyen. Enfin, cette vision plateformisée nous apparaît en elle-même de plus en plus contradictoire avec certaines de nos valeurs et de nos intentions. En effet, nous nous sommes construits à l'inverse des logiques des plateformes industrielles du Web, en refusant la centralisation propriétaire, la surveillance, le traitement et la commercialisation de données et en ayant recours à des logiciels libres [15].

Comme nous l'avons déjà mentionné, le type de mobilisation qu'offrent les plateformes s'incarne dans une économie de l'attention* et dans un environnement numérique dans lequel les algorithmes jouent un rôle considérable pour stimuler de façon constante les affects des utilisateurs et utilisatrices, à l'intérieur de circuits de récompenses qui associent à chaque action une réaction, une notation, une inscription, une mise en visibilité [16]. Ce désir d'engagement en ligne repose dès lors sur l'immédiateté, dans un univers de concurrence perceptive et attentionnelle, d'où le besoin de répondre rapidement à l'attente d'un·e utilisateur·ice pour ne pas passer de la mobilisation à la frustration et au désengagement. L'action doit immédiatement produire une réaction, l'enga-

15. Voir partie 2, chapitre 4
16. CHANDELIER, Julien, 2024. *op. cit.*

gement doit instantanément produire un résultat, a minima on doit pouvoir en extraire un plus à jouir et à exposer (statut, badge, etc.). Or, notre réalité est bien loin de ces logiques, nous sommes un petit groupe humain avec peu de moyens qui tente d'agréger des connaissances produites par d'autres, sans souci absolu d'exactitude ou de protocoles de mise à jour efficaces.

Ainsi, nous ne pouvons que constater que ce que nous « offrons » à nos utilisateur·ices est bien éloigné de ce qu'iels peuvent trouver sur les plateformes industrielles, ou sur une cartographie comme celle de Google. Notre promesse de faciliter l'accès à l'information et à l'engagement dans la transition écologique et citoyenne peut de ce point de vue être quelque peu décevante. Si nous assumons de plus en plus une certaine lenteur et une incomplétude structurelle dans la réalisation de notre projet et le désir de le porter comme un commun de la connaissance, plutôt que comme l'outil utilitariste et fonctionnel qu'il se promettait d'être, cela nous oblige néanmoins à clarifier notre positionnement par rapport à cette intention initiale.

1.4.1. Logique décentralisée et commun

Notre projet consistait aussi à fournir un espace d'expérimentation en commun et un outil décentralisé au service de la communauté de la transition au sens large et non au

service d'une seule de ses organisations. En effet, comme nous l'avons vu plus haut en traitant de son historique, Transiscope est fondé sur la coopération volontaire entre plusieurs associations afin d'élaborer un outil commun dans l'objectif de mutualiser et de partager les connaissances et les savoir-faire. Dès le début, nous nous sommes heurté·es aux cultures préalables, aux intérêts et aux manières de faire de chacune de nos organisations. Nous n'avons pas échappé à la suspicion sur la volonté et les réelles motivations de chacun·e d'entre nous, anticipant le risque que les plus fortes de nos structures s'accaparent les fruits du travail commun. Il a fallu beaucoup de temps et un patient travail de reconnaissance mutuelle pour que nous parvenions à élaborer un collectif dépassant les organisations fondatrices. Cet aspect du projet se manifeste par les choix techniques et nos modes de fonctionnement (qui seront détaillés tous deux dans les chapitres suivants). Il ne s'agissait pas de construire par nous-mêmes une cartographie de la transition, mais d'agréger celles déjà existantes, sans s'accaparer les informations, sans faire à la place des autres, mais au contraire en valorisant leurs contributions : un haut degré de coopération et de solidarité entre organisations est non seulement possible, mais rend également plus fort·es et plus résilient·es.

S'il nous apparaît aujourd'hui que nous avons en partie réussi à construire un espace ouvert et égalitaire qui permet à chacun·e de contribuer, sans effacer les spécificités

ou les appartenances préalables, sur le modèle des archipels* d'Edouard Glissant, nous devons aussi reconnaître que nous ne sommes pas parvenu·es à renforcer nos membres et encore moins nos sources. En effet, parmi nos fondateurs, aucun projet de cartographie n'a réussi à se maintenir de façon satisfaisante. Transiscope n'a pas su trouver de modèle suffisamment pérenne pour prolonger les expérimentations cartographiques préalables. À l'inverse, il a fini par être le dépositaire et l'archiviste des cartes qui l'ont précédé. Ici encore, notre projet est face à une contradiction entre son intention initiale et sa réalité effective. On peut tenter d'expliquer cet écart par deux facteurs principaux.

Tout d'abord, nous avons manqué de compétences, de moyens et de temps dédiés aux tâches de cartographie que ce soit en interne (parmi nos membres fondateurs) ou en externe (parmi nos sources). En effet, le travail de cartographie qui consiste à identifier les informations pertinentes, les recueillir, les mettre en forme, les harmoniser, s'assurer qu'elles correspondent à notre vision, puis les mettre à jour dans le temps est bien souvent un à-côté des missions principales des collectifs et associations qui composent le mouvement de la transition écologique et citoyenne. Cette activité annexe s'apparente à une forme de méta-activité ou de travail informationnel qui repose sur la volonté de documenter les activités de l'association ou du collectif. Celle-ci est à la fois particulièrement ingrate et chronophage parce qu'elle vise *in*

fine le simple but d'enrichir la compréhension globale de ce qui constitue la transition et de faciliter l'implication de celles et ceux qui le souhaitent. Un acte plein d'abnégation et une forme de don sans contrepartie.

Ensuite, il faut constater que cet effort constant de production d'images, d'évènements, de textes comme autant de supports promotionnels divers, est déjà au cœur des logiques de marchandisation des associations qui les placent dans une hyper-concurrence pour la visibilité, l'attention, la reconnaissance, l'engagement et donc les financements. Dès lors, le bénéfice d'une action se mesure en termes de *likes*, d'abonnements, de vues, au sein d'un capitalisme de surveillance* qui infuse une rationalité marchande jusque dans les mots, les images, les profils et les formats de communication. Il nous apparaît alors que cette démultiplication du travail informationnel à laquelle nous contribuons également peut amener non seulement à des situations de surmenage, mais aussi à des contradictions entre les valeurs du monde associatif et la réalité de ses pratiques, tout en représentant un frein aux démarches d'alliance et de coopération.

1.4.2. Faire coopérer les alternatives

Nous avons toujours affiché la volonté de relier les alternatives de la transition écologique et citoyenne, de renforcer les solutions qu'elles portent et de les inciter et les former à la

coopération inter-organisation. D'une certaine façon, nous avons construit notre projet pour donner l'exemple, afin de démontrer que la confiance et la coopération sont des clefs pour renverser le rapport de force et transformer la société.

Une des dimensions structurantes de notre projet consistait à refuser de nous concevoir les un·es les autres comme des concurrent·es sur un même marché pour nous penser à travers nos complémentarités, nos manques et nos intentions. En refusant d'être en compétition, nous avons fait le choix d'agir ensemble et de partager des ressources, du temps, de l'argent, mais aussi de multiples problèmes. Au fond, nous sommes persuadé·es que, si nous voulons une société plus humaine, ouverte et solidaire, il nous faut commencer à la bâtir en actes, en commençant par nous-mêmes, c'est ce que nous essayons de faire. Mais, là encore il nous faut concéder que nous n'avons fait que la moitié du chemin. En effet, d'un côté, nous avons acquis un véritable savoir-faire coopératif, qui repose sur dix ans de travail patient, de rencontres, d'organisations différentes, de grandes discussions stratégiques et de gestions quotidiennes. De l'autre côté, nous n'avons pas réussi à transmettre ce savoir à l'extérieur de notre projet, notamment en direction de nos sources. Nous avons trop longtemps considéré que les collectifs et organisations qui cartographient par elles-mêmes leur territoire verraient nécessairement comme une opportunité l'existence de Transiscope et qu'elles constitueraient par elles-mêmes les

bases de données que nous pourrions aisément collecter et agréger. Or, nous avons fait le constat que cela est loin d'être aussi simple.

Ce travail informationnel demande du temps humain et donc bien souvent des moyens financiers qui manquent cruellement dans le secteur associatif. De plus, nous n'avons pas réussi à impliquer plus largement nos sources dans la construction de ce commun qu'est Transiscope, les enfermant dans un rôle de fournisseurs d'informations et non de contributeur·ices. Nous avons orienté nos efforts sur des formes de reconnaissance et de mise en avant de leurs contributions qui renvoient là encore à l'économie des plateformes avec l'idée qu'elles recherchaient avant tout de la visibilité, un fort taux d'engagement de la part du public et des contreparties, comme des publications sur notre site ou nos réseaux sociaux.

Conscient·es que ces orientations étaient insatisfaisantes, nous avons essayé de les infléchir pour mieux documenter leurs besoins et les accompagnements ou formations que nous pourrions leur proposer, mais pour cela il nous reste beaucoup à faire. Encore une fois, nous sommes face à une contradiction qui nous pousse à réfléchir à la forme même de notre organisation. Elle s'est d'abord construite pour accélérer la mobilisation dans la transition par le recours au numérique, avant de constater plus tard que nous sommes davantage face à un manque de prise en charge humaine, de

formation, d'inclusion dans un collectif et de coordination dans la durée. À force de concevoir l'engagement comme un processus informationnel optimisable, nous avons mis de côté ce qu'il est nécessaire de faire en amont et en aval. De plus, si nous avons pu construire un outil fonctionnel et un collectif robuste avec peu de financement et de moyens humains, notre organisation n'est pas nécessairement adaptée pour faire le travail de contact et de coordination. Ici apparaît une contradiction essentielle entre la dimension momentanée, agile et fluide, de la mobilisation plateformisée et la structuration de l'action collective au sein du mouvement associatif.

1.5. À retenir

Le projet Transiscope trouve ses origines dans :
— un contexte socio-économique et politique,
— l'intérêt des collectifs co-fondateurs qui avaient des besoins et des stratégies compatibles,
— une multitude de rencontres permettant de rassembler des personnes ressources et des collectifs, au bon moment.

Il est aussi traversé par des points de tension, que nous aurons l'occasion de détailler et contextualiser dans d'autres chapitres. Deux d'entre eux nous paraissent particulièrement saillants :

— La cartographie en tant qu'outil est sujette à des discussions importantes. Le projet initial, autour d'un outil technique, s'est transformé peu à peu en venant questionner la place de la technologie et la cartographie comme fin ou comme moyen.

— Les organisations membres et les sources sont traversées par des tentations de repli sur soi et des inquiétudes de concurrence, venant mettre en difficulté la coopération.

2

Qu'est-ce qu'une alternative ?

Le terme alternative s'est popularisé suite aux mobilisations nationales et internationales du milieu des années 1990 contre les politiques économiques néolibérales. Ce mouvement de mobilisations s'est déclaré altermondialiste en opposition aux choix d'un monde néolibéral qui mettait les peuples en concurrence. Parler d'alternative dans ce contexte, c'est clairement proposer un choix politique (*voir part. 1 chap. 1*).

Au début des années 2000, des premières cartes répertoriant des initiatives de l'ESS* voient le jour. On peut citer notamment la Base de Données des Initiatives Solidaires (BDIS)*, celle de la transition Près de Chez Nous (PDCN)*, celle de la consommation responsable Le Marché Citoyen, ou encore celle de l'innovation sociale Carrefour de l'Innovation. L'adoption du terme « alternative » pour désigner ces initiatives s'est manifestée à une période ultérieure, concomitamment à l'émergence du concept de transition.

Les débats initiés au sein de Transiscope portent précisément sur les enjeux liés à l'emploi du vocable « alternative » en lieu et place de celui d'« initiative ». Par définition, le terme « alternative » implique la possibilité d'un choix entre plusieurs solutions, ouvrant ainsi à d'autres potentialités. Dans une perspective de promotion d'une transition vers un modèle écologiquement durable et socialement solidaire, Transiscope entend valoriser les démarches collectives portées par les citoyen·nes visant à construire une réponse alternative aux offres de biens et services proposées tant par les collectivités publiques que par les acteurs privés. Il s'agit bien de valoriser des activités socio-économiques qui, parce qu'elles proposent de relier l'économie, le social et l'environnement dans leur production de biens et de services, constituent un autre modèle de développement au modèle économique dominant basé exclusivement sur la lucrativité, la prédation des ressources et la marchandisation.

Transiscope a élaboré sa charte à partir des critères définis par Cap ou Pas Cap lors de la conception de la cartographie des alternatives solidaires[1]. Ce chapitre explique comment, à partir de ce travail, Transiscope a engagé une réflexion collective afin de préciser ce que recouvre la notion d'alternative

1. Après avoir référencé 500 alternatives citoyennes à Paris en 2014, puis 1 500 en Île-de-France en 2016, Cap ou pas cap élargit en 2018 sa cartographie à la France entière, avec plus de 4 000 utopies locales mises en lumière. Cap ou pas cap fait partie des fondateurs de Transiscope.

citoyenne en faveur de la transition. Cette démarche nous a conduits à formuler une définition structurée autour de cinq principes, qui permettent de qualifier les alternatives que nous valorisons.

2.1. De Cap ou Pas Cap…

La cartographie des « alternatives citoyennes » a été développée par Cap ou pas cap, afin que le plus grand nombre de citoyen·nes s'engagent dans des actions qui construisent une société humaine, écologique et solidaire. Créée en 2013, et membre fondatrice de Transiscope, l'association définit les alternatives citoyennes à travers quatre critères portant sur son origine, son objet, son mode d'action et sa vision, explicités dans une charte. Pour Cap ou Pas Cap, une alternative émane d'une « innovation populaire » [2] :

> « Ces innovations populaires recouvrent une diversité de formes : collectifs, associations, coopératives, voire entreprises sociales. Mais toutes poursuivent la réalisation

2. Voir sur le site de Cap ou Pas Cap, « Qu'est-ce qu'une alternative citoyenne ? » : https://www.capoupascap.info/referencer-une-alternative/charte-des-alternatives/.

> du bien commun et refusent les bénéfices personnels : leur lucrativité est a minima encadrée, lorsqu'elle n'est pas exclue ».

Une alternative a aussi pour objet « une solution locale » :

> « À partir des besoins qu'ils ont identifiés, les membres d'une alternative citoyenne imaginent et apportent par eux-mêmes les réponses qu'ils estiment les plus adéquates. »

Elle a pour mode d'action « l'expérience collective » :

> « Faisant le pari de l'intelligence collective, misant sur la coopération et la mutualisation des moyens humains plutôt que sur leur mise en concurrence, l'alternative citoyenne est ouverte à tous et favorise l'égale participation de ses membres, sans aucune discrimination. »

Et elle poursuit une « utopie transformatrice », par…

> « une invitation à décoloniser nos imaginaires, à ouvrir des perspectives transformatrices, à croire en notre capacité collective à redonner de la profondeur à notre avenir commun. Les alternatives citoyennes dessinent ainsi

> un nouvel horizon : celui d'une société plus humaine, plus écologique et plus solidaire, fondée sur les valeurs de bien commun et de justice sociale. »

C'est sur la base de cette définition que le terme « alternative » a été repris par la plateforme Web des alternatives, projet qui deviendra Transiscope par la suite.

2.2. … à la plateforme Web des alternatives (Transiscope)

La définition de la notion d'« alternative » proposée par Cap ou Pas Cap fait écho à ce que les acteurs de l'économie solidaire appellent « initiative solidaire » : la loi ESS de 2014 définit l'économie sociale et solidaire comme « un mode d'entreprendre » et une population d'entreprises spécifiques, en précisant que leur finalité ne peut être la seule recherche de profit et que certaines règles de gouvernance et de gestion à finalité démocratique doivent y être mises en œuvre.

La notion d'initiative est souvent utilisée par les promoteurs de l'économie solidaire pour affirmer que l'ESS est un enjeu de citoyenneté économique et pas seulement une affaire d'entreprises (et d'entrepreneurs) fussent-elles sociales.

Cette notion est aussi mobilisée par les acteur·ices du développement local, de la transition écologique citoyenne, des circuits courts alimentaires, du développement communautaire [3], des droits culturels, des initiatives de femmes en économie, des communs, etc.

Souvent utilisée, elle est cependant rarement définie. Une meilleure caractérisation de la notion d'initiative est utile pour saisir la dimension politique et citoyenne de l'ESS que la seule notion d'entreprise ne permet pas d'appréhender pleinement. À partir de ce constat le Mouvement pour l'économie solidaire dans le cadre d'une recherche action mené en 2022 [4] propose une définition des initiatives solidaires [5] :

— Les initiatives solidaires sont issues de dynamiques collectives ascendantes prises par des acteurs non institutionnels.

3. Les Nations Unies définissent le développement communautaire comme « un processus par lequel les membres d'une communauté se rassemblent pour prendre des mesures collectives et générer des solutions à des problèmes communs ». Voir la page Wikipedia : https://en.wikipedia.org/wiki/Community_development.

4. Recherche Action Radis-Test : *L'Innovation Sociale et Citoyenne au service du Développement Économique des Territoires vers une Transition écologique et solidaire*, projet mené par le Mouvement pour l'économie solidaire 2022-2024, consultable en ligne : https://radist.le-mes.org/.

5. Fiche du Mouvement pour l'Économie solidaire « Qu'est-ce qu'une alternative citoyenne », téléchargeable sur https://www.le-mes.org/IMG/pdf/fiches_mes_1_1_4_pages_.pdf.

— Elles désignent à la fois une capacité d'agir ou d'entreprendre collectivement et le commencement d'une action.
— Ce sont des démarches de socialisation et d'organisation territorialisée de pratiques et d'engagements réciproques qui s'ancrent dans le vécu quotidien des personnes et mettent à l'épreuve leurs modes de vie.
— Elles facilitent une réappropriation citoyenne d'enjeux globaux (réchauffement climatique, alimentation durable, diversité culturelle, pouvoir d'agir des habitant·es, etc.) à partir d'expérimentations concrètes et territoriales.
— Solidaires, les initiatives favorisent l'entraide entre pairs, la coopération entre parties prenantes et l'expression collective entre acteur·ices partageant des expériences et préoccupations communes.
— La dimension organisationnelle des initiatives est indéterminée et plurielle. Elle ne se concrétise pas nécessairement à terme dans le cadre d'une entreprise à développer. La notion d'initiative permet de saisir le processus de création d'activité – « de l'idée au projet » – en amont de la formalisation d'une organisation. Elle recouvre aussi la mise en réseau territorial et les coopérations entre différentes organisations et acteur·ices locaux (de la production à la consommation) en aval de la gestion d'une entreprise.

— Les initiatives s'appuient sur des collectifs articulant engagements personnels et citoyens, organisations productives et actions politiques. La notion d'initiative permet de rendre compte de la double dimension économique et politique de dynamiques multi-parties prenantes. Ces initiatives qui créent de l'activité économique et des richesses territoriales peuvent aussi avoir pour visée la transformation sociale.

Ainsi pensés, deux éléments du débat permettent de se repérer pour renforcer la cartographie. Premièrement, marquer la différence entre alternative et initiative consiste à éviter tout jugement de valeur sur les initiatives citoyennes répertoriées dans la cartographie. Dans les faits, chaque « point » repéré sur la carte constitue bien une « initiative citoyenne », mais Transiscope cherche à faire valoir en quoi cette action locale se construit bien dans une perspective de société solidaire, et donc en quoi elle ne relève ni d'une initiative purement lucrative, ni par exemple d'un *greenwashing*. Dans des secteurs très concurrentiels, comme celui des épiceries solidaires ou celui du réemploi, cette distinction est essentielle. En effet, ces secteurs développés à l'origine par des initiatives solidaires deviennent progressivement des marchés rentables pour des entreprises qui viennent concurrencer les initiatives solidaires dans une seule logique de profit. L'usage du terme « alternative » est donc un choix

conscient permettant de garantir l'ambition même du projet Transiscope, favorisant en cela des formes de coopérations territoriales.

Deuxièmement, le périmètre institutionnel que recouvre le terme « alternative », implique quant à lui un positionnement : doit-il s'appliquer au champ de l'ESS tel qu'il est défini par la loi sur l'ESS de 2014 qui recouvre les associations, les coopératives, les mutuelles mais également des sociétés commerciales labellisées ESUS [6] ? Ce périmètre apparaissait pour certain·es trop restrictif puisqu'il ne permettait pas d'intégrer des collectifs informels, et trop large, car il faisait entrer des entreprises commerciales de l'ESS.

Finalement, les membres fondateurs de Transiscope intégrèrent dans une charte (*voir part. 2, chap. 2*) les cinq principes suivants comme une boussole pour définir les alternatives collectées.

Le premier principe repose sur la finalité des alternatives qui sont agrégées : des alternatives concrètes au modèle capitaliste, engagées vers une bifurcation écologique et une

6. Les Entreprises Solidaires d'Utilité Sociale (ESUS) correspondent à une labellisation de l'État, mais qui n'implique pas de transformer leur statut de société de capitaux (ce sont les actionnaires qui décident au prorata de la part de capital détenu) vers un statut de société de personnes (un sociétaire, une voix, indépendamment de la part de capital détenu). Ce label ESUS ne garantit aucunement contre une prise de pouvoir par les actionnaires et donc la possibilité d'une régression vers un intérêt particulier.

justice sociale. Cela impose un critère économique : l'alternative, quel que soit son statut juridique, doit avoir pour raison d'être la poursuite d'une autre finalité que la recherche de profit sur un marché concurrentiel. On définit ensuite cette finalité : sa raison d'être et son but doivent concourir soit à plus de justice sociale soit à une amélioration environnementale, soit au deux, pour rendre la société plus humaine, plus durable et plus respectueuse du vivant.

Le second principe définit le modèle d'organisation que doit respecter une initiative pour être reconnue comme une alternative : une alternative doit être souveraine, c'est-à-dire que son pouvoir de décision doit être autonome et ne doit être limité par celui d'aucun autre. Ce critère d'autonomie et d'indépendance renvoie au concept de citoyenneté économique et de pouvoir d'agir comme levier essentiel de la démocratie [7].

Bien que cela ne soit pas écrit de manière explicite dans la charte, une alternative est une action collective, même si son impulsion a pu relever d'une démarche individuelle, à l'initiative d'une institution publique, ou même d'une démarche entrepreneuriale, à condition d'être dès l'origine sous statut à lucrativité limitée* ou nulle. Le critère commun consiste à

7. Pour une définition de la citoyenneté économique, voir la fiche du Mouvement pour l'économie solidaire issue de sa Recherche Action : *L'Innovation Sociale et Citoyenne au service du Développement Economique des Territoires vers une Transition écologique et solidaire*. Téléchargeable sur : https://www.le-mes.org/IMG/pdf/fiches_mes_1_2_4_pages_.pdf.

intégrer à la fois une finalité sociale ou environnementale et une gouvernance démocratique, c'est-à-dire associant toutes les parties prenantes participant à l'élaboration et à la production de l'alternative.

Le troisième principe précise la dimension politique d'une alternative en inscrivant sa raison d'être dans le champ de la construction de communs et le développement de l'intérêt général. Une alternative ne doit pas répondre uniquement à des intérêts particuliers, par exemple ses seul·es usager·es, ou à des actionnaires. Elle doit inscrire son action dans la recherche d'une transformation de la société tant par ses pratiques de gouvernance démocratique que par son inscription dans des dynamiques collectives territoriales.

Le quatrième principe pose la question de l'éthique [8]. Ce principe est apparu au moment où Transiscope a choisi d'intégrer les luttes sociales et environnementales portées par des collectifs citoyens. S'est posée alors la question des limites que Transiscope ne souhaitait pas franchir, en considérant que la fin ne l'emporte pas sur les moyens. Cela s'est traduit par le refus de toute violence aux personnes et toute pratique discriminante, sexiste, homophobe, xénophobe, raciste ou anti-démocratique. En creux, le fait de refuser la

8. Éthique au sens de la compatibilité des moyens et des fins. MORIN, Edgar, 2014. *La Méthode. Livre 6 : Éthique*. Paris : Points.

violence aux personnes était aussi un moyen d'accepter les dégradations matérielles, inhérentes à certaines formes de luttes.

Le cinquième principe aborde la question de la coopération et des pratiques, inscrit dès son origine dans une dynamique coopérative et de construction d'un commun. Transiscope entend valoriser des alternatives ouvertes sur les pratiques incitant la participation de toutes et tous dans une logique d'émancipation, et favorisant les échanges de savoir-faire et de connaissances. Issue d'une convergence entre acteur·ices du logiciel libre*, de la solidarité et de l'écologie, Transiscope porte en elle la volonté de développer une culture de la coopération contre l'esprit de concurrence et une culture du commun pour penser l'action imbriquée dans son environnement.

Contrairement aux quatre premiers, le dernier principe, qui concerne la méthode, n'est pas considéré comme un critère obligatoire. Il faut y voir un principe de démarche invitant les alternatives à réfléchir sur ce qu'elles peuvent mettre en place pour, au-delà de leur action individuelle, coopérer avec les autres alternatives qui poursuivent un même projet de transformation sociale et ainsi refuser la mise en concurrence à laquelle elles sont constamment renvoyées dans une société soumise aux règles européennes d'un marché économique. Ce qui est un des enjeux de Transiscope plus qu'un

préalable, c'est la capacité de ces alternatives à constituer un mouvement cohérent et systémique, visant à favoriser la bifurcation écologique, sociale et démocratique de la société.

Ces principes cumulés excluent de Transiscope – et de façon assumée – les initiatives économiques individuelles et toutes les sociétés commerciales qui ne sont pas des coopératives [9]. Ainsi, la charte ne permet ni aux entreprises capitalistes classiques, ni aux entreprises à mission créées par la loi Pacte de 2019 d'être référencées dans Transiscope. Ces dernières, sous couvert d'une « raison d'être » mentionnant des objectifs sociaux et environnementaux sont dans la réalité des entreprises lucratives. Contrairement aux sociétés de personnes de l'ESS (associations, mutuelles, coopératives et fondations), elles ne sont pas réglementés par la loi, empêchant tout contrôle et permettant tout abus.

La charte exclut également les sociétés commerciales labellisées ESUS, qui peuvent être des sociétés capitalistes tout à fait classiques, où le pouvoir de décision appartient aux actionnaires, en fonction du capital détenu.

9. SCOP (sociétés coopératives et participatives) , SCIC (sociétés coopératives d'intérêt collectif), Coopératives de consommateurs , CAE (coopératives d'activité et d'emploi), etc.

2.3. … dans un contexte difficile pour les associations

Le référentiel législatif définissant ce qu'est une association est celui de la Loi de 1901 et du droit local Alsace Moselle. Pourtant, la diversité des acteur·ices, des espaces d'intervention et des expériences en donnent une autre lecture. Cette forme d'organisation dans laquelle des personnes habitant ou travaillant dans un territoire (du local à l'international) viennent investir librement l'espace associatif déclaré ou auto-organisé, constitue alors une ressource disponible répondant à une thématique, une pratique, un enjeu de société. Si chaque association fonctionne indépendamment en fonction des règles et des codes qu'elle s'est donnés, il nous semble indispensable de rappeler que leur travail s'inscrit dans une histoire par laquelle certaines ont contribué à façonner le territoire de vie, d'autres ont participé à la construction de politiques publiques, d'autres encore agissent pour la protection des personnes comme de la nature…

Les regroupements de personnes ainsi constitués visent à construire une société plus juste.

Dans le contexte européen, l'ensemble des droits fondamentaux se trouvent inscrits dans le cadre d'un marché intérieur fondé sur la croissance économique, dans une économie de marché hautement compétitive. Pourtant l'article 2

du Traité de Lisbonne, dans sa définition de l'Union, paraissait favorable aux associations en nommant les valeurs dans lesquelles le secteur associatif peut se retrouver : « L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes ».

Mais l'article 3 de ce même Traité fixe très vite les règles du jeu : « L'Union établit un marché intérieur. Elle œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement… »

Ainsi, ce cadre européen favorise la mise en concurrence de pans entiers de la société, comme la prise en charge du vieillissement et de la petite enfance, la solidarité alimentaire, ou encore l'accompagnement des personnes, reconnus d'intérêt général et confiés par délégation au secteur non lucratif. L'extension continue des marchés est un enjeu majeur des sociétés néolibérales à l'œuvre depuis les années 1980, et illustré par cette phrase culte de M. Thatcher : le marché,

« there is no alternative ». Bernard Stiegler répondait en 2020 : « Bifurquer, il n'y a pas d'alternative »[10], c'est bien dans cet espace que s'inscrit Transiscope.

Outre ce contexte européen, le livre collectif *Quel monde associatif demain*[11] analyse dans sa première partie quatre attaques organisées contre le monde associatif : 1) la marchandisation et la financiarisation de l'action associative notamment par l'entrée de capitaux privés dans les politiques sociales, 2) l'instrumentalisation des associations via la systématisation de la commande publique, 3) la managérialisation du secteur pour toujours plus de compétitivité, et 4) enfin – ce n'est pas la moindre – les atteintes aux libertés associatives, restreignant leur capacité à s'exprimer, à agir, et à exercer leur regard critique[12].

Alors que Transiscope cartographie les alternatives, il est parfois difficile d'y trouver son chemin tant le jeu est brouillé. L'Observatoire Citoyen de la Marchandisation des Associa-

10. STIEGLER, Bernard (dir.), 2020. *Bifurquer : il n'y a pas d'alternative*. Paris : Gallimard.

11. COLER, Patricia, HENRY, Marie-Catherine, LAVILLE, Jean-Louis, ROUBY, Gilles, 2021. *Quel monde associatif demain ? Mouvements citoyens et démocratie*. Toulouse : Érès éditions.

12. LANGLET, Marianne (coord.), Collectif des Associations Citoyennes, 2023. *Marchandisation et financiarisation des associations. Décryptage d'un processus*, Rapport de l'Observatoire Citoyen de la Marchandisation des Associations. Téléchargeable sur : https://yw.associations-citoyennes.net/observatoire/?RapPorts.

tions (OCMA), dans son rapport de 2025[13], fait référence au phénomène Canada Dry[14] auquel est confronté le secteur associatif. Certaines structures en ont le goût, la couleur, mais elles ne font qu'en avoir l'apparence notamment parce que leur modèle n'est pas vraiment non lucratif.

De qui parlons-nous ? De ces acteurs lucratifs, start'up à impact ou entreprises à mission qui s'installent avec beaucoup de visibilité dans certains secteurs comme le réemploi, les cafés et cantines, les épiceries solidaires, les crèches, etc. L'entrepreneuriat dit « social » avance masqué, réutilisant à volonté des marqueurs fondamentaux des associations.

L'OCMA, dans son rapport de 2023[15], a décrit un type particulier de captation de marchés par les acteurs lucratifs : l'investissement à impact social. Ce mécanisme redoutable permet l'entrée des fonds de dotation, du système bancaire et des investisseurs privés dans la mise en œuvre d'actions à caractère social. Bien qu'il n'ait fait aucune preuve de son efficacité, et qu'il génère *in fine* des coûts considérables pour la collectivité, sa mise en œuvre à marche forcée a un effet dévastateur pour les acteurs associatifs se trouvant ainsi écar-

13. LANGLET, Marianne (coord.), Collectif des Associations Citoyennes, 2023. *op. cit.*

14. En référence à la publicité : « Vous connaissez Canada Dry ? Il en a la couleur, le goût mais ce n'est pas de l'alcool ! »

15. op. cit.

tés des dispositifs qu'ils ont parfois eux-mêmes créés, niant de fait la capacité d'innovation et d'expérimentation de la société civile.

Ce phénomène de marchandisation est amplifié, voire précédé, par la remise en cause du modèle de la subvention, au bénéfice de la multiplication des appels d'offre ou appels à projet, se référant à un très libéral principe d'efficacité. Comme nous venons de le préciser, ce mode de financement sur fonds publics ouvre de nouveaux marchés à la concurrence, là où les acteurs associatifs sont historiquement présents.

Ce phénomène de « marchandisation » est le fruit d'un long processus dont la finalité est d'ouvrir de nouveaux marchés au secteur lucratif. Il faut remonter aux années 1980 pour en trouver l'origine : la nouvelle gestion publique. Il s'agit de rendre compte à l'euro près de l'utilisation des subsides publics. Cette vision managériale des associations se retrouve dans deux dimensions directement issues du secteur privé et qui influent directement sur la conduite du projet. D'une part cette gestion par le résultat amène à construire toute une batterie d'indicateurs dont le but ultime serait de pouvoir mesurer un « impact » sur la société et ainsi rendre compte de l'utilité sociale de l'action. Mais comment mesurer les relations humaines ? Comment rendre compte des effets produits sur le long terme ? Comment isoler le résultat d'une action dans un environnement complexe ? Le budget englouti

dans des cabinets de conseils « spécialistes » de la mesure de l'impact, auquel s'ajoute le temps professionnel consacré, est à la fois une ruine pour l'association et une manne financière pour ces cabinets privés… manne payée sur l'argent public.

Ce faisant, est survalorisée la capacité d'innovation de l'entreprise lucrative, qui se réapproprie les codes des acteurs associatifs et coopératifs, sans en prendre les valeurs.

La question se pose donc clairement au sein de Transiscope : comment visibiliser les alternatives qui incarnent les valeurs portées, et non les initiatives « Canada Dry »? Il parait essentiel de mettre en avant, via la charte, l'aspect non-lucratif et la non-redistribution des bénéfices comme fondement du modèle porté par les alternatives, ainsi que le modèle de gouvernance démocratique associant aux choix stratégiques les bénévoles, les salarié·es et les bénéficiaires.

Deux autres pistes sont explorées par le Mouvement pour l'Économie Solidaire et la Coopérative des communs, afin de différencier ces alternatives.

En effet, dans le livre *L'économie solidaire en mouvement*[16] édité à l'occasion du vingtième anniversaire du Mouvement pour l'Économie Solidaire, les auteur·ices approfondissent la notion de démocratie économique* à travers la diversité des expériences « à la recherche de nouvelles formes économiques plus proches des territoires, non délocalisables et éco-

16. COMBES, Josette, LASNIER, Bruno et LAVILLE, Jean-Louis, 2022. *L'économie solidaire en mouvement*. Toulouse : Éditions Érès.

logiquement responsables ». Il s'agit en fait de milliers de réalisations concrètes, enracinées, inscrites dans le temps long, et ayant fait leurs « preuves », y compris d'un point de vue économique, comme les sociétés coopératives, l'agriculture paysanne, la finance solidaire ou encore le commerce équitable, pour ne citer que ces exemples. Ces expériences, que nous nommons alternatives au sein de Transiscope, pourraient aussi asseoir leur spécificité par la notion de *communs de proximité*. Comme le mentionnent les travaux de la Coop des communs, ces communs de proximité se définissent par « trois critères interreliés : 1) une initiative citoyenne et autogouvernée ; 2) dont la visée est le service de l'intérêt général, dont l'accès reste ouvert ; 3) ancrée sur le territoire et respectueuse des écosystèmes dans lesquels elle est insérée »[17].

Identifier et revendiquer les spécificités des alternatives permet de ne pas céder à la confusion et de défendre un modèle associatif. Reste que le contexte européen n'y est pas favorable : ces espaces locaux, bien qu'en adéquation avec les valeurs positives portées par l'Union européenne, se trouvent en contradiction avec l'inscription dans un marché unique dont le moteur est une économie « hautement compétitive » dans le cadre d'une économie de marché non faussée. Dans

17. Voir l'annonce « Parution de l'ouvrage collectif *Les communs de proximité. Origines, caractérisation et perspectives* sur le site de la Coop. des communs : https://coopdescommuns.org/fr/parution-de-louvrage-collectif-les-communs-de-proximite-origines-caracterisation-et-perspectives/.

un contexte défavorable, voire d'attaque du monde associatif, il est indispensable d'identifier et rendre visibles les spécificités de ce que nous nommons alternative :

— le principe, déjà relevé, de non-lucrativité*, de non-redistribution de dividendes, de non-accaparement de l'outil de travail, des biens mis en commun et du foncier,
— la prise en compte du lien d'humanité, de la relation d'entraide et de valorisation, la place donnée aux personnes dites « bénéficiaires » dans le développement des alternatives,
— la préservation de la ressource et sa gestion au sein de la communauté,
— l'auto-organisation et l'action collective, le fonctionnement démocratique au sein de la structure, pour la prise de décision et le fonctionnement du quotidien.

Ces principes permettent d'agir sur notre modèle associatif, notre propre champ référentiel, et celui des alliances et de la coopération.

2.4. À retenir

Définir les spécificités des structures qui sont valorisées sur Transiscope est une nécessité fondamentale au regard du projet de transformation sociale que nous portons. Transi-

scope souhaite valoriser toutes les actions créées collectivement par des personnes qui, du local au global, proposent une manière de construire des solutions à nos besoins, qui s'inscrivent dans une transition vers une société durable écologiquement, plus démocratique et plus juste socialement. Dans une société où l'économie est trop souvent réduite à une vision néolibérale, révéler la multitude d'alternatives qui s'inscrivent dans des pratiques concrètes de solidarités, d'équité, de non-lucrativité au service de biens communs et de l'intérêt général est une manière de rendre visible et désirable un autre monde possible. Aujourd'hui, au-delà des alternatives économiques, Transiscope souhaite valoriser les luttes sociales qui participent à cette transition en construisant une cartographie des alternatives aux modèles de dominations.

3

Les imaginaires de Transiscope : les communs et l'archipel

Nous sommes persuadé·es que, pour comprendre un projet collectif, il est nécessaire de saisir son imaginaire et la façon dont il s'inscrit à la fois dans un contexte et dans des besoins particuliers. Dans l'histoire de Transiscope, deux concepts sont centraux : les archipels* et les communs*. Ils sont devenus indissociables de notre projet, d'abord parce qu'ils ont favorisé notre rencontre, mais aussi parce qu'ils incarnent des imaginaires féconds qui nous ont porté·es vers une action commune. Or, dans la conception que nous nous faisons de notre action collective, nous avons parfois eu tendance à les considérer comme des évidences [1], éclipsant leurs différentes significations au sein du projet, au risque d'en

1. Si nous concevons notre projet comme un commun numérique, à la façon d'un archipel d'îles (organisations) interreliées, force est de constater que nous n'avons jamais explicité directement ni politiquement notre attachement à ces deux conceptions.

faire des impensés. Plutôt que de chercher à mobiliser ces concepts *a posteriori* afin d'y déceler une cohérence artificielle, il nous a semblé plus pertinent de les considérer tels qu'ils se sont révélés à nous, c'est-à-dire comme des repères culturels et des imaginaires instituants [2].

3.1. Archipels

Il y a des notions qui semblent parfois incarner presque par magie l'air du temps. À première vue l'archipel pourrait figurer parmi celles-ci. En effet, dans les années 2010, nous avons été nombreux et nombreuses à voir ce terme apparaître, gagner en influence et s'affirmer comme un horizon politique, circulant d'une mobilisation comme celle de Nuit Debout jusqu'aux réunions associatives et même jusque dans les milieux politiques, où il sera notamment repris par Jean-Luc Mélenchon. Or, le caractère soudain de ce surgissement sémantique masque en réalité un patient travail de transmission théorique réalisé par quelques passeurs, au premier rang desquels figurent Claude Henry et Patrick Viveret avec des initiatives comme Pouvoir Citoyen en Marche et l'Archipel

2. CASTORIADIS, Cornélius, 1975. *L'institution imaginaire de la société*. Paris : Seuil.

Osons les Jours Heureux. Dans un article qui résume l'attrait qu'il porte à ce concept et le rôle qu'il tente de lui conférer, Claude Henry revient sur la puissance d'évocation de ce mot :

> « La notion évoquait tout de suite, pour qui la découvrait, une réalité tangible : celle de plusieurs îles rassemblées par une même géographie proche, mais que les chocs de l'Histoire avaient entraînées dans des cultures et des institutions spécifiques. Se servir de cette analogie parlait directement à l'esprit – on peut même dire au cœur – de celui/celle qui percevait la diversité de nos organisations et qui voyait avec tristesse la difficulté pour cet ensemble de devenir une large force socialement reconnue, dès lors que chaque structure était souvent trop prise par son quotidien et ses propres histoires et références. » [a]

a. HENRY, Claude, 2017. « L'archipel, une notion dont le temps est venu », *Convivialisme.org*, disponible en ligne : https://convivialisme.org/archive/debats/96-l-archipel-une-notion-dont-le-temps-est-venu.html.

Comme le pressentait Claude Henry, nous nous sommes reconnu·es tout autant dans la dimension poétique du terme que dans sa force politique, parce qu'il nous offrait une conception alternative à la marchandisation et à la mise en concurrence des milieux militants. Dans un moment où les grands récits politiques avaient perdu leur capacité fédératrice et mobilisatrice et où la réalité concrète des organisa-

tions partisanes nous éloignait toujours davantage des politiques institutionnelles, l'archipel apparaissait comme une brèche dans l'imaginaire commun. Le poète et philosophe martiniquais Edouard Glissant[3] a théorisé ce concept afin d'aborder à la fois la réalité géographique des Caraïbes et une conception du monde qui repose sur la codépendance des îles entre elles. La pensée de Glissant insiste sur la relation et la reconnaissance entre des lieux, des cultures et des langues différentes, dans une globalité en partage, adaptée à nos milieux. Elle nous permet de repenser nos organisations militantes et les dynamiques de relations qu'elles produisent. En effet, selon Glissant, chaque lieu se caractérise à la fois par une identité spécifique, qu'il désigne comme l'identité-racine, et par une pluralité de croisements, de rencontres et de transformations, qu'il définit comme l'identité-relation. L'archipel est cet espace intermédiaire entre ces deux formes d'identités qui permet d'accueillir la multiplicité des appartenances et des devenirs communs.

A posteriori, on peut dire que l'essor du concept d'archipel dans les milieux associatifs et militants est autant dû aux efforts patients de transmission de quelques-un·es, qu'à un contexte particulier. Celui de la dissémination des mobilisations sociales, de la raréfaction des moyens d'action mili-

3. GLISSANT, Édouard, 1990. *Poétique de la Relation*. Paris : Gallimard.

tants, de l'augmentation continue de la répression et d'une immense fatigue face aux échecs répétés des appels à la convergence des luttes.

L'archipel et son imaginaire puissant apparaît alors comme la possibilité de mettre au travail d'autres formes d'alliances. La proposition de Glissant permet de faire coexister la diversité des appartenances et des projets, la reconnaissance de nos interdépendances et la nécessité d'une solidarité mutuelle pour dessiner un horizon politique désirable et émancipateur basé sur l'égalité et l'amitié dans la lutte.

Dans son enquête sur les mobilisations sociales contemporaines, la politiste Réjane Sénac souligne l'émergence de cette notion d'archipel dans les milieux militants. Il est conçu comme un connecteur à la fois logique et elliptique entre le global et le local, des îlots aux archipels [4]. Nous devons reconnaître que notre approche des archipels est, elle aussi, restée laconique, davantage à la façon d'une puissance lyrique que d'une conception strictement politique du terme, tout en nous permettant d'approfondir nos différences et notre refus vis-à-vis des logiques de marchandisation, de mise en concurrence, de clientélisme et d'uniformisation de l'action associative.

4. Sénac, Réjane, 2021. *Radicales et fluides : les mobilisations contemporaines*. Paris : Presses de Sciences Po.

Concernant Transiscope, il s'agissait d'abord de reconnaître l'histoire, la spécificité et le bien-fondé de chacune de nos organisations avant de pouvoir imaginer des horizons communs. En cela, l'approche par archipels nous a permis de relier des particularités en les rassemblant dans une même tentative. Dans cette configuration une diversité d'outils, de buts et de tactiques pouvaient se rapprocher sans annihiler leurs fondations, leurs expériences et leurs besoins propres.

En suivant cette ligne de pensée, Transiscope s'est construit comme le réceptacle de la volonté d'organisations qui lui étaient extérieures, comme un centre vide, qui n'avait pas vocation à concentrer l'activité de celles-ci, mais à être un croisement spécifique, un lieu d'enrichissement et de partage. Cette représentation archipélique a été déterminante dans la structuration du collectif, mais aussi dans nos pratiques et notre culture collective.

Nous nous sommes attaché·es à fabriquer un territoire particulier, à la fois sensible à nos différences et à nos limites mais également à nos élans communs tout en faisant place aux changements d'orientations et aux transformations organisationnelles. Transiscope s'est construit comme un carrefour où se croiseraient diverses associations en y laissant à chaque fois quelque chose pour les autres, dessinant ainsi, pas à pas, un monde commun. En cela, notre archipel est bien

davantage un espace de pratiques, inassimilables à une théorie, dans laquelle la création politique s'apparente à la tentative toujours reconduite d'imaginer et de faire ensemble [5].

Si ce concept est fondamental pour nous, c'est parce qu'il abolit la nécessité de construire un horizon et une force unique subsumant toutes les autres, pour privilégier des relations réciproques et ouvertes entre égaux.

3.2. Communs

À la même époque, un autre concept s'affirme lui aussi comme une révolution au XXI[e] siècle : le commun [6]. Là-encore, lorsqu'on parle de commun, on mesure tout ce que l'on doit à ces infatigables passeur·euses tels Michel Briand, Philippe Aigrain, Maïa Dereva, Hervé Le Crosnier… Les communs représentent une forme précapitaliste d'économie. C'est ce que montrent les travaux de la « prix Nobel » d'économie Elinor Ostrom [7], par l'étude d'une multitude

5. PIGNARRE, Phlippe, STENGERS, Isabelle, 2005. *La Sorcellerie capitaliste*, Paris : La Découverte.

6. Sous-titre d'un ouvrage publié en 2015 qui met en exergue une diversité d'expérimentations politiques alors en cours : DARDOT, Pierre, LAVAL, Christian, 2015. *Commun, Essai sur la révolution au XXIe siècle*. Paris : La Découverte.

7. OSTROM, Elinor, 2010. *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*. Bruxelles : De Boeck.

d'expériences communautaires de gestion des ressources naturelles (eau, forêt, pêcheries) à travers des règles permettant à la fois d'exploiter ces ressources pour assurer la subsistance du groupe et de préserver leur pérennité. Cette forme précapitaliste aurait été largement affaiblie par le mouvement des enclosures et le renforcement de la propriété privée à partir du XII^{e} siècle en Occident.

Dans les années 1990, les débuts utopiques du Web ont ouvert des potentialités de création et d'accès à une bibliothèque de connaissance sans frontière. Cet idéal de partage s'est combiné au début des années 2000 avec une remise au goût du jour de la notion de communs, augmenté par le potentiel des outils numériques. En effet, l'information dans l'espace numérique étant reproductible, dématérialisée, déterritorialisée et interactive, elle permet d'envisager les biens intellectuels qui y circulent comme des communs accessibles à tous. D'autant plus que l'information numérique est non rivale, dans la mesure où son usage par une multitude d'utilisateur·ices différent·es ne diminue pas sa valeur. Ainsi, un commun numérique désigne une ressource numérique (logiciel, base de données, protocoles informatiques, réseaux de télécommunications, etc.) produite et entretenue collectivement par une communauté d'acteur·ices hétérogènes et

gouvernée par des règles partagées[8]. Wikipédia est probablement l'exemple le plus connu d'un commun numérique : une ressource (l'encyclopédie), gérée par une communauté (les wikipédien·nes) qui définit ses propres règles.

En nous prêtant à l'exercice de définition, lors d'une rencontre du Transiscothon* du Mans en 2025, nous en sommes arrivé·es à la conclusion que si le projet Transiscope est un commun numérique, c'est parce qu'il repose sur :

— des ressources partagées (informations sur les alternatives et le mouvement de la transition),
— un collectif qui en prend soin ensemble,
— des règles communes pour faire fonctionner et pérenniser autant ces ressources que le collectif en lui-même,
— une logique politique d'action qui repose sur la participation, la propriété collective et des institutions ouvertes.

S'il nous est toujours apparu évident que notre projet s'ancre dans cette conception des communs, à fortiori numériques, nous n'avons jamais mis au travail directement la notion entre nous, car celle-ci a d'abord représenté une forme ouverte de coopération sociale. Le sociologue Jean-

8. Définition issue des travaux collectifs de la première édition des rencontres *Numérique en commun(s)* en 2018. Voir : https://labo.societenumerique.gouv.fr/2019/10/16/les-communs-numeriques-un-modele-innovant-de-developpement-des-ressources-numeriques/.

Louis Laville parle à ce propos d'associationnisme [9] pour décrire ce mouvement de démocratisation de la société à partir d'actions collectives, libres et volontaires ayant pour but l'égalité réelle. Les associations portent un modèle d'implication dans la vie sociale qui autorise chacun·e à se saisir d'un problème public afin d'exercer son droit de regard et d'intervention. En ce sens, notre vision de ce concept oscille entre celui de communs attaché aux ressources et celui de commun comme principe politique d'action. Si le projet Transiscope s'est d'abord structuré autour du projet de cartographie agrégative des alternatives et donc autour du partage de ressources, un autre besoin a rapidement émergé : la nécessité de construire le collectif comme un espace d'expérimentation politique commun. En cela, c'est autant la gestion quotidienne de la ressource, que l'action politique collective qui façonne, selon nous, le commun comme logique d'action face au capitalisme néolibéral. Dans la lignée de l'autrice et militante altermondialiste Naomi Klein [10], nous reconnaissons quelque chose de commun dans la multitude de résistances collectives comme appropriation et défense d'un enjeu qui apparaît vital pour une communauté humaine ou non humaine face à la privatisation généralisée de tous les aspects et

9. LAVILLE, Jean-Louis, 2010. « Associationnisme : le bien commun aux confins du marché et de l'État », *Finance & Bien Commun*, vol. 37-38, p. 64-73.

10. KLEIN, Naomi, 2001. « Reclaiming the Commons ». *New Left Review*, vol. 9, p. 81.

espaces de la vie par l'économie. Dans notre usage du concept de commun, il s'agit moins d'une élaboration strictement théorique que d'une dimension de pratiques situées dans les luttes et au cœur des associations. Comme l'écrit Christian Laval :

> « En réalité, commun est un concept apparu dans les luttes et les pratiques alternatives les plus diverses pour signifier en positif ce que l'on désire. Il est également ce qui fait dialoguer entre elles des pratiques actuelles, situées et limitées, et ce qui les relie à une transformation complète de la société. En un mot, commun est le terme d'une articulation entre une micropolitique et une macropolitique, entre un présent et un avenir. Il fonctionne ainsi comme une chaîne d'équivalence entre des luttes écologiques, des luttes urbaines, des mobilisations démocratiques, des pratiques coopératives, des récupérations d'entreprises ou encore comme réinterprétation de pratiques anciennes comme celles de l'économie sociale et solidaire, par exemple. » [a]
>
> *a*. LAVAL, Christian, 2022. « Les usages savants et politiques du commun ». Dans BACQUÉ *et al.*, 2022. *D'alternatives et de communs*, Paris : Presses universitaires de Paris Nanterre, p. 147.

Le commun incarne pour nous un imaginaire qui s'oppose à une vision strictement économiciste, capitaliste et individualiste de l'action politique. En refusant à la fois la

concurrence et la propriété privée, les politiques du commun permettent de faire place à de nouvelles formes de réciprocités sociales, à travers des droits de participation, d'usage et d'appropriation collective. Notre représentation du commun s'apparente ainsi à un ethos culturel et relationnel qui s'ancre dans le mouvement du logiciel libre (*voir part. 2 chap. 4*) face aux nouvelles enclosures numériques et aux concentrations de pouvoir, de capacités de calcul, de contrôle social et de surveillance du capitalisme de plateforme et en rupture avec leur modèle de mobilisation et de manipulation comportemental [11].

Transiscope s'efforce de préserver une marge de manœuvre politique collective en expérimentant une manière renouvelée de concevoir son projet tout en incarnant une croyance initiale dans les capacités des outils numériques à permettre le partage, la mutualisation et la démocratisation. Archipéliser et communiser [12] le numérique est une tentative de réinscrire Internet dans un projet de décentralisation qui permettrait de construire des espaces politiques intersubjectifs* dans lesquels s'assemble et se recompose une multitude d'individus et de groupes autour d'enjeux communs.

11. CHANDELIER, Julien, 2024. *op. cit.*, pp. 337- 400.
12. DARDOT, Pierre et LAVAL, Christian, 2015. *op. cit*.

3.3. Des impensés aux limites

Si nous nous sommes toujours explicitement référés aux imaginaires des archipels et des communs, nous n'avons que très indirectement travaillé ces concepts pour nous les approprier. Nous devons convenir que le fait de s'appuyer sur des représentations flottantes nous a très certainement permis d'inclure des visions divergentes au sein d'un même projet et que cela était une condition nécessaire pour l'existence même de Transiscope. Ainsi, nous pourrions revendiquer la nécessité de se référer en partie à des conceptions ouvertes non strictement théorisés mais il faut également reconnaître que cette imprécision peut avoir certaines répercussions négatives.

Se penser comme une île au sein d'un archipel favorise le fait de se mettre au service des autres, de prendre soin d'un collectif étendu et de mettre son égo en retrait parfois. L'idéal archipélique et l'imaginaire du commun peuvent également entretenir une certaine idéalisation de l'économie de la contribution*. Celle-ci repose sur une logique économique qui consiste à contribuer à l'entretien du commun pour le décliner en services marchands, ce qui constitue une tension entre le projet militant et le produit qui en est extrait. Cela interroge aussi la spécialisation entre celles et ceux capables de porter ces services et les autres, entraînant une distribution de la valeur vers la périphérie du projet et non directe-

ment au sein des organisations qui le constituent. À Transiscope cela s'est notamment illustré par recours important à des prestataires extérieurs pour assurer des fonctions essentielles. Cette répartition montre directement la difficulté de faire coïncider des formes d'organisations, de travail et de rémunération différentes entre salarié·es associatifs et travailleur·euses *freelance*.

Un autre achoppement concerne notre manière de nous référer aux concepts d'archipels et de communs tout en ayant tendance à faire circuler un imaginaire dépolitisant selon l'idée que la transformation du monde passe d'abord par la mise en circulation de l'information, à l'intérieur d'émergences spontanées. D'une certaine façon, nous avons véhiculé l'idée que l'existence d'alternatives regroupées en archipels allait mécaniquement entraîner un changement de société. En cela, nous avons favorisé une conception davantage portée sur l'efficience organisationnelle que sur la politique collective et la nécessité de construire des rapports de force structurels. Dans le second Rapport de l'Observatoire de la marchandisation des associations, coordonné par le CAC, Fleur Bertrand-Montembault décrit avec justesse cet état de fait :

> « Nous sommes plusieurs acteurs du monde associatif et militant à faire dorénavant ce constat : c'est bien en se contentant de rester dans cette critique qu'on pourrait appeler de stade 1, en s'enfermant dans la promotion de l'alternatif ou au mieux dans l'anti- que nous participons à construire notre propre impuissance politique. (…) Nous refusons d'entretenir l'idée qu'une somme, même importante de démarches minoritaires atomisées puisse subvertir peu à peu l'ordre économique et politique jusqu'à le remplacer. » [a]
>
> *a*. BERTRAND-MONTEMBAULT, Fleur, 2025. « La décroissance pour horizon commun ? » dans LANGLET, Marianne (coord.), 2025. *Entre marchandisation et démarchandisation : un monde associatif à la croisée des chemins*, Rapport de l'Observatoire de la marchandisation des associations. p. 111.

Enfin, il nous semble que l'impensé le plus flagrant de nos références aux communs et aux archipels est d'ordre matériel et écologique. Alors même que notre projet est issu en partie d'organisations écologistes et qu'il se destine à mettre en avant des alternatives, nous avons embrassé un idéal de communs numériques qui les pensent comme biens immatériels et donc illimités, inépuisables. Or, il nous faut aujourd'hui nous départir de ce mythe de l'immatérialité pour faire face à la réalité minière, industrielle et extractiviste du numérique. Si nos productions et nos usages alternatifs restent infimes

en termes de consommation énergétique par rapport aux modèles industriels du Web, ils interrogent néanmoins le rôle accordé à la technologie comme vecteur du changement social et la prolongation d'un imaginaire extractiviste occidental. Nous savons que la trajectoire actuelle du numérique est insoutenable et engage à reconsidérer les choix technologiques pour les réorienter vers plus de sobriété et de justice [13].

Il nous faut également rappeler que le concept d'archipel est issu d'une œuvre qui est traversée par la question coloniale et par celle des effets contemporains de l'esclavage. C'est se diriger droit dans une impasse que de se référer à l'archipélisation sans prendre en compte cette dimension pour la ré-ancrer dans un système numérique qui repose lui-même sur le développement inégal, la division mondiale du travail et de la gestion des déchets électronique et l'exploitation des minorités racisées.

Il nous semble donc plus que nécessaire de mettre à présent au travail nos conceptions des archipels et des communs pour les politiser collectivement et dépasser ainsi ces points de repères imaginaires afin d'adresser les contradictions qui les sous-tendent jusqu'au cœur même de notre projet.

13. FLIPO, Fabrice, 2020. *L'impératif de la sobriété numérique. L'enjeu des modes de vie*. Paris : Editions Matériologiques.

3.4. À retenir

Les notions d'archipel et de commun ont nourri l'imaginaire de Transiscope et la manière dont il s'est pensé et organisé.

— L'archipel offre une manière de faire collectif sans fusion ni hiérarchie : relier des singularités, préserver les identités propres et construire un « centre vide » au service des relations.
— Le commun désigne à la fois une ressource partagée et une pratique politique : prendre soin ensemble de ce qui nous relie.
— Ces notions ont servi de repères : façons de coopérer, de partager, d'organiser le pouvoir et de refuser la mise en concurrence.
— Mais ces notions non discutées n'ont pas permis de confronter des points de vue et donc d'enrichir davantage les pratiques.
— Elles risquent alors de devenir des impensées : idéalisation de la contribution, sous-politisation des rapports de force, oubli de la matérialité et des impacts économiques du numérique.

Deuxième partie

Le fonctionnement

Maintenant que nous avons évoqué les ingrédients qui ont fait Transiscope, intéressons-nous à son fonctionnement concret. À travers quatre angles distincts, chaque chapitre s'attachera à expliciter notre point de départ, les difficultés rencontrées en chemin et les enseignements que nous en tirons.

Tout d'abord, nous allons nous intéresser à l'organisation collective, aux mécanismes mis en place pour susciter la participation, organiser les décisions collectives sans nier les rapports de pouvoir internes. Dans un deuxième chapitre autour de la charte, nous allons raconter pourquoi et comment nous avons défini par écrit le périmètre des alternatives que nous voulions valoriser. Ensuite, nous allons prendre le point de vue des sources dont nous agrégeons les données : à la fois indispensables et souvent extérieures à Transiscope, quelle est leur place dans le projet ? Enfin, dans le quatrième chapitre, nous allons aborder les outils numériques que nous utilisons et comment nous essayons de les mettre en cohérence avec nos valeurs.

1

L'organisation collective

Un collectif, pour nous, c'est d'abord apprendre à faire avec nos contradictions. C'est accepter les tensions qui traversent le projet, laisser de la place aux désaccords, et s'attacher à construire une compréhension et une culture partagées. C'est avant tout se reconnaître mutuellement le droit de prendre part au commun, de contribuer, de faire ensemble – en s'ajustant en permanence, en tenant la ligne ténue entre ce que nous souhaitons faire et ce que nous sommes réellement capables de faire.

Favoriser les conditions de coopération entre des personnes issues de structures hétérogènes, au service d'un projet commun, implique de partager le pouvoir, de limiter les rapports de domination, et de préserver la convivialité. Nous nous y efforçons à travers des instances de travail et des modalités relationnelles qui reposent sur le soin : soin des personnes, soin des relations, soin du commun.

1.1. Des instances pour partager le pouvoir

Transiscope a connu une modification constante de sa structuration et de son mode d'organisation. Il s'est d'abord constitué comme un collectif informel inter-associatif, un archipel (*voir part. 1 chap. 3*) d'organisations sans structure dédiée, reposant sur la libre participation de ses membres et la confiance accordée par leurs organisations [1]. Chemin faisant, Transiscope s'est doté d'instances de partage du pouvoir, jusqu'à aboutir à la création d'une association [2].

1.1.1. Le comité de pilotage, un espace de coopération

Aucun·e d'entre nous ne se rappelle lui avoir donné ce nom, aux accents très professionnels. Il aurait tout aussi bien pu se nommer « assemblée générale », car il est principalement dé-

1. À ce titre, il est important de noter que les représentants des organisations co-fondatrices du projet étaient et sont encore pour la plupart, des membres dirigeants de celles-ci, avec une longue expérience militante et associative. Ce profil a largement facilité la confiance et la marge de manœuvre accordées par leurs organisations dans cet espace d'expérimentation qu'a toujours été Transiscope.

2. La forme de Transiscope continue d'évoluer puisqu'il a rejoint en décembre 2024 le Collectif pour une transition citoyenne (*voir part. 1 chap. 1*).

volu aux tâches classiques de l'organe de coordination exécutif du milieu associatif. C'est ici que se prennent les décisions opérationnelles sur le projet, se discute sa stratégie à long terme, ainsi que l'allocation des ressources. Il a longtemps été strictement composé des représentant·es des organisations fondatrices, afin de favoriser une alliance politique et une confiance toute diplomatique entre celles-ci. En effet, chacun·e d'entre nous a rejoint Transiscope avec un mandat délivré par son organisation pour y prendre des décisions en son nom et aussi y défendre sa vision et ses intérêts.

Dans un esprit de réciprocité, chaque structure intégrant le comité de pilotage de Transiscope s'engage à apporter soit du temps, soit de l'argent, soit un service précis [3]. Cette procédure a été formalisée par écrit, dans un règlement interne et acceptée par tous·tes. Elle engage toutes les structures à participer au comité de pilotage en présentiel ou à distance. Au-delà de la réciprocité, il nous semble qu'il y a d'autres clés pour coopérer : se former à la gouvernance partagée et aux outils communs, apprendre à partager de l'information efficacement (voir plus loin dans ce chapitre), mais aussi avoir du temps. En effet, la mise en place de la gouvernance

3. Par exemple, l'un des membres du comité de pilotage, Alternatiba, a porté deux contrats de volontariat en service civique. Les deux volontaires nous ont accompagnées dans la formulation de notre stratégie en 2020 et 2021, qu'il s'agisse d'en identifier les grands axes, de nous aider à prioriser les tâches, mais également de participer à l'établissement d'un plan de charge pour y allouer des moyens.

partagée a pris un an et demi, car personne n'avait beaucoup de temps à y consacrer. Cela explique pourquoi nous avons décidé de recourir à une personne qui assurerait l'animation de la gouvernance du réseau. L'enjeu de cette animation est fort : elle garantit le partage du pouvoir entre les organisations et l'intérêt inter-associatif (voir ci-dessous).

Progressivement, le lien organique avec les structures fondatrices s'est distendu au profit de relations de confiance plus personnelles entre leurs représentant·es.

Aujourd'hui, le comité de pilotage est ouvert aux individus non affiliés à des organisations et à toutes les bonnes volontés. Pour y être membre, il faut être coopté·e par un·e autre membre et accepté·e par l'ensemble du comité de pilotage. Ce processus institue un droit à participer au collectif, par le simple fait de vouloir y prendre part, d'en prendre soin, et donne à chacun·e les mêmes voix, peu importe son ancienneté, son niveau de connaissance ou ses compétences [4].

Le comité se réunit environ tous les deux mois, avec des périodes d'accélération et de décélération au gré des rencontres organisées chaque année. Pour les prises de décisions concernant la charte et la cooptation de nouveaux membres, celles-ci se font uniquement au consensus. Les autres décisions

4. Cela n'efface pas pour autant les disparités de ressources, de capitaux, de capacités à prendre la parole, à agir et à décider au sein du collectif. Conscients de cela, nous essayons d'être attentif.ves à nos postures pour favoriser une participation ouverte et inclusive, ainsi que la montée en compétences de nouvelles personnes, sans toujours y parvenir…

sont prises au consentement (zéro objection) et en dernier ressort au vote. Étant donné que la participation est souvent fluctuante, et qu'il n'y a pas de quorum pour le comité de pilotage, les décisions sont adoptées sur la base des présent·es à condition d'être validées ensuite par les absent·es.

1.1.2. La composition des groupes de travail

Le travail thématique se mène dans des groupes constitués sur la base du volontariat en fonction des sujets définis comme prioritaires par le comité de pilotage. Ils sont autonomes dans leurs avancées et dans la manière dont ils conduisent leurs projets dans la limite de leur mandat. Ils sont ainsi responsables devant le comité de pilotage et font régulièrement part de leurs avancées et de leurs besoins. Le projet a pu compter un grand nombre de groupes de travail sur des sujets divers et variés : technique, charte, sources, communication, finances, documentation, stratégie, richesses humaines, évènementiel…

Certains groupes de travail sont appuyés par des prestations. En voici deux exemples qui illustrent les enjeux afférents :

La communication

À la sortie du site Web et de la cartographie de Transiscope en 2018, la communication interne et externe a été prise en charge par des membres fondateurs : Cap ou pas cap, le WARN!, puis l'Assemblée Virtuelle. De 2020 à 2022, nous avons fait appel à un prestataire extérieur aux organisations membres du comité de pilotage, Jordan.

Initialement, l'objectif de la communication était de faire connaître notre démarche et nos outils au grand public, en touchant les médias et en ayant recours aux médias sociaux. Progressivement, nous avons analysé le périmètre de cette communication, son efficacité, sa forme, ses vecteurs et nos objectifs. Nous nous sommes longuement interrogés sur notre public, sur l'apport de notre projet et ses objectifs, entre une démarche de massification de l'engagement et un outil de coopération inter-associative. Nous ne sommes toutefois pas parvenu·es à trancher de façon définitive ces questions, parce qu'elle faisait apparaître une tension entre des visions divergentes du projet qui cohabitaient depuis sa fondation. Ces prestations représentent entre 10% et 25% de nos moyens financiers en moyenne durant ces années.

La technique

Le projet Transiscope a été largement impulsé par sa dimension technique, à travers la mise en place des outils logiciels d'agrégation de données et l'intégration des sources pour la cartographie, et plus récemment l'agenda. La progression et la fiabilité de ces développements informatiques ont, d'une certaine manière, conditionné l'existence même de Transiscope et son rythme d'évolution. Ils ont largement reposé sur deux membres du comité de pilotage : l'Assemblée Virtuelle avec Simon (Bus Sémantique*) et Colibris avec Sebastian (GogoCarto*) (*voir part. 2 chap. 4*).

Leurs prestations techniques ont pris la forme de contributions en nature, en fournissant gracieusement au projet des outils techniques qui étaient déjà développés et maintenus dans le cadre de leurs associations respectives. Par la suite, lorsque Transiscope est parvenu à consolider un budget de fonctionnement, certains des frais de développement et de maintenance ont été pris en charge par le collectif, sans jamais dépasser les 20% du budget total annuel. Par ailleurs, puisque nos outils s'inscrivent au sein de communs plus vastes, nous avons décidé de soutenir financièrement le développement collaboratif d'autres outils que nous utilisons par ailleurs comme YesWiki [5] ou les Communs.org [6]

5. Voir https://yeswiki.net/.
6. Voir https://wiki.lescommuns.org/.

Comme nous l'avons vu, Transiscope est né de la volonté de dépasser les silos des différentes organisations militantes en proposant un espace intermédiaire d'agrégation. Dans notre structuration interne, nous avons eu cependant tendance à recréer des silos à travers nos différents groupes de travail et leur découpe par compétences. Loin d'avoir décloisonné les fonctions et les tâches, nous nous sommes retrouvé·es face à une distribution par spécialisation. Ainsi celleux qui ont des compétences informatiques se retrouvent principalement dans les groupes techniques et sources de données, d'autres en communication, d'autres en finances, etc.

Cette approche est insatisfaisante parce qu'elle contribue à reproduire les agencements capitalistes du travail et à perpétuer de la domination entre nous, tout en rigidifiant l'action. En effet, compartimenter l'action revient à naturaliser les capitaux hérités et à dénier les capacités de chacun·e à apprendre et à se transformer au cours de l'action collective. Cela conduit au maintien de leaders et d'individus ressources au sein du groupe, que ce soit à travers leurs compétences, leur disponibilité ou leur capital militant et donc à la concentration du pouvoir au sein de l'organisation. Cette composition des forces fait peser des risques sur le projet en reposant sur une ou plusieurs personnes clefs, comme l'expose ici particulièrement bien David Vercauteren :

> « Renforcer le groupe en augmentant les possibilités pour tous de se donner du mouvement, de se décoller de ce qui lui colle à la peau et d'apprendre à devenir sensible aux multiples aspects de la vie d'un groupe, c'est anticiper sur les défaillances de certains ou sur leur éventuel départ, réduire les possibilités que l'appropriation des rôles et de fonctions devienne un enjeu de conquête de pouvoir, une espèce de chasse gardée, c'est endiguer le fait que certains, en spécialisant leur compétence et en se calant dans des postes essentiels (comptable, porte-parole, informaticien, coordinateur) se rendent incontournables et usent de cette position comme d'une arme d'influence. » [a]
>
> *a*. VERCAUTEREN, David, 2018. *Micropolitique des groupes. Pour une écologie des pratiques collectives*. Paris : Amsterdam, p. 188.

1.1.3. La création d'une association

Lors de sa période « projet », Transiscope était autofinancé par ses membres, non seulement sur le principe de la libre contribution (financière, matérielle, symbolique [7]) mais

7. Durant quatre ans, de 2015 à 2019, le projet Transiscope se finançait grâce à un pot commun dans lequel les organisations membres cotisaient en fonction de leurs moyens. Ainsi, celles qui le pouvaient contribuaient à hauteur de quelques centaines d'euros, la plupart mettaient à disposition du temps de travail salarié, bénévole ou de la part de volontaires en service civique, des moyens matériels (salles de réunions,

aussi par un ensemble très important de valorisation, que ce soit par la mise à disposition de temps de travail des salarié·es ou par des contributions en nature (matérielles, d'expertise ou de services). Les fonctions clefs de Transiscope (la comptabilité, l'animation du collectif, le développement informatique, etc.) étaient directement portées par les organisations membres du comité de pilotage, ce qui impliquait une certaine gymnastique coopérative. Ce modèle de coopération ouverte sans structure associative dédiée a perduré jusqu'en 2020.

C'est à cette époque que Transiscope s'est doté d'une association de soutien, directement transmise par l'un de ses membres : Cap ou pas cap. La création d'une association s'est imposée pour répondre à deux nécessités.

La première partait du constat d'un décalage entre les membres à titre individuel (celleux qui font vivre et avancer les projets de Transiscope) et les organisations dont iels sont issu·es (associations et organisations militantes qui composent le comité de pilotage). Nous constations que Transiscope s'était progressivement autonomisé de la tutelle et du suivi des organisations qui l'ont composé, sans que cela ait été un souhait direct des représentant·es de celles-ci au sein du comité de pilotage. Cet éloignement a rendu plus difficile

équipements, logiciels, hébergement, supports de communication, etc.), mais aussi leurs connaissances, leurs carnets d'adresse, voire leur réputation, en affichant leur soutien au projet.

le fait de dépendre, pour des tâches aussi essentielles que la comptabilité ou l'organisation du travail collectif, du temps de travail et de la bonne volonté de ces organisations qui avaient par ailleurs d'autres missions sociales parfois assez éloignées de Transiscope. De plus, depuis 2019, le financement que nous avions obtenu de la part de la Fondation pour le progrès de l'homme (FPH), à hauteur de 20 000 euros par an, était administré par l'une des organisations membres du projet : le CRID. Faute du soutien effectif et de la disponibilité de la part de celle-ci, ce financement devenait potentiellement inaccessible et particulièrement difficile à administrer collectivement de façon autonome et efficace.

La seconde nécessité est relative à la pérennité de la structure. Comme pour beaucoup d'associations, la crise du Covid19 et les confinements ont été des moments particulièrement difficiles à affronter. Il fallut faire face à la difficulté de maintenir un niveau d'engagement important, entièrement à distance, à travers des relations presque exclusivement fonctionnelles, sans temps de rencontres et de discussions collectives. Cela nous a mené à nous retrouver en 2021 pour nous confronter à cette perte d'énergie et à ces difficultés de fonctionnement, afin d'identifier d'autres pratiques collectives pour poursuivre notre projet. Devant les difficultés de gestion de Transiscope et à l'épuisement d'une part importante de ses membres après deux ans de confinements successifs, nous avions besoin de pérenniser nos ressources

propres, pour prendre soin de nos membres (notamment par davantage de rencontres conviviales) assurer la continuité des tâches.

Ces orientations devaient engager au préalable une solidification de notre financement et une ré-orientation de nos moyens financiers vers ces objectifs. En conséquence, il fallait se doter d'une structure associative dédiée, afin de posséder un véhicule juridique capable d'être l'interlocuteur et le réceptacle d'un soutien financier pérenne.

1.2. Partage du pouvoir ?

Pris ensemble, le comité de pilotage, les groupes de travail et l'association de soutien ont clairement permis à Transiscope de mieux partager le pouvoir : en posant un cadre de réciprocité entre organisations, en rendant visibles les responsabilités, en ouvrant progressivement la gouvernance à des personnes non mandatées par des structures, et en stabilisant les moyens financiers nécessaires à l'animation du commun. Mais ces mêmes instances portent aussi leurs propres limites : la spécialisation des groupes de travail tend à concentrer certaines décisions entre les mains de personnes clés, la participation fluctuante renforce parfois le poids de celles et ceux qui ont le plus de temps ou de capital militant, et la structuration associative ne suffit pas, à elle seule, à

empêcher les dynamiques de domination. Autrement dit, nos instances offrent des leviers précieux de coopération, mais elles ne garantissent rien : le partage du pouvoir reste un travail permanent d'attention, de remise en question et d'ajustement collectif.

1.3. Les modalités relationnelles

En 2021, lors d'une rencontre du comité de pilotage à Paris, nous sommes revenu·es sur ce qui, selon nous, avait fait l'intérêt et le succès de notre projet : les relations humaines, l'espace d'expérimentation collective et de tentative de décloisonnement de nos différentes organisations.

Avec ce constat partagé en tête, nous avons décidé de nous focaliser sur ces aspects et avons fait le choix de nous retrouver trois à quatre fois par an, afin de maintenir la cohésion et le plaisir collectif. C'est de cette réflexion qu'ont émergé les Transiscothons*. Nous avons constaté aussi la nécessité de renforcer la facilitation et la coordination de Transiscope pour autonomiser celui-ci par rapport aux temps de travail et aux moyens alloués par les organisations membres du comité de pilotage.

1.3.1. Prendre soin les un·es des autres

Transiscope repose sur l'intérêt et le soin apporté par ses membres à ce commun. Notre spécificité est d'être un méta-projet qui réunit et agrège plusieurs autres en son sein, afin de faire tenir ensemble une même idée de la transition et des nécessités qu'elle porte. Le fait qu'il repose sur une forme de bricolage et d'ajustement constant aux temps disponibles et aux actualités des collectifs qui le constituent nous a obligé à reconnaître l'apport de chacun·e et à le valoriser.

Dans des situations de fortes tensions dans le secteur associatif, nous avons pu mettre en place des mécanismes de solidarité et de partage qui nous ont permis d'initier et de réaliser un ambitieux projet à dimension nationale, puis internationale. De ces efforts constants pour prendre part au commun, est née une forte confiance entre les représentants des organisations co-fondatrices du projet. Nous avons éprouvé à titres individuels une solidarité et une compréhension profonde des intérêts, des enjeux et des envies de chacun·e d'entre nous. Ces relations ont été essentielles pour prévenir toute forme d'accaparement et pour garantir un espace ouvert dans lequel nous sommes parvenus à partager certaines réussites, mais aussi de nombreux échecs.

Notre richesse s'illustre bien au-delà des outils et des logiciels libres que nous avons créés : dans une culture de la coopération que nous avons développée par itération. Celle-

ci se constitue à travers un ensemble de pratiques ordinaires telles nos manières de se comporter les un·es par rapport aux autres en veillant à la répartition de la parole entre nous, aux situations et aux besoins de chacun·e. Ces temps de paroles se sont imposés non seulement comme des préalables nécessaires à l'action collective, mais aussi comme une motivation pour participer à un collectif qui fait place à la vie de ses membres et à tout ce que cela implique de déplacements, de difficultés et de joies partagées. Ce sont ces pratiques qui font de Transiscope un espace d'expérimentation, un carrefour dans lequel se croisent des préoccupations, des situations et des enjeux multiples qui se reconnaissent comme faisant partie d'un même monde.

À travers ces discussions se sont dessinées des perspectives sur l'avenir, une vision qui a permis de porter des projets collectifs comme le présent ouvrage ou des campagnes de mobilisations sur les libertés associatives, etc.

Dans cette longue histoire collective, le temps a été un élément déterminant, car nous avons eu besoin de mûrir, de nous constituer comme un espace de réflexion permanent, tout autant tourné vers un objectif social que vers nos postures immédiates et nos méthodes. En cela, notre structuration organisationnelle révèle ces évolutions et ces transformations constantes. Elle dépeint un collectif qui accepte la remise en question incessante sur sa forme, ses rôles, ses objectifs et ses moyens. Cela nous a appris à faire confiance

au groupe pour inventer les termes du problème qu'il cherche à résoudre et à accepter la multiplicité des options possibles pour y répondre. Décider ensemble s'apparente dès lors à un incessant travail d'ajustement, de remise en question des points déjà abordés, de reformulation des objectifs établis et des places de chacun·e.

Cette manière de faire est d'autant plus stimulante qu'elle peut être déstabilisante dans la mesure où elle peut laisser paraître un projet toujours inabouti, inachevé et instable. Or, c'est précisément cette ouverture qui a rendu possible notre projet et son maintien dans le temps. Ces allers-retours obligent à construire scrupuleusement la mémoire du groupe afin de tracer ses évolutions et d'être capables de comprendre les décisions et les motivations qui ont jalonné notre chemin. Pour cela, nous avons constitué une « gare centrale* », un site internet interne à Transiscope où l'on retrouve les éléments documentés de notre histoire. En effet, avant cela, beaucoup de ressources produites par les différentes instances et composantes de Transiscope n'étaient pas faciles à trouver, et donc mal partagées. Cela implique également un travail de facilitation et de coordination important afin d'assurer le cadre de la participation et de pouvoir retracer et situer les points importants de nos problématiques et conceptions.

1.3.2. Des rôles de facilitation et de coordination deviennent nécessaires

À ses débuts en 2017, Transiscope devait impulser et animer une dynamique collective inter-organisation complexe et fragile. Pour cela, un des membres co-fondateurs du projet, Cap ou pas cap, a mis à disposition du collectif le temps de travail d'une volontaire en service civique, Claire, dont la mission était de coordonner la dynamique naissante. Toutefois, ce fut insuffisant. Face à la complexité d'une telle mission, nous conclûmes rapidement que pour favoriser la confiance et faciliter l'implication des membres au sein du collectif, il était nécessaire de recourir à une organisation tierce. En effet, un tel processus de coordination inter-associative nécessite une vigilance toute particulière afin de limiter les conflits d'intérêts et la concentration des pouvoirs dans les mains d'une des organisations qui pourrait orienter ce processus en fonction de ses objectifs propres.

Au cours des trois années suivantes, le collectif consacra environ 50% de ses moyens financiers à l'animation par une structure tierce et différents moyens (prestation de facilitation, prise en charge des transports pour ses membres pour participer aux réunions, animation des groupes de travail, etc.).

Progressivement, en plus du rôle de facilitation de la dynamique interne, le collectif a eu besoin d'un rôle de coordination pour préparer les prises de décisions collectives prévues en assemblée, préparer les rencontres et documenter les avancées du projet. Ce rôle de coordination s'ancre de plus dans un processus de rapprochement puis d'adhésion du Collectif pour une Transition Citoyenne [8] (en 2024). Il fallait pour cela une prestation salariée, co-portée par le CTC et réalisée par Florent, ancien responsable numérique d'Alternatiba. Son travail conséquent permet à la fois de maintenir la cohésion interne de Transiscope et de le faire entrer dans une nouvelle phase de développement, avec un nouvel échelon de coopération (le CTC) comprenant 34 autres organisations du mouvement de la Transition. Cette mission correspond à environ 25% des ressources annuelles de Transiscope.

1.3.3. Des rencontres, au-delà du numérique

Le fonctionnement de Transiscope est particulier parce qu'il tente d'incarner des valeurs de démocratie, d'écologie et de solidarité et de faire coopérer des individus, des organisations, des compétences et des disponibilités très diverses. Articulé autour d'un commun* numérique, il fonctionne la plupart du temps à distance avec des membres réparti·es sur la France entière et aussi à l'étranger.

8. Voir https://transition-citoyenne.org/.

Pour structurer les échanges et les votes, nous utilisons souvent des services de messagerie numérique ou des logiciels de prise de décision comme Loomio. Cela permet de compenser en partie l'implication variable et la distance géographique entre les membres du Copil*, mais cela implique pour chaque individu une multitude de tâches informationnelles à suivre et à réaliser de façon récurrente. Ce revers des outils numériques est un point de vigilance pour nous : d'un côté, il faut veiller à ne pas contraindre ou exclure celleux qui sont moins à l'aise avec cette informatisation constante de l'activité, et de l'autre côté, il faut rester attentif à la quantité d'informations à traiter et auxquelles répondre.

Afin de compenser cette situation géographique complexe, et ces relations médiatisées par les outils numériques, nous organisons des rencontres annuelles (deux par an) dans un territoire différent : les Transiscothons* (contraction de Transiscope et de marathon). Ils ont pour objectif de réunir la communauté pour partager des moments conviviaux et festifs, afin de construire et de garder un lien avec l'ensemble des contributeur·ices. Ils permettent d'avancer concrètement sur les différents projets, mais aussi de prendre du recul et de créer des temps de rencontres ouverts au public en faisant se croiser des collectifs et associations du territoire concerné par la rencontre. Chaque évènement se veut l'occasion de consolider le collectif.

Prendre le temps d'avancer en collectif, c'est aussi faire des pas de côté. C'est ce que nous nous efforçons de faire avec les Transiscothons, d'abord pour nous retrouver et éprouver les liens qui nous relient, mais aussi pour continuer à découvrir concrètement ce que notre travail produit et celleux sur lequel il repose. Il s'agit pour nous, non seulement de faire de la place à la découverte, à la curiosité et à la joie partagée, mais aussi d'en faire un point central de notre manière de travailler et d'évoluer.

Cela implique aussi de savoir revenir à l'essentiel et de faire attention au toujours plus : toujours plus de projets, d'objectifs, de communication, de redevabilité, de canaux de discussion et de culpabilité. À plusieurs reprises, nous avons volontairement décidé de freiner nos activités, nos échanges, nos objectifs afin de ne pas nous faire de mal et d'être attentifs à la manière dont notre projet nous affectait les un·es les autres.

Enfin, cela nous oblige à une réflexion constante sur nos outils, ceux que nous utilisons, mais aussi ceux que nous développons, afin de questionner nos usages et leurs effets. Au sein du projet Transiscope, la technique est politique et nous essayons aussi de mettre en place une politique de la technique en décidant collectivement de ce qui doit être développé ou non, peu importe les compétences des un·es et des autres en la matière.

1.4. À retenir

Leviers du partage du pouvoir

— Chaque structure intégrant le comité de pilotage s'engage à apporter du temps, de l'argent ou un service précis : une contribution réciproque clairement formalisée.
— Se former à la gouvernance partagée, maîtriser les outils communs, et apprendre à partager l'information sont des conditions essentielles à la coopération.
— La participation régulière au comité (en présentiel ou à distance) est attendue et organisée de manière souple.
— Le projet repose sur un intérêt commun à coopérer, pas seulement sur des obligations statutaires.
— L'accessibilité de l'information et une coordination dédiée facilitent l'implication.
— L'attention portée aux postures et aux dynamiques humaines fait partie intégrante du travail collectif.

Freins identifiés

— La spécialisation des groupes de travail peut créer des silos internes.
— La reproduction de rôles incontournables risque de renforcer des dominations.
— La distance numérique et la charge informationnelle peuvent exclure ou épuiser.

Témoignage d'Audrey sur le rôle de facilitation

Q. — Ça a été quoi, pour toi, la facilitation du projet Transiscope ?

J'ai rencontré le projet Transiscope en 2017 alors que j'étais dans la deuxième année de mon activité professionnelle en tant qu'indépendante, après plusieurs années passées au sein d'associations et de l'Éducation populaire.

Nous avions démarré avec Louise Didier une activité de facilitation d'animation de collectifs et de formation à la coopération sous la forme d'une association GARC.ESS pour pouvoir accompagner des collectifs en essayant de ne pas dévoyer leur projet associatif et politique.

C'est aux Grands Voisins à Paris – un lieu temporaire mêlant des usages multiples : hébergement d'urgence dans les anciennes chambres de l'hôpital St Vincent de Paul, bureau pour les associations, ateliers d'artistes et d'artisans…– que j'ai rencontré l'Assemblée Virtuelle, une des associations membres, qui a pensé à moi quand ils cherchaient une personne pour la facilitation.

Le projet m'a enthousiasmée assez vite, car il m'est apparu que cette logique d'agrégation était très pertinente politiquement, que cela me permettrait de rencontrer des gens inté-

ressants, et d'utiliser des outils numériques, ce que j'adorais ! J'étais un peu impressionnée par la quantité d'organisations dans le projet.

À l'époque, je ne connaissais pas très bien le milieu des associations de la Transition, en tout cas moins que celui de l'Éducation Populaire, ce qui était plutôt un avantage de mon point de vue. Par contre, j'étais compétente concernant les outils numériques collaboratifs et la facilitation.

J'animais par ailleurs la formation ANIMACOOP ; on s'en est servi comme moyen pour faire culture commune : beaucoup de membres du collectif ont suivi cette formation, qui vise à transmettre des outils d'animation et numériques pour coopérer et travailler sur la posture et les enjeux politiques que cela soulève.

Q. — Qu'est-ce que la facilitation ?

Il y a beaucoup de définition de la facilitation.

Dans ma vision professionnelle, il s'agit d'accompagner un groupe ou un collectif vers l'atteinte d'objectif communs. En tant que facilitatrice, je suis extérieure au groupe, je ne prends pas part aux décisions. Je suis co-garante, avec les personnes participantes, de la dynamique du groupe. L'idée n'est pas de faire à la place des membres, mais au contraire d'aider à ce que chacun trouve sa place. La posture principale de la facilitation est celle de l'attention, aux parties prenantes et au groupe. En aidant à expliciter ce qui est implicite –

les règles de fonctionnements, les problèmes qui se posent au groupe, les choix à faire ou à reporter… – la facilitation permet au groupe de monter en maturité en se confrontant à ses propres difficultés.

Je distingue la place de la facilitatrice de celle d'animatrice qui, elle, participe activement aux échanges et contribue à l'avancement du projet en étant au centre du groupe et en structurant et coordonnant les réunions ; en tant qu'animatrice, on se retrouve plutôt en posture d'intention.

Le début de la mission : constituer le collectif

La mission qui m'était confiée n'était pas complètement définie et bornée, elle s'est construite au fil du projet, en fonction des besoins, de l'évolution de ma pratique et de notre culture commune.

Le besoin exprimé tel que je l'ai entendu au départ a été le suivant : le collectif d'associations qui se nommait plateforme Web des alternatives avait besoin d'une personne tierce, extérieure au projet pour permettre au groupe d'avancer sans craindre la prise de pouvoir par l'un des membres. Toute la question était : avancer, mais vers quoi ?



Photo d'une table avec une frise papier et des post-its lors d'un atelier de travail du comité de pilotage de Transiscope. Photo par Edouard Marchal, CC by SA.

Les ingrédients de la facilitation de Transiscope

Dans le cas de Transiscope, quand je suis arrivée, il m'est apparu que les membres se connaissaient, avaient envie de travailler ensemble, poursuivaient des objectifs politiques proches, ressentaient de l'estime les un·es pour les autres, MAIS qu'il y avait beaucoup d'enjeux non exprimés pour les organisations et les membres.

Les gens autour de la table semblaient attendre de savoir si cette proposition d'agrégation des cartographies était une piste sérieuse. Au départ, la technologie n'existait pas, mais l'idée était séduisante, il y avait une curiosité de rencontrer les autres organisations et l'énergie des projets naissants.

Avec le recul, les éléments qui ont de mon point de vue été déterminants pour la réussite de ma mission ont été les suivants :

La lente construction de la confiance entre les membres

C'est sans doute l'élément le plus impalpable dans un collectif ; la confiance ne se décrète pas, elle doit s'éprouver. Dans le cas de Transiscope, j'ai précisément été recrutée pour éviter les prises de pouvoir entre les membres ou organisations tout en permettant l'avancée du projet.

Au-delà des méthodes d'animation pour faciliter l'interconnaissance et l'expression, des rituels mis en place, des temps de *debriefs* et d'analyses, l'élément clé qui m'apparaît sept ans après est le suivant : la compréhension profonde que les différents points de vue sont intéressants, et l'attention donnée à la parole de chacun·e. Cela peut paraître un lieu commun, mais il a fallu patiemment construire une culture qui permette à chaque organisation et membre d'exister dans sa singularité, sans disparaître dans le collectif : s'assurer que le tout ne prendrait pas la place des parties. Même si les objectifs des différentes associations pouvaient paraître proches, les cultures militantes étaient très différentes et la méfiance, voire la rivalité, parfois non dite, mais palpable.

J'ai pu observer l'évolution des tours de table de début de rencontre. Nous avions décidé qu'en faisant un tour rapide des actualités des organisations, nous avions un panorama

intéressant du milieu de la Transition. Au début, les informations partagées étaient toujours assez positives et factuelles ; au fil du temps, grâce à la confidentialité de cette instance, ont également pu être partagées les difficultés ou les interrogations vis-à-vis de la confiance.

Le cadre

Dans mon métier, il s'agit d'un élément essentiel : le cadre dans lequel les individus et les organisations vont travailler ensemble doit être construit conjointement et évoluer en fonction de la maturité du groupe et des arrivées de nouvelles personnes. Dans un projet avec des personnes ayant des cultures professionnelles différentes, il faut trouver une mise en commun qui convienne à tout le monde. Nous avons par exemple adopté la communication non violente (CNV) ou l'écriture inclusive, les engagements réciproques ont été travaillés, les prises des décisions clarifiées.

Construire ensemble, voir ce qui est produit. Et le célébrer.

Ce qui distingue Transiscope d'une coordination pérenne dans le temps est, de mon point vue, le fait de construire un objet concret et ponctuel, en l'occurrence au départ une cartographie agrégative. L'idée de se rassembler pour faire ensemble, avec un objectif politique commun a été essentielle pour la mobilisation.

D'où l'idée de pouvoir montrer l'avancement du projet.

La Gare centrale*, le site internet interne du projet, a servi à rendre visible très vite l'avancée du projet en interne, en prenant notamment soin de rendre disponible les documents essentiels, l'histoire du projet et les photos qui le rendent plus vivant et incarné.

Un compte rendu synthétique était envoyé après chaque réunion du comité de pilotage en résumant les décisions prises et les actions à mener pour chacun, de manière que tous les membres puissent suivre l'évolution. En cas de sentiment de décrochage, j'appelais les membres pour prendre des nouvelles et refaire un point sur là où on en était.

Nous n'avons pas complètement réussi à déconstruire la culpabilité liée au fait de ne pas en faire assez, mais les personnes participantes au projet ont pu exprimer les raisons pour lesquelles elles étaient impliquées et ce qu'elles avaient envie de faire dans le projet.

De même, nous avons régulièrement célébré nos avancées lors de présentations publiques avec des anniversaires, des fêtes, de la musique, de la danse, de la convivialité. Les Transiscothons nous ont permis d'affiner ensuite encore les équilibres entre production, réflexion, et célébration pour utiliser à la fois nos têtes, nos cœurs et nos corps…

Ce qui aurait pu être amélioré

Nous avons failli perdre l'implication des organisations. Le projet a été à un moment un simple projet de gens qui s'apprécient et travaillent ensemble.

Le jargonnage! Transiscope reste un projet technique dans lequel nous parlons beaucoup de manière technique ou avec des mots spécifiques au milieu de la Transition. De ce point de vue, nous sommes loin de l'inclusivité.

La fin de la mission

Au bout de quelques années, il m'a semblé que je ne pouvais plus être une personne tierce, je connaissais trop le projet, les membres, je n'avais plus le recul nécessaire. J'ai donc proposé de quitter la place de facilitatrice pour prendre celle de membre du comité de pilotage au nom du collectif Animacoop, place que je viens de quitter pour laisser de la place aux nouvelles énergies. Je resterai sans doute bénévole dans le projet à une place ou à une autre, car il s'agit pour moi d'un lieu d'une maturité coopérative impressionnante et très stimulante intellectuellement, et techniquement.

Le compostage de Cap ou pas Cap

« L'association Cap ou pas cap est née en 2013 à Paris, dans le but d'agir pour que le plus grand nombre de personnes s'engagent dans des actions alternatives qui construisent une société humaine, écologique et solidaire. Pour cela, elle s'appuyait d'un côté sur une cartographie numérique des alternatives citoyennes et proposait également des parcours d'engagement pour que chaque personne qui le souhaite rejoigne ces actions transformatrices du quotidien ou en crée de nouvelles.

L'association reposait à la fois sur un observatoire des alternatives citoyennes pour documenter leurs projets, les cartographier, les faire se rencontrer et une fabrique d'alternatives conçue comme un espace d'expérimentation notamment autour de mobiliers urbains solidaires. Cela donna lieu à la création de boîtes à dons puis l'installation de 25 garde-mangers et réfrigérateurs solidaires en libre-service dans l'espace public.

Cap ou pas cap a rapidement embauché des salarié·es et aura compté jusqu'à une quinzaine de permanent·es. Cette croissance rapide a poussé l'association à multiplier les appels à projets dans un contexte de raréfaction du financement public. Pour subsister, il fallut alors orienter les activités de l'association pour les faire coïncider avec la commande

publique, notamment autour de dispositifs comme les budgets participatifs. Bientôt la relation de travail entre l'association et les pouvoirs publics parisiens se mua en relation de dépendance. Cela engendra de nombreux conflits à la fois entre l'association et certaines mairies, mais aussi à l'intérieur de l'association face à des ambitions et des demandes contradictoires, provoquant aussi des formes d'épuisements face à la nécessité de mener toujours plus d'activités pour pérenniser un projet à vocation non-lucrative.

C'est dans ce contexte tendu qu'émergea la possibilité d'un rapprochement avec les futurs membres fondateurs du projet Transiscope. Cette possibilité apparut d'abord comme un risque, une forme de concurrence, dans la mesure où nous sommes les seuls cartographes identifiés dans le projet, ce qui nous donne l'impression que notre travail risquait d'être accaparé sans contreparties. Les premières discussions furent tendues et reflétèrent tout autant la confrontation de cultures d'organisations différentes, que l'intériorisation de la marchandisation du secteur dans nos représentations mutuelles.

Après de longues discussions internes et malgré nos premières appréhensions, l'association décida en 2017 de contribuer au lancement du projet Transiscope en tant que membre fondateur. Nous espérions que la perspective de coopération renforcée avec d'autres acteurs de la transition nous aurait permis de consolider notre financement

autour de la cartographie en dégageant collectivement des moyens pour rémunérer des tâches de mise à jour et de communication. Or, dans la configuration décentralisée du projet et au tout début de son processus de coopération, cette attente n'a pas pu être concrétisée, faute de moyens financiers d'abord, mais aussi parce qu'il y a pu avoir la crainte qu'une organisation comme Cap ou pas cap centralise l'activité.

Ainsi, comme d'autres, Cap ou pas cap a contribué au Transiscope en partageant ses données, du temps de travail salarié et des moyens, notamment en termes de communication, sans avoir pu développer de modèle économique autour de ses activités cartographiques. Dans les années qui suivirent, nous étions toujours face aux mêmes problèmes de financement, nous entrions dans une phase de décélération et faisions le constat qu'il nous fallait soit abandonner nos objectifs principaux pour embrasser plus directement des activités en cohérence avec les attentes des mairies parisiennes avec lesquelles nous travaillons, soit envisager de poursuivre nos ambitions premières sans financement, soit mettre un terme à nos activités.

Après deux ans à évaluer la possibilité de poursuivre notre projet sous d'autres formes, nous prîmes la décision de mettre fin aux activités de Cap ou pas cap en 2019. C'est une décision difficile qui apparaissait comme un constat d'échec pour celleux qui ont porté ensemble l'association pendant

six ans. Face à cela, on peut avoir tendance à intérioriser la situation plutôt qu'identifier les éléments structurels qui ont contraint notre action et leurs effets. Il s'agissait d'abord d'annoncer la fin des activités de l'association aux partenaires, à toutes celles et ceux avec qui l'on a travaillé et de faire face à la surprise, à la pitié et parfois aux regrets.

Beaucoup d'entre nous n'échappent pas à la culpabilité et cherchent d'autres espaces refuges dans leurs vies. Mais au moment de la liquidation concrète de l'association, on se rappelle que celle-ci a produit un ensemble de choses, des ressources qu'elle détient encore, de l'argent, des savoirs et des moyens qui pourraient servir à d'autres. Se pose alors la question : est-ce que la fin d'une association est aussi la fin de tout ce qu'elle a réalisé ? Si le propre d'une association est d'être un espace collectif, comment préserver cette dimension par-delà sa fin ?

Ces questions ont engagé des discussions pour déterminer la juste place de cet héritage collectif et dégager enfin une perspective : transmettre à Transiscope les ressources restantes du projet. Cette décision ne s'est pas prise sans débats houleux, certain·es d'entre nous ayant conservé de notre coopération un goût amer, dû à l'impossibilité de pérenniser notre activité de cartographie. Mais il nous est finalement apparu essentiel que tous nos efforts ne s'effacent pas inutilement et trouvent une forme de continuité à l'intérieur d'un projet collectif qui poursuit et prolonge nos ambitions

initiales. C'est ainsi que Cap ou pas cap a pris la décision en 2021 de transmettre son reliquat financier (12 500 euros), ses comptes de médias sociaux, ses kits méthodologiques, reportages écrits et vidéos, publications, jeux de contre-société, afin qu'ils soient gérés collectivement par les membres du projet Transiscope.

De plus, face à la nécessité pour celui-ci de se doter d'un véhicule administratif et financier, Cap ou pas cap a également transmis son association au collectif en la transformant en Association de soutien à Transiscope, par une décision de son assemblée générale le 7 mai 2021. Après une méfiance initiale, l'histoire de Cap ou pas cap a rejoint celle de Transiscope pour perpétuer une tentative et une vision commune. L'histoire de ce compostage est aussi celle d'un long apprentissage de la coopération entre associations pour laisser de côté des représentations en termes de spécialités, de territoires et de parts de marché. En cela, cette transmission nous apparaît aujourd'hui comme l'une de nos plus grandes réussites. »

2

La charte

Au-delà de la définition des critères communs aux différentes alternatives cartographiées (*voir part. 1 chap. 2*), la garantie de la qualité des données constitue un enjeu central pour la crédibilité de Transiscope. La simple mention d'une alternative doit ainsi valoir reconnaissance de son adhésion aux principes partagés et formalisés. Conçu comme un commun, partagé et animé par une pluralité de sources*, Transiscope repose sur la responsabilité de ces dernières, seules garantes de la « qualité » des alternatives déclarées. Dans ce contexte, et parmi les nombreux dispositifs existants – certification, reconnaissance publique ou labels – le choix politique et technique s'est porté sur l'élaboration d'un document commun : une charte. Celle-ci fournit à la fois un référentiel permettant de vérifier le respect des critères par les alternatives référencées et un outil d'analyse des écarts, lesquels deviennent alors les objets de travaux à mener à l'échelle locale.

2.1. Pourquoi une charte ?

Les chartes sont des actes signés par un ou plusieurs acteur·ices pour définir un objectif et parfois des moyens communs. Le terme peut d'ailleurs désigner soit un texte juridique solennel ou une règle fondamentale, censée s'appliquer à tous, ayant pour but de garantir des libertés, des droits ou des devoirs, soit un texte constitutif d'une organisation ou d'une institution. Le terme de charte est la dénomination d'un instrument de droit souple, c'est-à-dire qu'il a un caractère non obligatoire et son application est peu sanctionnée ou contrôlée.

Pour être agrégée, chacune des sources* doit donc vérifier que les alternatives qu'elle regroupe dans sa propre cartographie sont conformes à la charte de Transiscope. Si ce n'est pas totalement le cas, une filtration des alternatives non conformes est mise en œuvre pour qu'elles n'apparaissent plus sur Transiscope, ou pour qu'un travail soit mené auprès des acteur·ices de l'alternative repérée. Cette vérification relève des sources qui peuvent toutefois apprécier différemment les critères de référencement définis dans la charte. Se saisir de cette dernière et la discuter est un moyen de construire une vision partagée sur les conditions (valeurs, principes et pratiques) que doit avoir une alternative citoyenne pour être valorisée sur la carte de Transiscope.

La charte

1. Transiscope agrège des alternatives au modèle économique capitaliste qui proposent des réponses concrètes au niveau local comme global pour s'engager vers une bifurcation écologique et une justice sociale, les deux étant interconnectées.
2. Ces alternatives prenant leurs décisions indépendamment de tout parti politique ou institution religieuse, peuvent être :
   — d'origine citoyenne et gouvernées par des citoyen·nes, c'est-à-dire des individus ou des groupes d'individus
   — d'origine publique avec une gouvernance multipartite donnant un pouvoir significatif aux citoyen·nes et usager·e·s
   — d'origine coopérative
3. Elles cherchent à réaliser un ou plusieurs communs. Elles doivent témoigner par leur gouvernance, leur modèle économique, leur organisation du travail ou leurs choix d'investissement qu'elles visent l'intérêt commun et non la réalisation d'un intérêt particulier.

4. Transiscope affirme son refus d'intégrer toute pratique violente envers les personnes, discriminatoire, anti-démocratique, sexiste, homophobe, xénophobe ou raciste et soutient les luttes non-violentes.
5. Enfin, Transiscope valorise des alternatives qui s'engagent dans une démarche d'ouverture, de participation et de partage de leurs savoir-faire, savoir-être, connaissances ou pratiques. Les quatre premiers critères sont cumulatifs et doivent être respectés dans leur ensemble.

Le cinquième critère est important à nos yeux, mais n'est pas strictement obligatoire. Cette charte est ré-examinée par le comité de pilotage de Transiscope sur une base annuelle – a minima – et peut être modifiée à l'unanimité des membres.

> Les sources s'engagent à fournir des alternatives qui respectent la charte.

2.2. Les évolutions de la charte

La charte a connu plusieurs évolutions. La première est le résultat d'un débat sur l'intégration de sources développées à l'initiative de collectivités locales pour valoriser et soutenir les alternatives agissant en faveur d'une transition écologique et solidaire de leur territoire.

Dans la version initiale de la charte, seules les initiatives cartographiques portées par des collectifs, qu'ils soient structurés en associations ou informels, pouvaient intégrer Transiscope. À la demande de Michel Briand, militant écologique et libriste engagé politiquement pour le développement de la transition en Bretagne, un temps de rencontre a été organisé pour discuter des conséquences que posait cette limite qui excluait par exemple les cartographies d'acteur·ices portées par les collectivités locales.

À l'issue de ce temps d'échange, le comité de pilotage a validé une modification de la charte permettant que des sources co-portées par des collectivités locales et par les acteur·ices recensé·es puissent être agrégées sur la carte de Transiscope. La participation des acteur·ices locales à la gouvernance et à l'organisation de cette source correspond à la volonté de valoriser des alternatives dans lesquelles les écosystèmes locaux sont parties prenantes.

La deuxième évolution est liée à l'intégration des luttes sociales et environnementales dans Transiscope. Comment intégrer ce type d'alternatives qui s'inscrivent dans une logique de contestation ou de plaidoyer, mais pas nécessairement dans une logique de construction d'une initiative économique pour répondre à un besoin non ou mal couvert ? La charte dans sa version initiale ne posait pas de cadre sur les types de luttes que Transiscope pouvait intégrer.

De la même manière que Transiscope ne souhaite pas valoriser des initiatives à but commercial et lucratif, même si elles proposent des biens et des services sociaux ou environnementaux, Transiscope ne souhaitait pas valoriser des luttes en faveur de la justice sociale ou de l'environnement qui utilisent comme moyens d'action la violence sur les personnes, qui portent atteintes à des personnes en fonction de leur appartenance à un groupe social ou qui s'organisent de façon antidémocratique. La charte a donc été enrichie de son quatrième point.

Enfin, à l'épreuve des Transiscothons*, une dernière modification de la charte a été initiée à partir d'un besoin de clarification sur les statuts des alternatives économiques qui pouvaient intégrer Transiscope. Initialement, la charte indiquait que les alternatives étaient « à l'initiative d'individus ou de groupes d'individus qui prennent leurs décisions indépendamment de toute administration, parti politique ou institution religieuse ». Dans un premier temps, il a été proposé de

faire entrer dans la charte les initiatives entrepreneuriales en les limitant à des sociétés de personnes (en opposition à des sociétés de capitaux). Membre du comité de pilotage ayant beaucoup travaillé sur la porosité entre secteur marchand et non-marchand, le Collectif des Associations Citoyennes a émis un point de vigilance sur le sujet. En effet, la vision portée par les tenants de l'entrepreneuriat social* interroge fortement la notion d'alternative (quand elle ne la récupère pas pour en faire des initiatives en les vidant de leur sève politique), puisqu'ils défendent un « capitalisme d'intérêt général ». Il s'agit selon Jean-Louis Laville « d'un capitalisme complet qui va générer les problèmes sociaux et écologiques, mais en même temps générer les moyens de les résoudre »[1].

Les entrepreneur·euses dits « sociales·aux » ne perçoivent pas la nature du problème. Selon elleux, il ne s'agit pas de soulever des questions politiques, mais plutôt de garantir l'efficacité dans la gestion des corrections à apporter. En revanche, la réponse de Transiscope diverge substantiellement : pour un·e acteur·ice de la transition, l'enjeu consiste à prévenir, en amont, l'apparition de problèmes sociaux ou écologiques, afin d'éviter d'avoir à y remédier. Un consensus s'est donc dégagé en faveur de l'ouverture de la charte exclusivement aux coopératives.

1. Débat « La clef, un caillou dans la chaussure du groupe SOS », *La parole errante*, 4 mars 2022. Vidéo sur https://youtu.be/O6Ooe-RCdww?si=dZwYVrxWaVPebg5Y.

2.3. La charte est un outil

La charte est principalement un outil de partage et de réflexion qui permet aux contributeur·ices de Transiscope de partager leur vision de ce que sont les alternatives à valoriser sur la carte. À l'opposé d'une labellisation qui trancherait définitivement entre celles qui sont acceptées et celles qui ne le sont pas, la charte s'inscrit dans une logique d'éducation populaire et de démarche de progrès. Plutôt que de se conforter à une solution toute faite, Transiscope préfère le questionnement. Comment construire, entre les sources et Transiscope, une définition commune des alternatives que nous souhaitons valoriser ? Ainsi, lors des Transiscothons*, la charte est régulièrement utilisée comme outil de discussion. Nous la présentons et proposons aux personnes présentes (sources, militant·es locales et membres du Copil* de Transiscope) de la lire et de partager leurs étonnements et leurs propositions d'évolution. Cela donne lieu à des débats riches qui permettent de nourrir de futures évolutions de la charte. Actuellement, plusieurs sujets sont en cours de travail, à titre d'exemple :

— Peut-on cartographier dans Transiscope des collectifs comme les « listes citoyennes » qui se présentent dans le cadre des élections municipales ?
— En quoi la charte protège-t-elle de l'entrisme de l'extrême droite dans le champ de la transition ?

— Doit-on se définir par ce que nous ne voulons pas (antifasciste, anticapitaliste…) ou par ce que nous voulons (solidarité, partage, démocratie, équité, transparence…) ?

La charte est d'abord un document évolutif au service du projet, et au cours des futurs temps de travail et Transicothons, elle sera amenée à prendre d'éventuelles évolutions dans cette même logique de démarche de progrès [2].

2. Une démarche de progrès ne fixe pas un objectif à atteindre, mais tend à améliorer un projet de façon dynamique vers un idéal, dans une logique d'amélioration continue d'évolution des pratiques.

3

Devenir une source

Des acteur·ices des alternatives mènent un travail de recensement et de cartographie de leurs organisations, actions et écosystèmes. Nous appelons « sources » ces acteur·ices dont les données sont agrégées dans la cartographie commune de Transiscope. En 2025, Transiscope compte une quarantaine de sources* de données, permettant de présenter plus de 40 000 points sur une même carte.

Qui sont les sources ?

— Les sources thématiques, centrées sur un sujet ou un type de structure. Il s'agit souvent des réseaux d'intérêt commun, tels Artisans du Monde, Alternatiba, Colibris, le Réseau National des Ressourceries et Recycleries (RNRR) ou le Réseau des Épiceries, Cafés Culturels, Cantines en Associatif (RECCCA).

— Les sources territoriales, souvent issues de dynamiques citoyennes cherchant à cartographier les alternatives locales avec des objectifs proches de ceux de Transiscope : rendre visibles les initiatives et créer du lien entre elles. Les dynamiques de Villages des Alternatives portées par Alternatiba y ont largement contribué, mais d'autres initiatives similaires ont également vu le jour.

La répartition entre ces deux types de sources est relativement équilibrée, même si certaines croisent les deux approches, ou s'en affranchissent. Par exemple, Vert le Jardin recense les jardins collectifs, mais uniquement en Bretagne, tandis que Près de Chez Nous adopte une approche transversale à l'échelle nationale.

Plusieurs raisons peuvent encourager un collectif qui a cartographié les acteur·ices de son territoire à devenir source de Transiscope : avoir une meilleure audience, afficher les alternatives locales, renforcer la compostabilité* de ses données, renforcer les liens entre les différentes organisations impliquées. Dans ce chapitre, nous détaillons tout d'abord très concrètement comment une organisation peut devenir une source de Transiscope. Ensuite, nous montrons que, malgré le déploiement d'outils visant à faciliter l'intégration des sources et les expérimentations conduites pour favoriser la mise à jour et la qualité des données, ces dispositifs se

révèlent insuffisants au regard du manque de moyens des milieux militants. Finalement, à partir de ces difficultés rencontrées, plusieurs pistes seront proposées.

3.1. Devenir une source, un processus politique et technique

Très concrètement, le collectif souhaitant devenir une source remplit un formulaire[1] comptant plusieurs dizaines de questions sur l'organisation demandeuse, le format des données, mais aussi l'adéquation à la charte (*voir part. 2 chap. 2*). Parfois, Transiscope sollicite directement une potentielle source pour l'encourager à demander son intégration, comme ce fut le cas par exemple avec Les Tiers-Lieuses. La première étape est donc bien souvent une rencontre, motivée par l'envie partagée de faciliter le lien entre les alternatives et le grand public.

3.1.1. Les critères politiques

À la différence de Google Maps ou OpenStreetMap qui recensent tout, notre cartographie est subjective. Tout l'intérêt est d'y trouver des éléments qui rentrent dans une charte

1. Accessible sur cette page : https://transiscope.org/devenez-une-source/.

de valeurs communes. Pour cela, un temps d'échange est organisé, durant lequel une personne référente de Transiscope (groupe de travail « source ») et la personne contact de la source vérifient l'adéquation entre la source et la charte, point par point.

Le non-respect des quatre premiers articles est rédhibitoire. Certains articles sont plus délicats que d'autres. Les articles 1 et 4 ne font souvent pas débat, car les sources qui viennent vers nous partagent déjà l'intérêt pour les alternatives qui contribuent à la transition vers un système soutenable et plus juste (article 1), tout en rejetant un ensemble de pratiques décrites dans l'article 4.

> 1 – TRANSISCOPE *agrège des alternatives* au modèle économique capitaliste qui proposent des réponses concrètes au niveau local comme global pour s'engager vers une bifurcation écologique et une justice sociale, les deux étant interconnectées.

> 4 – TRANSISCOPE affirme son *refus d'intégrer toute pratique violente envers les personnes, discriminatoire, antidémocratique, sexiste, homophobe, xénophobe ou raciste et soutient les luttes non-violentes.*

L'article 2 peut faire débat (*voir part. 1 chap. 2*), car Transiscope défend l'idée qu'une alternative au capitalisme doit être d'origine citoyenne, publique ou coopérative. Mais, à chaque fois qu'on se confronte à des réalités de terrain, on voit que d'autres exemples auraient leur place sur Transiscope sans toutefois répondre à ce critère. C'est un des articles les plus remis en question lors des Transiscothons*, et qui mériterait sans doute d'être formulé plus précisément.

> 2 – Ces alternatives prenant leurs décisions indépendamment de tout parti politique ou institution religieuse, peuvent être :
> — *d'origine citoyenne et gouvernées par des citoyen·nes*, c'est-à-dire des individus ou des groupes d'individus
> — *d'origine publique* avec une gouvernance multipartite donnant un pouvoir significatif aux citoyen·nes et usager·e·s
> — *d'origine coopérative*

Le point 3 qui concerne « la réalisation d'un ou plusieurs communs » est aussi délicat, car il manipule la notion de « communs » chère à Transiscope, mais qui n'est pas évidente à saisir, tant il recouvre différentes approches (*voir part. 1 chap. 3*). Par conséquent, pour évaluer le respect de ce critère,

nous regardons avec la source si elle s'ancre d'une quelconque manière dans le bien commun. Cela nous amène à nous appuyer sur un texte de référence de la structure.

> 3 – Elles cherchent à *réaliser un ou plusieurs communs*. Elles doivent témoigner par leur gouvernance, leur modèle économique, leur organisation du travail ou leurs choix d'investissement qu'elles visent l'intérêt commun et non la réalisation d'un intérêt particulier.

Le cinquième article de notre charte n'est pas rédhibitoire : il donne une direction, l'engagement dans une démarche avec des grands principes. Il est apparu comme difficilement évaluable.

> 5 – Enfin, TRANSISCOPE valorise des alternatives qui s'engagent dans une démarche *d'ouverture*, de *participation* et de *partage* de leurs savoir-faire, savoir-être, connaissances ou pratiques.

Concernant les quatre premiers articles, en cas de non-respect partiel de la charte par la source, on peut envisager d'intégrer uniquement une partie des données, à condition que le tri soit possible facilement (voir un exemple plus bas sur les catégories).

3.1.2. Les aspects techniques

Intégrer la source dans de bonnes conditions…

À partir du formulaire de demande d'intégration d'une source, un tableur se remplit automatiquement via le logiciel open source d'administration de base de données Baserow*. Le groupe de travail « sources » a pour mission de le vérifier régulièrement, puis de se répartir les demandes, afin de les étudier. Une personne référente établit le contact avec la potentielle source, vérifie sa concordance avec la charte et fait le lien technique. En parallèle, dès que les informations minimales sont connues, le comité de pilotage est informé de l'intention d'intégration des futures sources et peut faire objection à celle-ci à tout moment.

Lors de l'intégration d'une source, il nous importe d'avoir des informations techniques pour en faciliter la pérennité. Quelques exemples ci-dessous et les raisons qui nous amènent à les interroger à ce sujet :

— Modération par la source : comment sont réactualisées les données, comment est gérée la modération : quels moyens humains et quelle fréquence ? Cela nous permet de savoir par avance la qualité des données dans le temps.

— Nombre de points : au début, nous étions plutôt intransigeant·es sur le nombre de points. Nous en sommes venu·es à considérer que face aux difficultés de modéra-

tion pour les sources et au manque de temps bénévole pour le groupe « source », le temps passé à maintenir une source pour moins de 50 ou 100 points ne valait la peine que dans le cas d'une source hautement stratégique (enjeux de rapprochement ou de partenariat).
— Qualité des données (niveau de détails, variété des champs).
— Catégories d'acteurs, redondance des données avec celles déjà sur la carte (ce type d'acteurs est-il déjà référencé ou non ?).
— Licence : sous quelles conditions est-il possible de partager les données (pour plus de détails, voir plus bas).
— *Mapping* des catégories et correspondance des catégories : identifier si la correspondance entre les catégories de la source et celles de Transiscope est faisable ou facile.

… en limitant les contraintes techniques

Une grande partie du travail du groupe « source » qui s'occupe de l'intégration, consiste ensuite à récupérer les données pour les intégrer dans notre carte. Il a toujours été primordial qu'un grand nombre de données puissent être récupérées, sans que la charge technique repose sur les sources. Les choix techniques ont été faits dans ce sens et permettent à divers formats d'être récupérés :

— tableur en ligne : google sheet, framacalc…
— service Web (api) : json, xml, rss…
— fichiers : excel, csv, rdf, xml, ttl, ods…
— bases de données : postgres, mysql, oracle, sql server, mongodb…

La structure des données comme la taxonomie (catégorisation, qualification…) est également très souple. Le Bus sémantique* peut traiter théoriquement n'importe quelle nature de données et traduire ou réorganiser les taxonomies.

Afin de visualiser de manière uniforme un minimum d'informations pour chaque alternative sur la carte Transiscope et de comprendre l'identité de l'alternative recensée, il est nécessaire que les données contiennent les informations suivantes : un nom d'activité, une description, une géolocalisation et une taxonomie de plusieurs thématiques ou domaines.

Des informations optionnelles peuvent être ajoutées : un moyen de contacter la structure (numéro de téléphone ou e-mail), une adresse de site Web, les horaires d'ouverture de la structure, une image représentant l'activité de la structure ou la structure elle-même.

3.2. Mapping des données

Une fois ces données récupérées, il faut faire un *mapping*, c'est-à-dire faire la correspondance entre les champs de la source et les champs de Transiscope :

— À la fois sur la partie données : où trouve-t-on le titre ? Où trouve t-on la description ?

— Mais aussi sur la partie catégories. Pour l'illustrer, voici ci-dessous trois exemples de *mapping* de catégories.

3.2.1. Anciela

Anciela est une source sur la région lyonnaise qui cartographie de manière transversale les alternatives écologiques permettant aux citoyen·nes de s'engager dans la transition. Les catégories utilisées sont différentes des nôtres comme le montrent les captures d'écran suivantes. On a alors besoin de les faire correspondre, grâce au logiciel Gogocarto*.

Dans cet exemple (voir illustration), plusieurs points peuvent être soulignés :

— Certaines catégories ne sont pas mappées. Deux raisons à cela. Premièrement, la catégorie contient des points qui ne correspondent pas à la charte. En ne les catégorisant pas, ces points n'apparaissent pas sur la carte. C'est le cas des CIGALES* qui sont des clubs d'investissement fermés. Comme ils ne permettent pas à

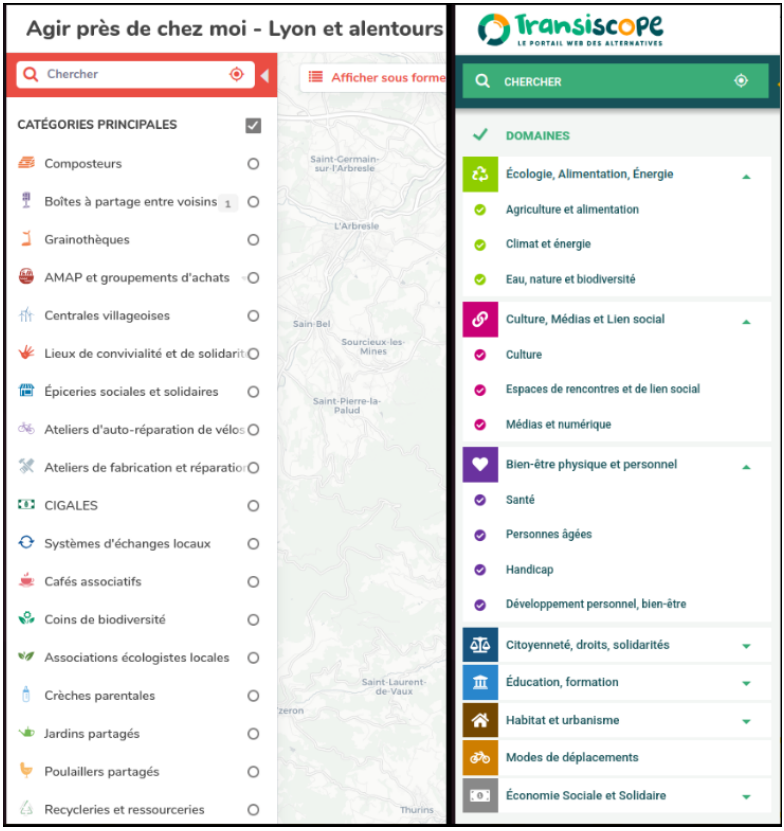


FIGURE 3.1. – Comparaison des catégories utilisées pour classer les alternatives. À gauche celles d'une source lyonnaise – Anciela – à droite celles de Transiscope.

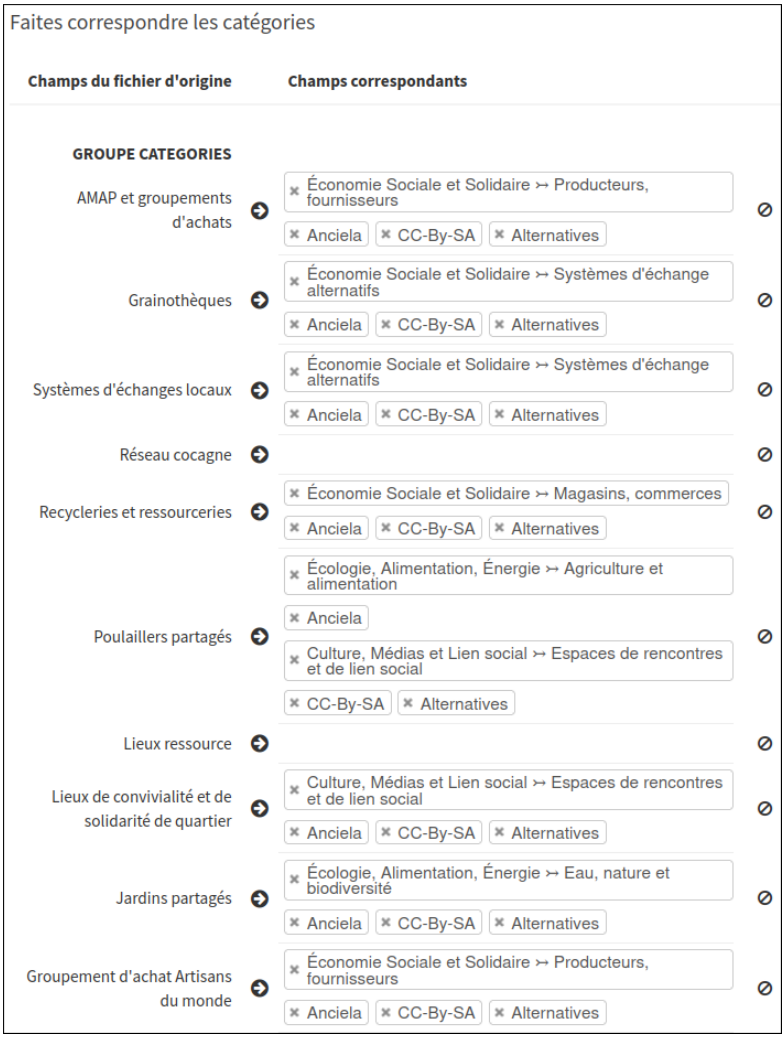


FIGURE 3.2. – Interface d'administration de la carte Transiscope qui montre la correspondance entre les catégories d'Anciela et celles de Transiscope.

des citoyen·nes de s'impliquer, nous leur avons préféré les réseaux départementaux ou régionaux qui sont des relais pour monter une CIGALE locale. Deuxièmement, il peut arriver que certaines catégories soient trop récentes et que nous n'ayons pas été au courant du besoin de prise en compte de ces modifications. C'est le cas du groupement VRAC.

— Certaines catégories correspondent à plusieurs catégories côté Transiscope. En effet, puisque nos catégories ont été pensées de manière très générique, il se peut qu'elles ne correspondent pas directement.

— Des catégories redondantes : ici Anciela répertorie les jardins de Cocagne, qui sont par ailleurs une source de Transiscope, ce qui créera des doublons.

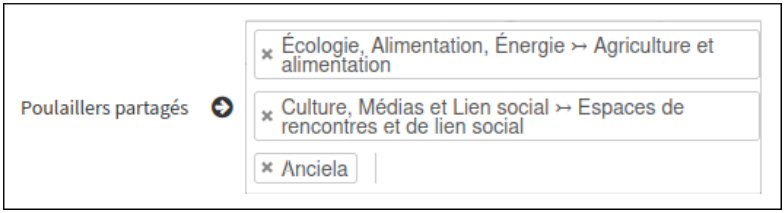


FIGURE 3.3. – Interface d'administration de la carte Transiscope qui montre qu'une catégories d'Anciela correspond à plusieurs catégories de Transiscope.

3.2.2. L'intégration du Réseau National des Recycleries et Ressourceries (RNRR)

Dans ce cas, le *mapping* se fait sur l'ensemble des points, les catégories de la carte initiale venant préciser les secteurs d'activité de chaque ressourcerie ou recyclerie.

Lors de l'intégration et des discussions avec la source, il est apparu que pour elles et eux, les recycleries et ressourceries n'étaient pas uniquement liées à l'économie circulaire, mais aussi aux espaces de rencontre, de lien social et de solidarité. Ce qui nous a amené, côté Transiscope, à rajouter des catégories pour identifier les ressourceries et recycleries.

3.2.3. Le RECCCA

Le dernier exemple, celui du RECCCA (Le Réseau des Cafés Culturel et Cantines Associatifs), montre que ce réseau considère que ses lieux correspondent tous à une seule catégorie :

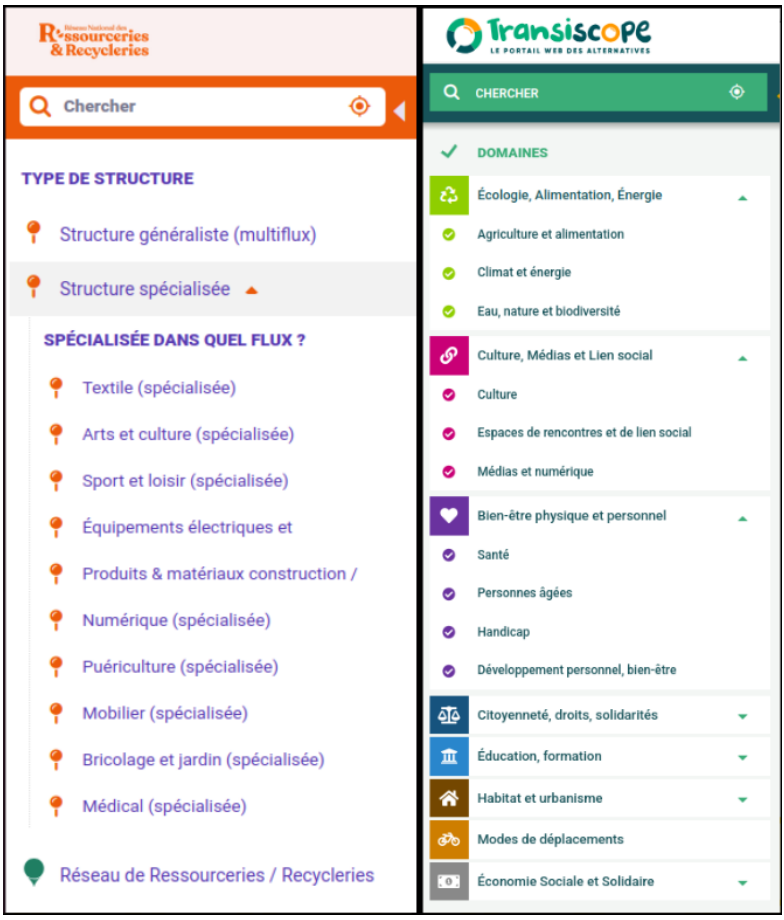


FIGURE 3.4. – Comparaison des catégories utilisées pour classer les alternatives. À gauche celles d'une source nationale – le RNRR – à droite celles de Transiscope.

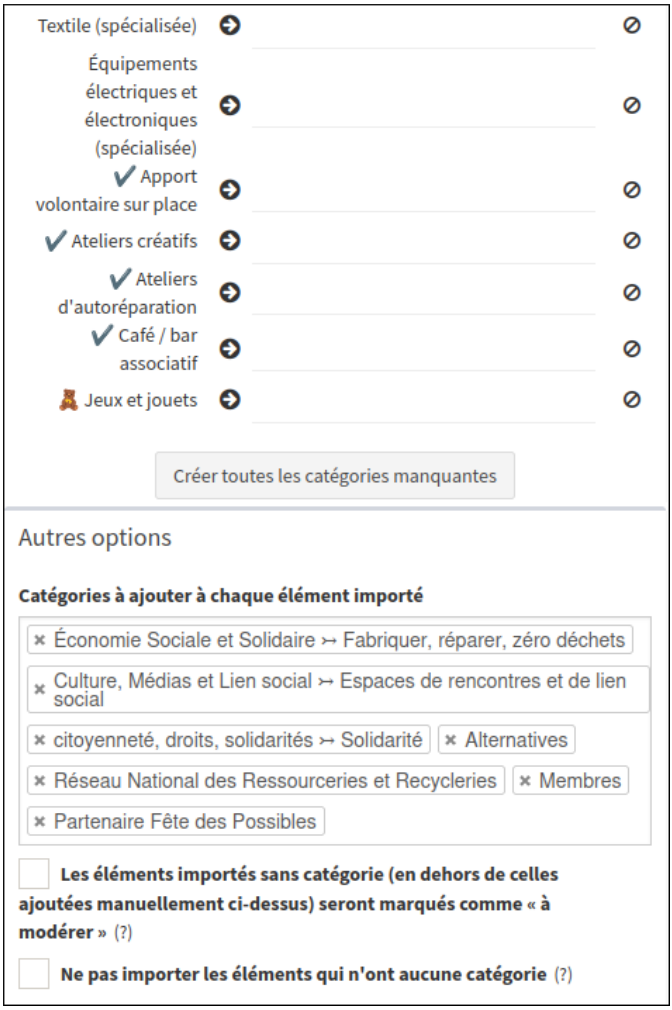


FIGURE 3.5. – Interface d'administration de la carte Transiscope qui montre la correspondance qui est faite entre les catégories du RNRR et celle de Transiscope.



FIGURE 3.6. – Interface d'administration de la carte Transiscope qui montre la correspondance qui est faite entre la seule catégorie du RECCCA et celle de Transiscope.

3.3. L'engagement des sources : les réponses ne sont pas (que) numériques

Après avoir vu le processus d'intégration des sources, il importe maintenant de mettre l'accent sur un problème récurrent : le désengagement des sources dans la mise à jour des données, altérant leur fiabilité. Cela nous invite à nous interroger : quelles sont les conditions favorables à la pérennité de ce travail par les sources, qu'est-ce qui les (dé)motive ?

3.3.1. Premier problème : la qualité des données

La qualité d'une cartographie repose sur la pertinence des points indiqués, le niveau d'information et l'actualité. Mais nous avons réalisé rapidement que nos données devenaient pour partie obsolètes. En effet, l'exigence de qualité dépend pour beaucoup de l'énergie dont disposent les sources pour modérer ces points. D'un côté, les sources thématiques, souvent des réseaux ou des fédérations, se servent de la cartographie comme d'un outil pour compter leurs membres et les présenter. Comme ce processus passe généralement par une animation de réseau ou des adhésions, les données sont plutôt à jour. D'un autre côté, les sources territoriales sont la plupart du temps impulsées ponctuellement, lors d'un

village Alternatiba, comme une étape vers autre chose, ou alors simplement pour rendre visibles les alternatives sur le territoire. Mais ces bases de données finissent souvent par ne plus être mises à jour, faute de modèle pérenne. Ce fut le cas de Transacteurs, une source quimpéroise dont la fondatrice a tenté pendant des années de trouver un modèle économique lui permettant de continuer à mettre à jour la base de données tout en animant un réseau entre ces initiatives.

L'exemple de Près de Chez Nous

La source Près de Chez Nous, du collectif Colibris représente 20 000 points en 2025, soit la moitié. Elle a longtemps été modérée, malgré la taille de sa base de données. Un des salarié·es organisait des sprints mensuels de modération avec une petite équipe de bénévoles, le tout appuyé par la présence d'une personne en service civique qui facilitait les rendez-vous en ligne, et d'un chat où des personnes modéraient de façon asynchrone. En 2020, des cartoparties en ligne ont été organisées pendant les confinements avec des personnes intéressées par la cartographie ou qui souhaitaient que leur territoire soit bien à jour. Par la suite, la modération s'est dégradée suite au départ de la volontaire en service civique et à l'évolution des missions d'une salariée, mais aussi parce que les participant·es étaient fatigué·es des

visioconférences. Des tentatives ont été faites avec d'autres volontaires en service civique, quelques heures par mois, mais la modération des données est vite décourageante, au vu du nombre de données obsolètes, si le travail n'est pas fait au fur et à mesure.

La qualité des données dépend de nombreux facteurs : nombre de points, périmètre géographique, vitalité et priorités du collectif, mais aussi choix techniques. On peut citer l'exemple du réseau Cocagne* (réseau de jardins d'insertions), qui exporte la liste des structures adhérentes, régulièrement mise à jour, sur une cartographie. Puisque nous sommes connectés de manière dynamique avec cette source, la mise à jour des données se fait de façon automatique.

Transiscope se voulait initialement destinée au grand public pour lui permettre de trouver en temps réel les alternatives autour de chez elles et eux : « la plateforme Web des alternatives ». Le manque de qualité des données remet en cause cet objectif et suscite des discussions animées. D'un côté, Transiscope ne souhaite pas entretenir une relation seulement extractiviste avec ses sources, ce qui aurait pour effet de les mettre sous pression, par exemple en qualifiant publiquement la qualité des données de telle ou telle source ou en débranchant les sources aux données trop obsolètes. D'un autre côté, lors des Transiscothons, nous proposons des

ateliers où les participant·es choisissent un territoire sur la carte et vérifient que les données sont à jour. Bien souvent, le constat est décevant et ravive les frustrations.

Améliorer la qualité des données par la modération contributive

Nous avons cherché différents moyens de résoudre ces questions. Par exemple, nous avons mis en place un système de signalement destiné aux utilisateur·ices de Transiscope, au cas où une initiative n'existe plus, que ses informations sont incorrectes, qu'elle ne respecte pas la charte ou s'il y a des doublons.

Ce mécanisme permet de faire suivre les signalements aux sources afin qu'elles puissent elles-mêmes les prendre en compte, puisque Transiscope ne possède pas les données et ne pourrait donc les corriger. En outre, cela pourrait aussi nous permettre de savoir si certaines de nos sources fournissent des données de mauvaise qualité, et potentiellement mener une action de modération.

Le retour d'expérience n'est pas satisfaisant. En effet, le travail de mise à jour des données à la suite des signalements n'est pas réalisé. Dans certains cas, les sources sont dans l'incapacité de modérer les signalements, n'ayant pas les moyens de savoir si celui-ci est pertinent ou non, notamment à cause d'une base de données trop grande.

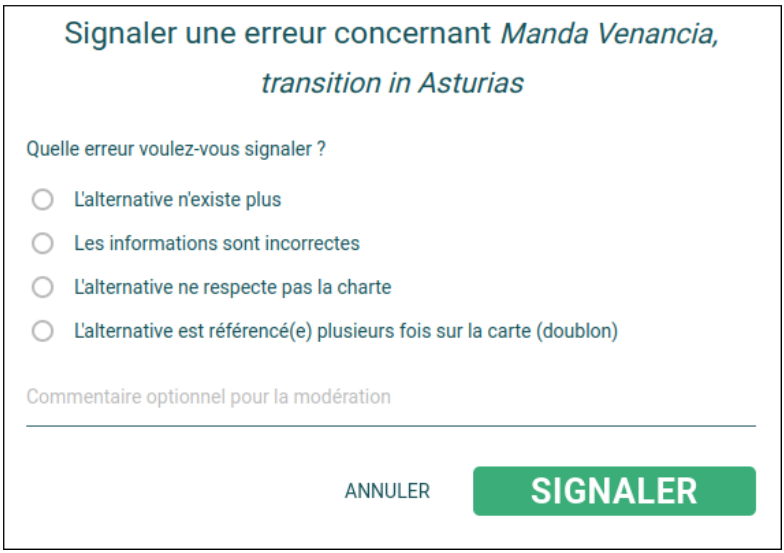


FIGURE 3.7. – Fenêtre Gogocarto permettant de signaler une erreur sur la carte Transiscope.

Une prise de contact au moins annuelle devait permettre une régulation efficace. Elle est cependant hors de portée pour plusieurs raisons. Tout d'abord : le manque d'énergie bénévole pour faire ce travail. Elle s'explique par des délais de réponse souvent longs, mais aussi par le besoin d'avoir des compétences techniques et d'analyse servant à évaluer l'accord de la source avec la charte, surtout si elle a intégré des point nouveaux qui posent des problèmes.

Supprimer les doublons pour améliorer la qualité de la carte

Pour améliorer davantage la qualité du rendu final, nous avons aussi mené un chantier de dédoublonnage afin de supprimer les redondances dans les répertoires de données, sans pour autant supprimer les informations. Pour cela, un développement spécifique a été réalisé par GogoCarto* sous forme de prestation payante. Le seul problème restant toujours le même pour faire ce dédoublonnage : puisque nous ne sommes pas impliqué·es dans tous les territoires, nous ne pouvons pas connaître les réalités de terrain qui nous permettraient de mesurer la pertinence de doublonner certains points ou non. Nous essayons donc, lorsque nous intégrons une nouvelle source, de lui demander de faire ce travail de dédoublonnage.

Des choix politiques pour avancer

À partir de ces différentes expériences, nous avons pris plusieurs décisions :

— Limiter l'intégration de nouvelles sources. Une posture toutefois difficile à tenir en cas de demande explicite. Dans ce cas, on privilégie les sources avec de nombreux points ou des points différents de ceux déjà présents sur la carte et cependant très pertinents politiquement. On peut citer l'exemple de la carte des luttes de Reporterre qui recense les projets de luttes locales (peu présentes sur la carte jusqu'à présent), ou les données de l'ADEME (Agence de la transition écologique) qui est un partenaire financier potentiel avec lequel il nous semble stratégique de développer des liens.

— Nous avons accepté que notre carte puisse ne pas toujours être à jour et travaillons actuellement à indiquer la date de la dernière mise à jour, afin que les utilisateur·rices puissent en tenir compte si leur besoin porte sur des données actualisées.

3.3.2. Deuxième problème : la propriété des données

Outre la qualité, la propriété des données est un sujet important. En effet, Transiscope est une plateforme qui agrège des contenus qui ne lui appartiennent pas. Cela signifie que le projet est dépendant de la réactivité des sources pour prendre en compte les signalements (voir ci-dessus), mais aussi de la manière dont l'accès aux données est conditionné.

Nous avons donc initié une réflexion sur la propriété des données des sources via un travail sur les licences.

Jusqu'en 2024, tout collectif souhaitant réutiliser les données de Transiscope – que ce soit pour créer une autre cartographie ou élaborer un guide recensant les acteurs de son territoire – ne pouvait pas le faire pour des raisons juridiques. En effet, la licence d'utilisation, qui définit ce qu'on a le droit de faire ou non des données, dépendait de chaque source. Certaines utilisaient des licences ouvertes qui en permettaient une réutilisation et un partage très large, d'autres en limitaient les possibilités (par exemple en ne permettant pas de les transformer en les intégrant dans un répertoire imprimé) et la plupart étaient silencieuses sur le sujet, souvent par méconnaissance.

3.3.3. Un travail sur les licences creative common

Il a fallu donc faire tout un travail d'acculturation des sources à ces dimensions juridiques, par l'intermédiaire de plusieurs webinaires. Mais cela n'a pas suffi, dans un premier temps, à clarifier la position de chaque source sur sa propre licence, ni à permettre ensuite le partage des données avec d'autres. Pour y remédier, en 2024, le comité de pilotage de Transiscope a décidé d'une démarche plus active selon laquelle toutes les données cartographiques seraient publiées sous deux licences possibles, CC-BY-SA et CC-BY-SA-NC, ou des équivalences, assurant le partage possible des données.

Le CC signifie Creative Commons, c'est-à-dire des licences qui facilitent la réutilisation. Le BY indique l'attribution : il faut citer l'auteur·ice de la ressource en cas de réutilisation (dans le cas de Transiscope, ce sont les sources). Le SA (*share alike*) oblige le partage avec la même licence et empêche, par exemple, la privatisation d'une ressource. Le NC, ou « non-commercial », indique qu'on peut modifier et partager la ressource, dans la mesure où le cadre de l'échange est non-commercial.

Notre choix s'est porté sur ces deux licences, qui garantissent une dynamique de partage tout en permettant à l'écosystème et à Transiscope de potentielles ressources financières via l'exploitation commerciale du commun* auquel ils contribuent.

Chaque source a été contactée :

— Les sources ayant une licence compatible – c'est-à-dire aussi restrictive ou moins restrictive que celles que nous proposons – ont été informées de cette décision.
— Les trois sources ayant une licence fermée ont été informées que nous ne pourrions plus utiliser leurs données. Pour chacune, une explication des choix de Transiscope a suffi pour qu'elles ouvrent leurs données sans contrepartie, simplement en prenant conscience de l'intérêt à le faire.
— Les sources n'ayant pas de licence ont été contactées et aucun désaccord avec la licence CC-BY-SA proposée par défaut ne s'est fait entendre.

À la suite de ce travail de clarification, nous avons pu mettre en place une API, interface technique qui permet à des acteur·ices extérieur·es (collectivités locales, autres projets open source) de se « brancher » à Transiscope pour récupérer tout ou partie des données agrégées. Cela devrait permettre au commun d'être plus largement utilisé, dans le sens où de nombreuses demandes pour utiliser nos données jusqu'ici pourront dorénavant trouver une réponse technique et politique à leurs souhaits. Nous espérons que cela contribue au développement de l'usage et de la connaissance de Transiscope.

3.4. Des pistes pour la suite

La cartographie de Transiscope repose sur la capacité de collectifs et d'associations extérieures à constituer, partager et maintenir dans le temps des informations sur les alternatives locales qu'elles identifient. Mais le travail informationnel des collectifs militants et/ou associations est bien souvent éloigné de leur cœur de métier [2]. Pour maintenir ce travail sur la durée, nous avons adopté successivement plusieurs stratégies :

1) Mutualisation : mise en commun des données pour se sentir moins seul·es sur ce travail de cartographie.
2) Mise en visibilité : la création d'une plateforme d'agrégation des données pour leur donner encore plus de visibilité, et donc donner plus de sens au travail de collecte d'information.
3) Fourniture de services et de fonctionnalités : réflexion sur le rôle de Transiscope comme animation de réseau des sources, accompagnement ou formations, et fonctionnalités sur la carte permettant de soutenir le travail des acteur·ices local·aux qui cartographient.

2. Les actions qu'iels mènent au quotidien en vue de réaliser le but qu'iels se sont fixés.

4) Incitation via des notifications ou des demandes de modérations, mises à jour : automatisation de notifications lorsque des données sont signalées incohérentes ou des demandes de mise à jour de certaines infos (exemple des licences).

Or, il apparaît aujourd'hui qu'aucune de ces réponses n'a véritablement permis de pérenniser le travail de ces sources. Et dans le même temps, nous continuons à recevoir des demandes d'agrégation alors que nous avons du mal à maintenir le contact avec nos sources existantes, d'où les choix politiques précédemment évoqués.

Cela nous a incité à nous confronter à l'illusion entretenue par les outils numérique et leurs effets en termes d'engagement. Nous avons longtemps cru qu'il convenait de proposer des outils fonctionnels pour faciliter l'implication du plus grand nombre et nous nous heurtons aujourd'hui à la réalité du temps disponible, au manque de ressources des milieux militants et associatifs et au travail gratuit, standardisé et politique qu'implique la production de données.

Aujourd'hui plusieurs pistes méritent d'être creusées pour répondre à ces enjeux :

— Nous souhaitons contribuer à faire reconnaître, auprès des collectivités locales, l'importance et l'intérêt de cartographier les écosystèmes de la transition. Cela

permettrait de financer ces projets et d'en assurer la pérennité, garantissant ainsi à Transiscope des données à jour et des interlocuteur·ices sur le long terme.

— Repartager la propriété des données. L'exemple de certaines bases de données comme PDCN* ou la BDIS*, montrent que la maintenance à l'échelle nationale sur tout le territoire, au-delà de quelques centaines de points, est quasiment impossible de manière centralisée. Il faut donc réfléchir à un processus de décentralisation de la maintenance de l'information. Aujourd'hui le logiciel Gogocarto a beaucoup mûri, permettant très simplement de dupliquer une carte, son paramétrage (ex : les catégories), puis de récupérer une partie des données. Il est possible de mettre en place des processus de mise à jour dynamique entre plusieurs cartes, ce qui rend possible le partage avec d'autres acteurs souhaitant travailler sur une cartographie locale. Dans ce cas, la mise à jour peut être assurée localement par des personnes qui ont la connaissance des alternatives concernées. Elle·eux seul·es pourront nous dire si les points sont à jour et correspondent bien à la charte.
— Intégrer le processus de mise à jour dans d'autres activités plus larges. Un exemple simple est l'édition d'un « guide des alternatives », qui peut d'ailleurs être financé par les collectivités, et qui permet de financer la

mise à jour des données des sources. Plusieurs sources le font comme Alternatiba 63 dans le Puy-de-Dôme, ou Anciela à Lyon.

L'exemple d'Anciela est inspirant. En effet, leur carte « Agir à Lyon », est un outil sur lequel s'appuie l'association pour le reste de ses activités :

— L'édition d'un guide « Agir à Lyon » qui recense les associations lyonnaises, édité tous les deux ou trois ans, et qui leur permet de recontacter une grande partie des sources de leur base de données pour les interroger sur leurs actions bénévoles du moment. Ces guides sont présents dans de nombreux lieux et associations lyonnaises.

— Une communauté d'ambassadeur·ices de la transition, qui met à jour la carte lorsqu'iels constatent de nouvelles alternatives, ou inversement lorsque d'anciennes se ferment.

— L'édition d'un journal mensuel, mettant en valeur les alternatives en se concentrant sur un quartier de la métropole. C'est l'occasion de mettre à jour la carte en s'assurant de la qualité quartier par quartier, tout en promouvant les actions et les associations.

— Mobiliser sur un sujet : lorsqu'il y a des campagnes thématiques à mener, il devient alors simple de mobiliser les associations et collectifs concernés, puisqu'Anciela dispose d'une base de données des acteurs du territoire et leurs coordonnées

3.5. À retenir

— Transiscope fédère des « sources », des organisations locales ou nationales, pour agréger et visibiliser les initiatives de la transition écologique et sociale sur une cartographie commune.
— L'adhésion d'une nouvelle source nécessite un processus de validation humaine et technique garantissant le respect des valeurs fondamentales de la charte du projet.
— La plateforme adopte une approche technique inclusive capable de traiter de multiples formats de données pour alléger les contraintes techniques des collectifs contributeurs.
— Le maintien de la qualité des données sur le long terme reste un défi en raison du manque de moyens et de temps des structures militantes pour cette activité de recensement.

— Transiscope privilégie désormais la pertinence politique et la qualité des partenariats stratégiques plutôt que l'accumulation massive de points de données.

4

Politiser la technique

Cartographier des alternatives peut, de prime abord, être envisagé comme une activité essentiellement technique. Toutefois, en articulant ses choix méthodologiques et technologiques à des finalités politiques explicites, Transiscope s'inscrit dans une démarche éthique, entendue comme la recherche d'une cohérence entre les moyens mobilisés et les fins poursuivies [1]. Dans cette perspective, la politisation de la technique, telle qu'analysée par Jacques Ellul [2], constitue un principe structurant et indissociable de l'approche développée par Transiscope.

Nous allons voir dans ce chapitre que cette politisation est possible grâce à une solide culture du Libre au sein du collectif, mais aussi à des mécanismes de partage de connaissances, évitant ainsi la confiscation des débats par les seules personnes ayant les compétences techniques. Nous explo-

1. MORIN, Edgar, 2014. *La Méthode 6 : Éthique*. Paris : Points.
2. ELLUL, Jacques, 1990. *La Technique ou l'enjeu du siècle*. Paris : Economica.

rons ensuite l'exemple des réseaux sociaux où, malgré tout, les compromis nous ont mené à conserver quelques outils privateurs*.

Quels outils sont utilisés par Transiscope ?

Nous avons classé nos outils en deux groupes, relevant de finalités différentes.

Il y a tout d'abord les outils permettant d'agréger les différentes sources* et de les afficher sur une carte, mais aussi ceux qui permettent de transmettre des informations (newsletter, site Web de Transiscope et réseaux sociaux).

Il y a ensuite les outils permettant de coopérer, indispensables puisque Transiscope implique des collectifs et personnes éloignées géographiquement. Les membres du comité de pilotage et des groupes de travail utilisent un espace de stockage, des documents collaboratifs, des sondages, des services de visioconférences… Transiscope a également déployé un outil développé au sein de l'Assemblée virtuelle, Archipelago, permettant aux acteur·ices d'un même territoire de coopérer (*voir part. 3 chap. 2*).

4.1. Une culture du logiciel libre

En ayant recours à des logiciels libres, Transiscope s'est construit à l'inverse des logiques des plateformes industrielles du Web, en refusant la centralisation propriétaire, la surveillance, le traitement et la commercialisation de données.

Le modèle du logiciel libre a émergé dans les années 1980. Il se caractérise par quatre libertés qui sont garanties pour les utilisateur·ices : exécuter le programme comme on le souhaite, accéder au code-source (ce qui permet de comprendre le fonctionnement du programme), modifier et redistribuer le programme. Même si l'exercice de certaines libertés suppose des compétences spécifiques (connaître un langage de programmation, par exemple), les logiciels libres permettent une plus grande transparence et s'inscrivent dans une démarche de création de communs utiles à toutes et tous. L'utilisateur·ice devient alors co-responsable de ce commun, et iel se situe d'autant moins dans une mécanique consumériste, car iel peut à tout moment modifier le comportement de ce logiciel (ou au moins signaler un dysfonctionnement).

Chez certaines structures cofondatrices de Transiscope, comme les Colibris ou l'Assemblée Virtuelle, il existait déjà en 2017 un discours structuré visant à reconnaître l'importance de l'utilisation d'alternatives aux outils des multinationales numériques et à réfléchir plus globalement en termes d'in-

teropérabilité* et de durabilité des systèmes. Les Colibris, par exemple, ont mis en place de nombreux services libres accessibles à de larges publics, permettant de faciliter leur utilisation [3].

4.1.1. L'utilisation de logiciels libres

Deux types d'arguments ont favorisé l'utilisation des logiciels libres par Transiscope : d'une part la cohérence entre les valeurs politiques et les outils utilisés, d'autre part un certain pragmatisme poussant à la maîtrise des outils techniques.

Les outils des multinationales comme Meta ou Google enferment les utilisateur·ices dans un modèle économique déséquilibré qui repose sur la captation de l'attention, l'extraction des données personnelles et l'enfermement algorithmique. En utilisant ces logiciels au sein d'un collectif, ce dernier leur donne de la visibilité et oblige les membres du collectif à les utiliser. Cela étend alors leur base d'utilisateur·ices, voire contribue à un modèle économique opaque qui s'appuie sur le travail gratuit de ses utilisateur·ices [4].

Les plateformes industrielles ne sont pas neutres, mais porteuses d'un projet politique. Le scandale Cambridge Analytica a dévoilé que des publications sponsorisées sur Face-

3. Voir cette page : https://colibris-outilslibres.org/.

4. CASILLI, Antonio, 2019. *En attendant les robots : enquête sur le travail du clic*. Paris : Éditions du Seuil.

book pouvaient influencer une élection présidentielle. Depuis 2024, autour de l'élection de Donald Trump à la présidence américaine, on assiste à une accélération de l'offensive d'extrême droite grâce à ces plateformes : utilisation de X pour diffuser les discours réactionnaires, arrêt de la modération sur Facebook, suppression de tous les programmes d'inclusion dans les entreprises de la Silicon Valley…

Pour Transiscope, choisir les outils des GAFAM* va à l'encontre des objectifs de justice sociale et de bifurcation écologique. En outre, cela invisibilise les alternatives aux outils privateurs, alors même que la valorisation des alternatives est centrale pour Transiscope.

Au-delà des questions de cohérence entre les valeurs portées par Transiscope et les logiciels libres, ce choix est aussi pratique. En effet, la dépendance à des solutions propriétaires peut mettre le collectif et le projet en difficulté le jour où la solution n'est plus maintenue, devient plus coûteuse ou bien change d'orientation stratégique. Non seulement nous ne pouvons pas modifier et améliorer nous-mêmes les outils privateurs, mais leur gouvernance est fermée. Nous ne pouvons pas non plus leur soumettre des demandes d'amélioration.

Pour illustrer cette opacité, voici un exemple. En 2021, Transiscope souhaitait faire apparaître les événements en plus des alternatives sur sa carte. Nous avons alors développé Open Social Data (OSD). Ce projet devait offrir la possibilité

aux propriétaires de pages Facebook d'exploiter les données des événements publiés sur leurs pages et de les exporter facilement en open data*. Une première version fonctionnelle de test de l'application a permis d'accéder aux événements liés à des pages administrées par des utilisateurs déclarés comme des « développeurs » par Facebook. Transiscope a donc fait les démarches nécessaires pour déclarer l'application en production auprès de cette entreprise : déclaration de l'organisation et explication du fonctionnement de l'application via une capture vidéo. À partir de ce moment, la communication avec Facebook s'est dégradée : Facebook a arrêté de fournir des données d'événements et les tentatives de contact du support sont restées infructueuses. Transiscope s'est rendu compte que l'accès aux événements des pages était réservé aux « Business Partners ». Le processus pour devenir partenaire commercial étant lourd et réservé à de très grosses entreprises, il était inadapté pour Transiscope, qui vit son application désactivée par Facebook.

L'utilisation des outils GAFAM expose à des risques. Transiscope a donc essayé le plus possible de se passer d'eux, pour tendre vers des outils numériques les plus éthiques possibles. Nous avons connu principalement deux cas de figure. D'une part, nous nous sommes appuyé·es sur les outils existants, correspondant à nos besoins, en essayant au maximum d'utiliser des logiciels libres. D'autre part, lorsque les logiciels nécessaires n'existaient pas, nous les avons développés.

Transiscope utilise, pour son organisation interne, une petite dizaine d'outils.

Tout d'abord, notre Gare centrale [5] est l'espace où se trouvent toutes les informations nécessaires aux personnes qui souhaitent participer au projet. C'est à la fois un lieu de documentation et d'organisation collective. Notre Gare Centrale [6] est un site basé sur le logiciel YesWiki qui permet la modification des différentes pages de façon collaborative. On y retrouve les différents groupes de travail, l'agenda, les membres, les liens vers les ressources, etc.

En complément, Transiscope utilise :

— un logiciel de discussion (Rocketchat, puis Mattermost),
— des pads* (HedgeDoc),
— des listes de discussion (sur Framalistes),
— Framadate et Crab Fit (pour caler des dates),
— Framavox (pour prendre des décisions collectives),
— des outils de visioconférence (Zoom jusqu'en 2021 puis des outils libres comme Jitsi ou BigBlueButton),
— un logiciel de stockage en ligne : Google Drive, puis Nextcloud.

5. Pour plus d'informations, voir le site d'Animacoop : https://source.animacoop.net/?LaGareCentralePourOrganiserEtRendreVis.

6. Voir https://ferme.yeswiki.net/PWA_GareCentrale.

Tous les outils actuels de Transiscope sont libres, mais cela n'a pas toujours été le cas. Pour la visioconférence et l'hébergement de documents, nous avons par le passé utilisé Zoom et Google Drive, par facilité ou habitude.

Cette migration ne s'est pas faite simplement, car l'adoption de nouveaux outils peut être freinée par une ergonomie difficile à appréhender, un manque de temps ou de compétences. La migration du Google Drive vers un Nextcloud en 2020 a illustré ces difficultés. En effet, lors d'une réunion du comité de pilotage, faisant suite aux premiers pas de Transiscope sur Nextcloud, il a été constaté que la suite bureautique, notamment, ne fonctionnait pas bien et qu'il y avait un grand besoin de formation. Trois actions possibles furent alors proposées : revenir à Google, persister en « faisant des efforts » ou bien abandonner le côté collaboratif de cet outil en l'utilisant principalement comme espace de stockage. Cette dernière possibilité a été choisie au consensus : une migration vers Nextcloud, mais avec une utilisation *a minima* des fonctions collaboratives.

Ultérieurement, Transiscope a décidé de migrer vers Framaspace (des espaces Nextcloud pour les collectifs), mais là encore en l'utilisant *a minima*. Transiscope l'utilise comme simple espace de stockage, bien que le Google Drive soit encore utilisé, car tous les documents n'ont pas été migrés faute de temps. Le livre que vous lisez est le premier projet où nous utilisons Framaspace pour de la collaboration.

L'outil numérique parfait n'existe pas. Les critères de choix sont multiples : ils concernent aussi bien le logiciel lui-même (les fonctionnalités, la licence…) que les utilisateur·ices (la facilité d'utilisation, l'accessibilité…)[7]. Le choix d'un outil numérique est forcément le produit d'un compromis, en particulier quand ce choix implique de changer ses habitudes et nécessite un temps d'appropriation.

4.1.2. La création d'outils libres

Transiscope n'a pas utilisé uniquement des logiciels préexistants. En effet, l'agrégation des sources sur une seule et même cartographie repose sur la symbiose de deux logiciels, le Bus sémantique* et GogoCarto*. Tous deux ont été développés par deux personnes, pour les besoins des acteur·ices de la Transition, au moment où les premiers échanges autour de Transiscope avaient lieu. Leurs histoires respectives illustrent bien le développement de bon nombre de logiciels libres, leurs forces et leurs limites.

À l'origine de Gogocarto*, Sebastian Castro, jeune diplômé d'école d'ingénieur parti faire du *wwoofing* à vélo, a fait le constat de la difficulté à trouver des endroits alternatifs

7. Pour aider à discuter les choix d'un outil numérique éthique, Lilian Ricaud et Mélanie Laccarouze ont créé des métacartes (https://www.metacartes.cc/numerique-ethique/ingredients/) qui permettent de mesurer toutes les questions qui peuvent se poser en aidant le « joueur » à choisir parmi 20 critères, dont le logiciel libre.

proches de soi. Ne trouvant pas de logiciel satisfaisant pour ce besoin, il décida de programmer ce qui allait devenir Gogocarto, avec en tête un double objectif : plus d'ergonomie et plus d'interopérabilité* au niveau des données.

Une fois une première version fonctionnelle, il a contacté le mouvement des Colibris qui possédait déjà une cartographie vétuste. Ce rapprochement a permis au développeur de Gogocarto de tester son logiciel pour un projet ambitieux, avec la mise en ligne de Près de Chez Nous [8], mais aussi d'être sensibilisé par les Colibris au logiciel libre et à l'existence d'OpenStreetMap. Le mouvement des Colibris a par la suite rejoint Transiscope, au moment où se faisaient les choix techniques de la cartographie, et a pu partager son expérience d'utilisation de Gogocarto.

Dans le même temps, un autre développeur, Simon Louvet, a créé le Bus sémantique*, dans le cadre de l'Assemblée Virtuelle*, pour permettre aux associations de relier leurs systèmes d'information sans passer par des gros logiciels lourds, chers et centralisateurs. Transiscope est apparu comme le meilleur cas d'usage de cet outil.

Alors que le comité de pilotage de la plateforme Web des alternatives (qui deviendra Transiscope) devait choisir quels logiciels allaient porter la cartographie, il y avait donc deux outils possibles dont chacun ne couvrait qu'une partie des besoins, et deux développeurs avec, au départ, une vision

8. https://presdecheznous.fr/.

différente de l'architecture souhaitée. La discussion entre les deux a été un moment clé et a permis à chacun d'écouter les besoins de l'autre [9].

En 2025, Transiscope agrège des données cartographiques à partir d'une cinquantaine de sources*. Quand la source utilise Gogocarto, les données remontent directement via ce logiciel. Comme l'explique le schéma, dans le cas où la source n'utilise pas Gogocarto, par exemple un tableur (Framacalc, Google sheet…), le Bus sémantique fait le lien entre tous ces outils et la carte Transiscope. Le Bus sémantique se connecte et transforme les données pour les convertir au format attendu par GogoCarto*.

Sans engagement bénévole, ni le Bus sémantique ni Gogocarto n'auraient vu le jour, ce qui soulève les problèmes de pérennité économique et de travail gratuit. Le logiciel libre est historiquement créé par des actions individuelles bénévoles. Pour Sebastian Castro, c'est avant tout un privilège d'avoir pu développer Gogocarto, car il en avait les possibilités matérielles. Le travail de développement et d'amélioration du logiciel reposait donc sur le temps libre d'une seule personne, ce qui le rendait particulièrement précaire et incertain.

Pour les deux applications, en plus des développements de base, c'est grâce à des prestations qu'une partie des développements supplémentaires ont pu être rémunérés, à chaque

9. Il est courant d'entendre la phrase suivante : « Transiscope, c'est deux développeurs qui ont mis leur ego de côté ».

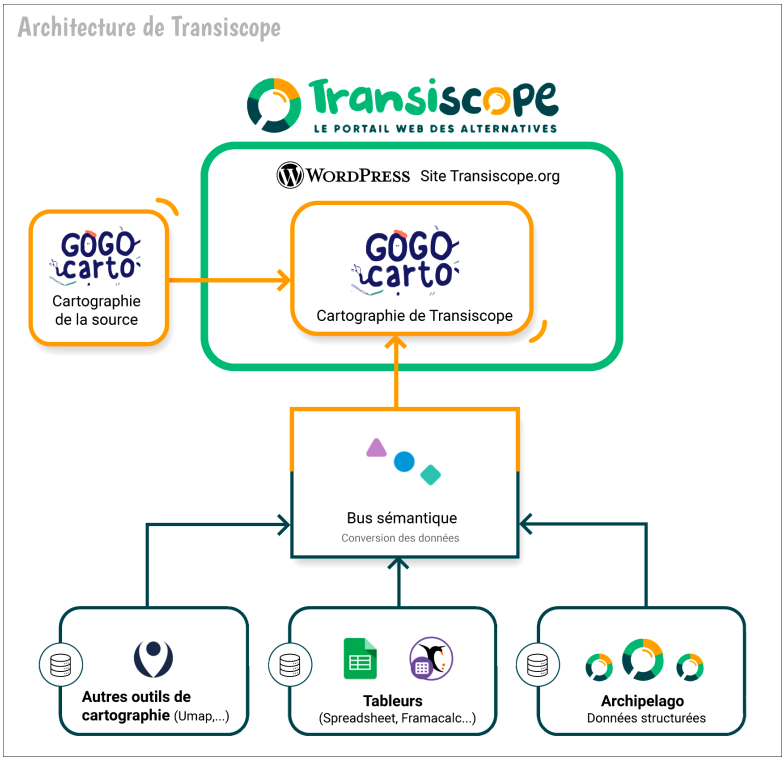


FIGURE 4.1. – Diagramme expliquant le fonctionnement de l'agrégation de données sur Transiscope en fonction du format des données d'origine.

fois via des réseaux militants ou professionnels (des associations écologistes pour le Bus sémantique, ou relevant de l'économie sociale et solidaires pour Gogocarto). Le système de prestations rémunérées a permis de recruter de nouvelles forces vives et d'élargir l'équipe de développement de Gogocarto.

La question du financement n'est pas le seul problème. Le développeur Nolan Lawson raconte dans un billet de blog [10] combien être responsable du développement d'un outil libre influence la santé mentale : les attentes, les notifications, les difficultés à attirer de nouvelles personnes contributrices, etc. Et comme l'écrit James Bottomley dans « Paying Maintainers isn't a Magic Bullet » [11], la rémunération des développeur·euses n'est pas une solution miracle qui effacerait toutes les autres problématiques, visibilisées par de nombreux burn-outs.

Actuellement, la connaissance fine et technique du Bus sémantique repose sur une seule personne. Celle de Gogocarto sur une poignée d'individus, malgré les tentatives d'associer les usager·es. On se retrouve ainsi face à un problème de

10. LAWSON, Nolan, 2017. « What it feels like to be an open-source maintainer ». Accessible en ligne : https://nolanlawson.com/2017/03/05/what-it-feels-like-to-be-an-open-source-maintainer/.

11. BOTTOMLEY, James, 2022. « Paying Maintainers isn't a Magic Bullet ». Blog personnel : https://blog.hansenpartnership.com/paying-maintainers-isnt-a-magic-bullet/.

« facteur d'autobus »[12] : le jour où cette personne ou ces quelques individus partent ou s'épuisent, que se passe-t-il? C'est une inquiétude, partagée par les différents membres de Transiscope.

La chercheuse Nadia Eghbal, dans *Sur quoi reposent nos infrastructures numériques?*[13], propose quelques explications. Selon elle, une partie du problème vient du manque de prise de conscience : les logiciels libres ne sont pas correctement financés et cela est très peu su. Par ailleurs, il existe un tabou sur l'argent, lié à la culture du bénévolat au sein des communautés libristes, ainsi qu'un manque de compétence et d'aisance des développeur·ses pour la recherche de financements. Enfin, les projets libres sont multiples, décentralisés et se situent sur des échelles différentes. Il est impossible d'en faire l'inventaire.

Pour Sebastian Castro, si c'était à refaire, il ne réaliserait pas Gogocarto seul dans son coin, mais irait plutôt aider des projets déjà existants. Davantage de mutualisation, d'interconnaissance, est-ce là une des pistes d'amélioration?

12. Voir la page Wikipédia dédiée : https://fr.wikipedia.org/wiki/Facteur_d%27autobus.

13. EGHBAL, Nadia, 2017. *Sur quoi reposent nos infrastructures numériques ? Le travail invisible des faiseurs du Web*. Marseille : OpenEdition Press.

4.2. Partager les savoirs et les compétences

Comme l'explique Isabelle Collet[14], les mécanismes de sociabilisation autour de l'informatique font de l'accès à la technique un privilège masculin. Transiscope ne fait pas exception : les groupes de travail de Transiscope en lien avec la technique sont majoritairement, voire exclusivement, constitués d'hommes informaticiens (ayant fait des études en informatique ou exerçant une profession technique). Les risques d'une telle configuration sont, outre le manque d'inclusion, la confiscation du pouvoir technique par les « sachants ». Pour compenser ce dernier risque, les choix techniques sont débattus dans l'instance stratégique (le comité de pilotage), là où les compétences techniques sont plus hétérogènes et où les personnes techniciennes doivent faire un effort de vulgarisation afin que tous·tes puissent prendre position.

Par exemple, en 2025 s'est posée la question de l'utilisation de l'intelligence artificielle au sein de Transiscope pour catégoriser les événements. Le comité de pilotage devait se

14. COLLET, Isabelle, 2019. *Les oubliées du numérique*. Paris : Le Passeur éditeur.

positionner sur un choix qui promettait de gagner du temps et de demander moins de travail aux sources[15], mais qui posait des problèmes éthiques par ailleurs.

Pour que le comité de pilotage puisse se positionner sur la question, la discussion s'est déroulée en trois temps.

Tout d'abord, il y a eu un temps de vulgarisation sur la manière dont fonctionne une IA, ses besoins et ses différents niveaux éthiques. Ensuite, il y a eu un temps réservé à la clarification à propos du niveau de transparence des données et leurs conditions de production. Enfin, une décision a été prise au consensus et le comité de pilotage opta pour une expérimentation, avec un certain nombre de points de vigilance et la possibilité ouverte d'une réinterrogation ultérieure.

D'ailleurs, depuis la rédaction de cette partie destinée à montrer les processus de discussion interne, la montée de l'usage de l'IAg rebat les cartes et suscite le débat. Mais nous n'avons pas eu, à ce jour, de réflexion approfondie nous permettant de nous positionner.

C'est également au niveau des sources que s'opère le partage des savoirs. Dans la relation qu'il entretient avec elles, Transiscope joue un rôle de facilitation technique et de sensibilisation aux enjeux politiques du numérique. Le principe du Bus sémantique consiste à alléger le travail des sources en

15. L'idée était de pouvoir automatiser la catégorisation d'événements pour qu'ils puissent apparaître sur la carte sans avoir besoin d'un travail fastidieux réalisé par les sources, bien souvent sur du temps bénévole.

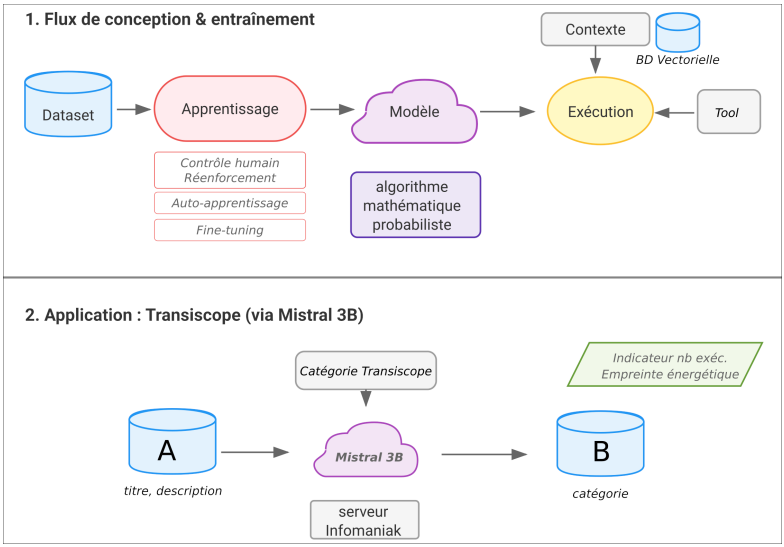


FIGURE 4.2. – Schéma réalisé en direct lors de la visioconférence du comité de pilotage pour illustrer l'explication du fonctionnement de l'IA.

permettant, à partir de leurs besoins et de leurs outils existants, l'agrégation d'un large panel de données. Les sources n'ont pas à se doter d'outils spécifiquement conçus pour Transiscope, ce qui supposerait un investissement supplémentaire en temps ou en compétences. Cette démarche vise toutefois aussi à inviter les sources à interroger leurs pratiques et leurs outils numériques, afin de renforcer la cohérence entre leurs choix techniques et leurs valeurs. À travers des webinaires ou des échanges directs, Transiscope a ainsi pu fournir des recommandations techniques, notamment concernant l'usage d'outils libres ou le choix de licences de données. Ce travail d'accompagnement a finalement permis de convaincre l'ensemble des sources d'abandonner Google Maps au profit d'une solution libre.

Transiscope joue donc un rôle dans la politisation de la technique, aussi bien auprès de sa gouvernance que des sources. Pour autant, le préalable à cette acculturation collective est la présence de personnes qui sont à la fois en capacité de comprendre les enjeux politiques, d'avoir les compétences techniques et d'être de bon·nes vulgarisateur·ices. Au sein de Transiscope, les personnes ayant ce profil sont peu nombreuses (entre deux et quatre suivant les années). En outre, il existe deux groupes de travail nécessitant des compétences techniques (le groupe « sources » et le groupe « technique ») et il reste difficile de pouvoir y intégrer des personnes n'ayant pas les prérequis.

4.3. Les réseaux sociaux, un compromis

Cela demande du travail que d'avoir des outils numériques les plus éthiques possibles, mais comme nous l'avons vu plus haut, il est possible de sortir des GAFAM pour de nombreux usages. Cependant, il y a un sujet sur lequel Transiscope n'est pas sorti des plateformes industrielles : celui des réseaux sociaux.

Depuis leur émergence, les réseaux sociaux sont devenus peu à peu de nouveaux canaux médiatiques, où une partie importante de la population s'informe. Il est donc tentant, pour des collectifs comme Transiscope, de vouloir communiquer sur ces réseaux afin de gagner en visibilité.

Le comité de pilotage s'est souvent demandé quelle était le public du projet Transiscope : grand public ou acteur·ices de la transition ? La communication et les outils sont très dépendants de la définition de ce public. Le choix des réseaux sociaux utilisés pour communiquer suppose de réfléchir à des critères :

— L'identité de chaque plateforme qui possède ses spécificités (fonctionnalités, contexte plutôt professionnel ou personnel…) et sa communauté.
— Certaines respectent des valeurs éthiques, d'autres pas.

— Une plateforme sera plus attirante si elle possède un grand nombre d'utilisateur·ices. Nous avons donc besoin de savoir qui est présent sur une plateforme et quelle est sa réputation avant d'y publier du contenu.

Jusqu'aux années 2020, les réseaux sociaux ont donné l'impression aux internautes qu'ils pouvaient prendre part au débat, pouvoir témoigner, eux aussi, de ce qu'il se passe dans le monde, pouvoir « sauver la planète » à travers ces espaces apparemment libres. Mais c'était sans se rendre compte du pouvoir des propriétaires des plateformes et des règles qui sous-tendent ces réseaux, comme l'économie de l'attention*. La visibilité des publications est un enjeu majeur pour les collectifs qui communiquent sur ces plateformes. Or, les algorithmes de recommandation étant mouvants et opaques, il est impossible d'avoir la maîtrise de sa communication. Par exemple, pour beaucoup de chargé·es de communication, la visibilité des posts sur Facebook était beaucoup plus importante auparavant. Maintenant, pour être visibles, il faut passer par de la publicité ou de la promotion monétisée.

Le choix d'une plateforme est politique. Des alternatives aux plateformes industrielles existent. Mastodon, logiciel libre et décentralisé, est sans doute le plus connu. Cependant, la communauté présente est déjà sensible aux enjeux écologiques, nous y sommes « entre nous ». Que faire pour toucher les personnes qui n'ont pas connaissance de ces alternatives aux plateformes industrielles ?

Transiscope a fait le choix, peu à peu, de communiquer sur Facebook, puis plus récemment sur LinkedIn. Notre objectif est à la fois de maintenir une présence avec les personnes qui nous connaissent déjà, et d'espérer faire connaître le projet à un nouveau public.

Cette expérience de quelques années de communication sur les réseaux des GAFAM nous a montré que pour avoir un impact concret, il faudrait :

— Communiquer davantage. Presque tous les jours, et sur tous les réseaux. Faire des commentaires, s'intéresser à ce que font nos partenaires, aller sur les radios, les télés, bref, être partout, tout le temps.
— Payer de la publicité aux GAFAM : un choix vraiment difficile à imaginer (voire impossible éthiquement parlant).

L'autre option, en parallèle, consistait à communiquer auprès de nos utilisateur·ices via une newsletter trois fois par an. C'est une communication ciblée, constante et de qualité, qui, au moins, permet de fidéliser les personnes qui nous suivent et utilisent l'outil. Cette newsletter a aussi permis de mettre en avant des articles du blog.

Un troisième essai de communication de terrain a été testé durant l'année 2024, alors que la Transiscapade, un véhicule tricycle solaire, a parcouru les territoires (du Mans à Tours en passant par Lyon, Marseille, Toulouse et Bordeaux) pour

parler de Transiscope. Malheureusement, nous n'avons pas vu de hausse de fréquentation du site suite à cet évènement itinérant.

4.4. Conclusion

Les choix techniques faits au sein de Transiscope ont été abordés comme des sujets centraux et discutés collectivement. Mais l'idéal poursuivi (avoir des outils éthiques) s'est non seulement confronté à des contraintes organisationnelles et humaines, mais aussi aux monopoles des GAFAM. Pour faire face à ces contraintes et aux nécessités de publication, notamment sur les réseaux sociaux, les compromis se sont aussi révélés être des occasions de partage de connaissances et de savoir-faire.

4.5. À retenir

Le logiciel libre est une piste intéressante pour avoir des outils numériques éthiques. Cependant, plusieurs éléments sont nécessaires :

— des personnes qui ont de solides compétences techniques et du temps,

— des personnes en capacité de vulgariser les enjeux techniques et de faire le lien avec la stratégie politique du collectif,
— des espaces collectifs de délibération où les choix techniques sont débattus.

Il reste des freins importants à cette politisation de la technique :

— la question des moyens financiers et humains,
— la faible portée des réseaux sociaux hors GAFAM. Une piste d'alternative serait de réorienter les usages. Par exemple encourager la sortie de la plateforme en incitant, dans les publications Facebook, à consulter le blog du site de Transiscope.

Troisième partie

Les évolutions

Comme tout projet confronté à l'épreuve du réel, Transiscope a évolué au fil du temps. Deux transformations majeures se sont alors dessinées. Tout d'abord, comme nous le montrons dans le premier chapitre, l'outil cartographique est devenu de moins en moins l'objectif du collectif et de plus en plus un outil prétexte, au service de la coopération. Le second chapitre, quant à lui, s'intéresse aux liens entre Transiscope et des projets plus locaux, à l'échelle d'un territoire.

1

L'outil prétexte

Au fil des années, Transiscope s'est présenté comme un outil libre de cartographie mutualisée des initiatives de la transition. Cependant, il serait réducteur de n'y voir qu'un outil. Ce que Transiscope a rendu possible, c'est la rencontre entre des réseaux qui ne collaboraient pas, entre des visions de la transition qui cohabitaient difficilement, entre des territoires qui inventent des formes concrètes d'émancipation. Transiscope est avant tout un prétexte à coopérer. Il s'agit de déclencher des opportunités pour que des organisations aux cultures diverses construisent ensemble un projet commun – au moins le temps de quelques réunions, d'un chantier technique, d'un débat sur la charte, d'un atelier de cartographie.

Ce prétexte continue d'agir. Il agit parce que l'outil lui-même est exigeant : il nous oblige à débattre de ce que nous voulons présenter, de la manière dont nous voulons le faire, et sous quelles conditions nous sommes prêts à mutualiser

nos ressources. Il agit aussi parce que la coopération n'est jamais magique : elle demande des conditions, des infrastructures, des postures.

Pour mieux comprendre ce que Transiscope a permis en matière de coopération, nous nous appuierons ici sur un cadre proposé par Laurent Marseault[1], dans sa conférence gesticulée *Comment penser nos organisations pour éteindre les incendies (sociaux, économiques, environnementaux) qui nous menacent.* Il y identifie trois types de « connecteurs » nécessaires pour qu'un projet coopératif tienne dans le temps :

1. Les connecteurs politiques : ce sont les valeurs partagées, la possibilité de se dire pourquoi on coopère, à quoi on renonce, ce qui nous relie.
2. Les connecteurs techniques : ce sont les outils, les formats, les pratiques concrètes qui rendent possible un travail collectif efficace.
3. Les connecteurs juridiques : ce sont les cadres légaux qui permettent un partage clair, équitable et sincère des ressources (données, financements, décisions…).

À ces trois dimensions, nous voulons en ajouter une quatrième : le connecteur culturel. En effet, coopérer ne consiste pas seulement à être d'accord sur le fond, ni partager des outils ou un cadre juridique. Cela signifie « faire ensemble »,

1. Voir la conférence de MARSEAULT, Laurent, 2022. « Comment penser nos organisations pour éteindre les incendies qui nous menacent ». Disponible en ligne : https://cocotier.xyz/?ConfPompier.

« faire œuvre commune ». Il s'agit d'adopter des postures, des habitudes, des manières d'être ensemble qui rendent la coopération vivante, joyeuse, et construisent la robustesse.

Dans ce chapitre, chacune de ces quatre dimensions est illustrée par des exemples concrets tirés de l'expérience de Transiscope, selon trois échelles d'action complémentaires :

— L'échelle nationale, celle des réseaux impliqués dans le projet et des grandes décisions politiques, techniques ou stratégiques.
— L'échelle des sources*, c'est-à-dire les structures contributrices (collectifs, cartes locales, associations, etc.) qui nourrissent Transiscope de leurs données et de leurs visions.
— L'échelle locale, enfin, avec les Transiscothons*, incluant des ateliers participatifs de cartographie qui ancrent le projet dans des territoires concrets et lui donnent une dimension pédagogique et politique, et parfois donnent des envies de cartographier.

Et l'échelle internationale ?

À un moment de son histoire, Transiscope a aussi cherché à s'ouvrir à une échelle internationale, principalement européenne.

Cette ouverture s'est traduite concrètement par l'intégration de quelques sources étrangères, comme Communities Maps en Irlande ou le RIES (Réseau italien pour l'économie solidaire*) en Italie. Elle a aussi été portée politiquement par le RIPESS (Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire) Europe, et en particulier par Jason Nardi, son délégué général, qui a contribué à faire exister l'idée d'un Transiscope dépassant le seul cadre francophone.

Cette tentative d'internationalisation a donné lieu à plusieurs réalisations. Une seconde carte a été créée (*transiscope-en.gogocarto.fr*), avec des catégories et des propriétés traduites en anglais, afin de rendre l'outil plus accessible au-delà de l'espace francophone. Une version anglaise du site a également été mise en place pour ses pages principales. Il s'agissait alors de faire de Transiscope non plus seulement un outil de coopération entre réseaux français ou francophones, mais un support de mise en relation à l'échelle européenne, voire internationale.

Cette extension ouvrait pourtant des questions encore plus larges que celles déjà posées à l'échelle nationale. Les connecteurs politiques, techniques, juridiques et culturels s'y trouvent redoublés de complexité. La langue devient en elle-même un enjeu politique et pratique. Les cadres juridiques divergent d'un pays à l'autre. Les cultures militantes,

les usages du numérique, les manières de nommer les alternatives ou de penser la coopération ne se recouvrent pas spontanément.

Or, faute de temps et de moyens pour assurer la maintenance de cette ouverture – notamment la mise à jour des contenus, la traduction et l'animation d'un espace véritablement multilingue –, cette dynamique a progressivement cessé d'être une priorité. Sans décision formelle toujours très explicite, le projet s'est factuellement recentré sur la francophonie.

Il aurait sans doute été fécond d'ajouter, dans ce chapitre, une lecture internationale de chacun des connecteurs. Cela aurait permis d'interroger plus frontalement les effets de la langue, des cadres nationaux, et des écarts culturels sur la coopération. Nous ne l'avons pas fait ici. Cette absence dit aussi quelque chose de l'histoire réelle de Transiscope : un projet qui a entrevu l'intérêt d'un changement d'échelle, sans avoir eu les moyens de l'assumer pleinement dans la durée.

1.1. Les connecteurs politiques

Commençons par les connecteurs politiques : les valeurs partagées, la possibilité de se dire pourquoi on coopère, à quoi on renonce, ce qui nous relie, en zoomant sur les différentes échelles.

1.1.1. À l'échelle nationale : un point de convergence entre réseaux

La première pierre de la coopération au sein de Transiscope fut l'élaboration collective d'une charte définissant ce que nous entendions par « alternative » (*voir part. 2 chap. 2*). Ce travail nous a immédiatement confrontés à la diversité des sémantiques et des conceptions politiques présentes au sein du collectif. Fallait-il parler d'alternatives ou d'initiatives ? Ce choix, apparemment anodin, reflétait pourtant des visions politiques différentes. Parler d'alternatives revient à mettre l'accent sur la rupture avec un système dominant, tandis que l'idée d'initiative évoque davantage une démarche constructive sans nécessairement susciter d'opposition frontale.

Ces discussions auraient pu paralyser le projet si nous n'avions pas décidé de privilégier l'action concrète. La carte et les sources de données sont devenues le terrain où ces débats abstraits peuvent se matérialiser. En examinant des cas spécifiques, nous avons progressivement clarifié nos critères et construit une vision commune sur les modalités d'intégration des informations issues des sources, l'évaluation de leur pertinence et la modération (*voir part. 2 chap. 3*). C'est souvent la confrontation avec la réalité technique de l'outil – devoir faire correspondre nos catégories avec celles des sources, gérer les informations en double entre plusieurs sources – qui a permis d'avancer dans la clarification de ces

choix politiques. En cela, ce n'est pas seulement le politique qui nourrit le numérique, mais aussi le numérique qui a nourri le politique.

Au-delà de l'outil lui-même, Transiscope est ainsi devenu un point de convergence entre différents réseaux militants et associatifs. Des organisations qui n'avaient, pour certaines, jamais travaillé ensemble auparavant, se sont retrouvées autour d'une table pour discuter de leurs visions respectives de la transition, créant ainsi des ponts entre des univers souvent cloisonnés.

1.1.2. À l'échelle des sources : confronter la charte aux réalités du terrain

Le dialogue avec les sources de données (associations, collectifs, plateformes) a constitué un deuxième niveau de connecteur politique. Chaque fois qu'une nouvelle source potentielle se manifeste pour intégrer ses données à Transiscope, s'engage un processus d'échange sur les valeurs portées dans notre charte et leur adéquation avec les expériences concrètes de cette source.

Avec le temps, ces discussions nous ont souvent conduit à préciser nos critères, à les nuancer ou parfois à les remettre en question. Par exemple, lorsqu'une source propose d'intégrer des initiatives d'agriculture raisonnée, nous devons débattre collectivement : s'agit-il d'une véritable alternative

au modèle agro-industriel dominant ou d'une simple atténuation de ses effets néfastes ? Nous avons posé une certaine radicalité dans la charte, dont l'ambition est transformatrice et non réparatrice. C'est un outil au service de la transformation sociétale et pas seulement un guide de bonnes pratiques.

En intégrant leurs données dans Transiscope, les sources sont invitées à dialoguer avec une charte commune, à questionner leur propre cadre, à clarifier ce qu'elles rendent visible. Cela ouvre un espace de réflexion politique sur leurs pratiques, parfois en tension avec leurs contraintes locales, leur besoin de lisibilité ou de financement.

Certaines sources ont même profité de leur participation au projet pour réinterroger leur propre gouvernance ou leur stratégie de publication, en lien avec les valeurs portées collectivement. Transiscope devient alors un révélateur des choix implicites que chaque structure fait dans sa manière de cartographier.

La valeur de ces échanges repose sur le fait qu'ils ne sont pas de simples négociations techniques, mais des moments de confrontation politique constructive. Ils permettent d'enrichir mutuellement nos approches : les sources approfondissent leur réflexion sur les critères de sélection de leurs initiatives, tandis que Transiscope affine sa compréhension des réalités diverses du terrain.

1.1.3. À l'échelle locale : confronter les valeurs dans les territoires

Les Transiscothons, ces ateliers participatifs de cartographie menés localement, sont des occasions privilégiées de débattre des valeurs de la charte avec des acteur·ices de terrain. À travers des discussions sur ce qu'on souhaite rendre visible, sur ce qui « fait transition » ou non, les participant·es sont amené·es à s'approprier les critères du projet, à les contextualiser et à les critiquer.

Ces rencontres permettent aussi de faire émerger des enjeux spécifiques à chaque territoire et des questions nouvelles, absentes de notre réflexion initiale : comment prendre en compte les initiatives en milieu rural, souvent moins visibles ? Quid des initiatives issues des quartiers populaires ? Comment intégrer des initiatives informelles, non structurées juridiquement mais porteuses de transformation sociale comme les luttes ?

Ces questions nous renvoient à la portée politique de la carte : que rend-elle lisible, et que risque-t-elle d'éclipser ?

La charte et les réponses des membres du comité de pilotage, acteurs nationaux experts de leurs sujets, viennent alors comme une boussole dans la jungle des « alternatives », en éclairant les raisons qui, à l'échelle nationale, nous conduisent à nous méfier des projets récupérés par des logiques marchandes. Mais ces mêmes méfiances

trouvent des échos concrets sur les territoires, qui tantôt appuient et contribuent à documenter des phénomènes de marchandisation, tantôt étonnent au regard de structures commerciales classiques qui jouent un rôle néanmoins essentiel dans l'écosystème militant local.

1.2. Le connecteur technique

Venons-en à la partie des connecteurs techniques : les outils, les formats de données, les pratiques concrètes facilitent un travail collectif efficace sur différentes échelles.

1.2.1. À l'échelle nationale : discuter de choix rarement débattus

L'un des premiers défis techniques de Transiscope consistait à faire dialoguer des outils numériques hétérogènes. Chaque réseau avait son propre système d'information : une base de données en ligne, un outil de cartographie, parfois simplement un tableau. Pour que ces sources puissent alimenter une carte commune, il a fallu rendre possible l'interopérabilité*, documenter des API*, et bâtir un agrégateur capable de lire et harmoniser les données.

Mais au-delà du simple aspect fonctionnel, ces discussions ont ouvert des espaces de co-formation et de prise de recul collective sur des enjeux rarement abordés dans nos réseaux militants : formats ouverts, pérennité des outils, documentation, sobriété numérique, rôle des technicien·nes dans les décisions stratégiques.

Ces débats ont conduit à une dynamique d'apprentissage où chacun·e, quelles que soient ses compétences initiales, a pu améliorer ses connaissances. Les expert·es du numérique libre ont dû apprendre à partager leurs savoirs de façon accessible, tandis que les moins aguerri·es ont découvert un univers où l'autonomie technologique rimait avec émancipation politique. Les réunions sont devenues des moments privilégiés où se tissaient des liens qui dépassaient largement la simple transmission technique.

1.2.2. À l'échelle des sources : penser ses outils pour permettre la coopération

Pour que Transiscope fonctionne, chaque source doit réfléchir à la manière dont elle rend ses données accessibles : publier une API ou un flux, rendre accessibles des fichiers avec des données internes, choisir un format, maintenir une documentation, etc. Cela demande une prise de conscience

technique, mais aussi politique : en rendant mes données accessibles, à qui est-ce que je permets de les utiliser ? Pour quoi faire ? Avec quelles limites ?

Certaines sources ont profité de ce travail pour faire évoluer leurs propres outils, en les rendant plus ouverts, plus documentés, ou plus interopérables. D'autres ont partagé leurs réflexions avec d'autres membres du projet, favorisant une entraide technique sur les formats de données, la structuration des fiches, la mise à jour automatisée, etc.

Cette entraide, bien que discrète, est un levier important de coopération : on ne construit pas un commun* numérique uniquement à travers une vision partagée, mais aussi en rendant possible l'articulation technique des contributions de chacun·e.

La structuration technique du projet Transiscope est ainsi devenue une manière concrète de matérialiser notre vision d'un écosystème d'acteur·ices en réseau, autonomes, mais interconnecté·es, plutôt que de construire une plateforme centralisée et hégémonique.

1.2.3. À l'échelle locale : partager et s'approprier des outils ouverts

Dans les Transiscothons*, la dimension technique prend une forme plus concrète et accessible. On y découvre des outils de cartographie libre, des bases de données collabora-

tives, des applications open source que chacun·e peut s'approprier, adapter, installer localement. C'est aussi l'occasion de repolitiser les usages numériques : pourquoi utiliser tel outil ? Quel rapport entretient-on avec la centralisation des données ? Quelle place donne-t-on aux outils libres dans nos pratiques ?

Ces rencontres permettent de transmettre une culture de l'autonomie numérique, en lien avec les valeurs portées par Transiscope. Il s'agit de sortir de la simple consommation de solutions existantes pour se réapproprier des capacités techniques, au service d'une vision partagée de la transition.

Enfin, ces moments sont l'occasion de réinterroger les usages des informations : que fait-on des données collectées ? Qui les conserve, qui y accède et à quelles conditions ? Ces questions, souvent évacuées dans les projets numériques classiques, deviennent ici des leviers pour discuter d'éthique, de gouvernance et d'autonomie.

1.3. Le connecteur juridique

Les connecteurs juridiques se retrouvent spécifiquement dans les cadres légaux qui permettent un partage clair, équitable et sincère des ressources (données, financements, décisions…). On continuera l'analyse pour chaque échelle géographique.

1.3.1. À l'échelle nationale : réfléchir collectivement au cadre du partage

Lorsque plusieurs réseaux décident de mutualiser leurs données dans un projet comme Transiscope, la question juridique ne tarde pas à émerger. Qui est responsable des données ? Peut-on les modifier ? Les republier ? À quelles conditions ? Ces interrogations, souvent floues au départ, nous ont forcé à mettre des mots sur des pratiques, à clarifier des intentions, et à faire des choix de licences.

Certaines sources partageaient déjà leurs données sous licence libre, d'autres ne s'étaient jamais posé la question. Transiscope a donné l'occasion de sensibiliser à l'importance des licences ouvertes, mais aussi de débattre de leurs implications : jusqu'où veut-on aller dans l'ouverture ? Comment garantir un usage éthique des données partagées ? Qui décide de l'usage acceptable ?

Ces discussions ont permis de poser les bases d'un « commun juridique », non pas dans un sens strictement légal, mais comme un cadre partagé qui rend la coopération possible. C'est aussi là que se joue une autre dimension politique du projet : une remise en question de la propriété exclusive de l'information, au profit de logiques de contribution, d'usage et de redevabilité collective.

1.3.2. À l'échelle des sources : s'approprier les enjeux de la mise à disposition

Pour les sources, Transiscope a souvent été un déclencheur de questionnements juridiques : a-t-on le droit de publier ces données ? Sous quelle licence ? Faut-il prévenir les structures recensées ? Peut-on empêcher une récupération commerciale (pour les sources qui utilisent des licences de type NC) ?

Ces questions, parfois laissées de côté dans les dynamiques locales, ont trouvé un espace de traitement collectif dans le cadre du projet. Certaines sources ont été accompagnées pour choisir une licence, d'autres ont engagé une réflexion sur leur modèle de gouvernance et les implications de l'ouverture de leurs données.

En cela, Transiscope a joué un rôle de pédagogie et d'émancipation : il ne s'agit pas d'imposer un cadre juridique, mais de permettre à chaque source de comprendre, choisir, et revendiquer ses règles de partage. C'est une manière concrète de faire de la coopération un choix éclairé, et non une obligation floue.

1.3.3. À l'échelle locale des Transiscothons : clarifier la propriété des données

Lors des Transiscothons, la question de la propriété des données collectées se pose régulièrement. Qui est légitime pour valider l'inclusion d'une alternative sur la carte ? Qui doit assurer la mise à jour des informations ? Qui peut décider de retirer une alternative ?

Ces questions ont permis de clarifier un principe fondamental : Transiscope ne se positionne pas comme propriétaire des données, mais comme facilitateur de leur circulation. C'est ce qui a engagé un important travail pédagogique pour expliquer aux acteurs locaux que leur autonomie dans la gestion des données est non seulement respectée, mais aussi encouragée.

Cette approche a contribué à déconstruire une vision verticale de la gestion de l'information, où une plateforme centrale contrôlerait l'ensemble du processus, au profit d'une vision horizontale et distribuée plus cohérente avec les valeurs de transition portées par le projet.

1.4. Le connecteur culturel

Le connecteur culturel nous permet d'évoquer un aspect important pour la coopération au sein du projet : les postures, les habitudes, les manières d'être ensemble.

1.4.1. À l'échelle nationale : cultiver des postures et méthodes collaboratives

Au-delà des aspects politiques, techniques et juridiques, Transiscope a progressivement développé une culture de la coopération, se traduisant tant dans les postures individuelles que dans les méthodes collectives adoptées.

Sur le plan des postures, l'acceptation de l'imperfection s'est imposée comme un principe structurant. Attendre d'avoir le projet parfait, les critères parfaits ou le consensus absolu aurait signifié ne jamais rien produire. Nous avons appris à faire avec les éléments dont nous disposions à un moment donné : des données partielles, des définitions imparfaites, des outils en développement. Cette acceptation de l'imperfection n'est pas une résignation, mais plutôt une approche pragmatique et humble.

Sur le plan méthodologique, l'instauration de « cadres de sécurité » pour nos discussions a joué un rôle crucial. Ces cadres définissaient explicitement les conditions d'un dialogue constructif : écoute mutuelle, bienveillance, droit

à l'erreur… Ils ont permis d'aborder sereinement des sujets potentiellement conflictuels et de transformer les désaccords en opportunités d'approfondissement.

Ce cadre culturel a permis au projet de durer, malgré les discontinuités, les changements de personnes, les divergences de priorités. Il a aussi permis de diffuser ces pratiques coopératives qui font la culture de Transicope. Celles-ci ont aussi été partagées au sein des réseaux membres. Ainsi Transiscope est aussi un démonstrateur : il est possible, malgré les cultures de réseaux différentes, de coopérer pour gouverner collectivement un commun.

1.4.2. À l'échelle des sources : croiser les cultures organisationnelles

Les sources de Transiscope sont très diverses : petites associations de terrain, structures nationales, collectifs informels, plateformes militantes. Chacune arrive avec sa propre culture de l'information, du numérique, du militantisme et de la coopération.

Le projet agit alors comme un miroir culturel : il montre les différences de pratiques, de langages, de rapports à l'outil ou à la donnée. Il oblige à expliciter ce qui allait de soi dans chaque contexte. Et, ce faisant, il crée des ponts : des traductions, des ajustements, des gestes de reconnaissance mutuelle.

Cela se voit, par exemple, dans la manière dont certaines sources ont adapté leur manière de nommer les alternatives pour mieux correspondre à une grammaire commune, ou dans la façon dont les échanges autour de la charte ont permis de mieux comprendre les réalités locales ou sectorielles de chacun.

Transiscope devient ainsi un prétexte à l'intercompréhension, un espace dans lequel se construit une culture de l'ouverture et de l'écoute, au-delà des outils.

1.4.3. À l'échelle locale : incarner une posture d'humilité et de lien

Lors des Transiscothons, la question culturelle est centrale. Comment éviter de plaquer une grille de lecture nationale sur des dynamiques locales spécifiques ? Comment faire en sorte que les acteurs rencontrés se sentent respectés, écoutés, considérés ?

Cela passe par une posture : celle du « centre vide ». Les membres de Transiscope ne viennent pas « déployer un outil » mais offrir une invitation à coopérer, à visibiliser ensemble les dynamiques locales, à les relier sans les lisser.

Dans ces moments, la carte devient secondaire. Ce qui importe avant tout, c'est la rencontre entre les personnes. C'est le partage d'expériences, et la création de liens entre celles et ceux qui ne se connaissaient pas auparavant. Il s'agit

aussi de valoriser ce qui existe déjà, de reconnaître les ressources et les savoirs en place. Il est essentiel de veiller à ne pas tout absorber ou uniformiser, mais au contraire de respecter l'autonomie de chacun et les spécificités de chaque alternative.

C'est là que Transiscope révèle pleinement sa nature de commun relationnel[2] : non pas une plateforme à diffuser, mais un vecteur de culture coopérative, incarné dans les pratiques, les relations, les manières de faire.

1.5. Transiscope, un commun relationnel

En apparence, Transiscope est un outil numérique : une carte, des flux de données, un agrégateur d'alternatives. Mais ce chapitre a montré qu'il est aussi – et peut-être surtout – un prétexte à coopérer, un espace relationnel, un commun façonné par celles et ceux qui le nourrissent.

2. Comme nous l'avons vu au sujet des imaginaires, différentes visions du concept coexistent au sein de transiscope (*voir part. 1 chap. 3*). Par « commun relationnel », nous insistons sur le fait que la ressource n'est pas tant l'outil technique que la culture de coopération et les relations humaines.

En mobilisant la grille des connecteurs proposée par Laurent Marseault – politique, technique, juridique, et en y ajoutant le connecteur culturel – nous avons tenté de rendre visible ce qui, dans l'ombre des lignes de code, constitue un commun. Ce sont les valeurs partagées, les choix d'outils, les discussions sur les licences, mais aussi et surtout les relations humaines : les tensions traversées ensemble, les discussions et les gestes de confiance.

Transiscope est ainsi moins un produit à finir qu'un processus à habiter. Il n'est pas simplement une carte, mais une culture de la coopération en train de se construire, à travers les échelles – du national aux territoires en passant par les dynamiques locales. Il nous rappelle que les communs numériques ne valent pas seulement par ce qu'ils produisent, mais par ce qu'ils relient et transforment dans nos façons d'agir ensemble.

En ce sens, Transiscope n'est pas seulement un outil au service de la transition, il est lui-même un morceau de transition en acte.

1.6. À retenir

— La coopération nécessite des connecteurs de différentes natures (politique, technique, juridique, culturel) qui permettent de créer des ponts entre des acteurs aux cultures et pratiques diverses.
— Ces connecteurs opèrent à différentes échelles (nationale, sources de données, initiatives locales) et exigent à chaque fois des approches adaptées.
— Au-delà de l'outil numérique, Transiscope a été un laboratoire d'expérimentation de nouvelles formes de coopération, où les défis techniques ont systématiquement été abordés comme des questions politiques.
— L'acceptation de l'imperfection et la construction d'une culture de la confiance sont des conditions essentielles pour permettre l'action collective dans un environnement complexe.
— La posture du centre vide, où la structure nationale se met au service des dynamiques locales sans chercher à les diriger, permet une appropriation durable des outils et méthodes par les territoires.
— La posture du centre vide, où Transiscope se met au service des dynamiques locales, vise à proposer des outils et des méthodes pour permettre de relier sans uniformiser.

2

Relocaliser

Transiscope est un projet inter-organisations à l'échelle nationale qui se veut au service des alternatives locales. L'articulation entre le projet global et les besoins locaux a été et reste un sujet de discussion important au sein du comité de pilotage.

Au fil du temps, deux modalités opérationnelles ont vu le jour :

— des rencontres ponctuelles entre les membres du comité de pilotage et des acteurs locaux, les Transiscothons*,

— l'expérimentation, menée par Transiscope sur plusieurs territoires, d'Archipelago, un dispositif visant à créer des systèmes d'information communautaires interopérables afin de favoriser la mise en réseau des acteur·ices.

À travers de ces deux exemples, nous allons raconter comment Transiscope expérimente des actions sur des territoires, en cherchant à se mettre au service des besoins locaux, sans se substituer aux acteurs en place.

2.1. Les Transiscothons, des rencontres locales

Les Transiscothons, contraction de Transiscope et marathon, ont vu le jour suite aux premiers confinements liés à la pandémie de Covid-19. Cette période a bousculé le projet ; si bien que les rencontres dans le monde tangible, sur des territoires, sont devenues indispensables.

Au départ, les Transiscothons ont été conçus comme un moyen de revitaliser le projet, en sanctuarisant des temps dédiés à des travaux et réflexions en cours à Transiscope, ouverts à des contributions extérieures. Concrètement, ils devaient initialement avoir lieu pendant deux jours, quatre fois par an. Ces rencontres étaient l'occasion de découvrir le projet, de s'y impliquer à travers des ateliers, et de clôturer par un comité de pilotage pour entériner les décisions lorsque nécessaire.

Entre 2021 et 2025, une dizaine de Transiscothons ont été organisés, de Paris à Nantes, de Lyon à Strasbourg, de Quimper à Marseille. Au fil du temps, leur conception a évolué.

Pour les sources, recenser les acteurs locaux et mettre à jour les données cartographiques demande beaucoup d'énergie et de disponibilité. C'est pourquoi, avec le même souci de faire évoluer le projet en fonction de ses retours d'expériences, le comité de pilotage de Transiscope a décidé de s'engager dans l'appui aux dynamiques locales. Les Transiscothons sont devenus des événements destinés à animer des sources et permettre de diffuser l'usage d'une cartographie utile pour les militant·es et personnes engagées sur leur territoire. Cette nouvelle stratégie s'est déclinée dans une implication des sources dans l'organisation des Transiscothons afin d'y embarquer des associations et collectifs locaux. Ainsi, ces rendez-vous sont devenus une occasion de se rencontrer physiquement, pour les membres impliqué·es dans le projet, mais aussi pour des acteur·ices repéré·es sur la cartographie.

Pour chaque organisation d'événement, en désignant une personne du comité de pilotage comme « co-référente », chacun·e a pu apporter une identité personnelle et politique à la préparation de ces temps forts. Cela a permis d'éviter de plaquer un modèle rigide sans tenir compte des contraintes territoriales.

L'année 2023 fut une année d'expérimentation de ce nouveau format :

— En mars à Paris, co-organisé avec le CAC (Collectif des associations citoyennes) : des visites de deux lieux alternatifs, une soirée de jeux coopératifs, l'invitation d'élu·es parisien·nes pour les sensibiliser à l'importance des alternatives citoyennes et la rencontre d'une source locale (ECOPLAN 18).
— En juin à Strasbourg, sur proposition d'Alternatiba Strasbourg et co-organisé avec eux : un temps pour les aider à réfléchir à leur souhait de faire une cartographie et nous nourrir de leur expérience de Cartoparty (atelier d'éducation populaire de contribution à une carte), un temps de formation à Gogocarto, un échange sur la charte de Transiscope avec les réseaux locaux possédant leur propre charte (Monnaie locale, Licoornes, CHATONS, Framasoft), un temps festif ouvert au public avec des débats et une kermesse militante.
— En novembre à Quimper, avec le soutien d'Alternatiba Quimper : une journée d'échange avec de nombreux acteur·ices local·aux, d'abord sur Transiscope, sa charte, ses outils, puis un forum ouvert* pour débattre des besoins du territoire et du projet, en contribuant notamment à la modération des points en Bretagne. Une soirée festive avec des temps d'échange le lendemain et une tentative d'organisation d'ateliers ouverts au public ont clôturé cet événement.

Les Transiscothons se déroulent sur un temps réduit et poursuivent des objectifs nombreux, aussi bien pour les sources et acteurs locaux que pour le projet commun. Il est arrivé que le programme soit trop ambitieux et que ces rencontres soient frustrantes.

Cette année d'expérimentation a permis de consolider un format avec des objectifs plus restreints et quatre temps récurrents :

— Un temps de présentation de Transiscope,
— Un temps de forum ouvert* pour faire émerger les envies des personnes présentes,
— Un temps de comité de pilotage pour faire avancer les sujets liés au pilotage du projet,
— Un temps de conférence suivi d'un temps festif du vendredi soir pour se nourrir intellectuellement et partager de manière informelle.

Avec des objectifs plus précis qui se retrouvent à chaque fois, incluant des ajouts spécifiques au contexte local :

— Interroger nos freins et nos leviers pour mieux coopérer. Quelle posture et quelles conditions à la rencontre ?
— Diffuser une culture de la coopération avec les collectifs, associations et organisations engagées dans la transition écologique et solidaire.
— Dynamiser les écosystèmes d'alternatives sur les territoires en facilitant leur rencontre.

Cette nouvelle formule a été testée en 2024 à Marseille (voir l'encart à la fin de ce chapitre), qui confirme que les Transiscothons sont des moments de joie et de partage, sans pour autant éluder que nous sommes conscient·es de leurs limites, notamment par leur manque de diversité. Malgré nos efforts, nous ne touchons pas – par exemple – les quartiers populaires.

Par ailleurs, compte tenu du temps limité dans lequel nous intervenons, nous nous interrogeons systématiquement sur les répercussions de ces rencontres à plus long terme, ainsi que sur l'usage à donner aux éléments documentés au cours de celles-ci. En général, nous écrivons un ou plusieurs articles de blog, ce qui nourrit les réflexions du comité de pilotage (sur l'évolution de la charte, par exemple). Mais qu'en est-il des effets sur les territoires ? Généralement, nous ne le savons pas et cette absence de visibilité peut être source de frustration.

Pour autant, nous avons connaissance de certains exemples de coopérations locales qui utilisent les outils de Transiscope. Nous vous proposons d'en détailler un en particulier.

2.2. Archipelago : outiller les territoires

Le projet initial de Transiscope pouvait se décliner en 3 objectifs :

— Limiter la concurrence entre les alternatives ;
— Mettre à disposition des acteurs, des outils qui permettent de faciliter la coopération entre eux ;
— Mettre en lumière les acteurs de la transition auprès du grand public pour l'inciter à les découvrir, voire s'y impliquer.

La mise en place d'une cartographie agrégative a permis en particulier la poursuite du premier et du troisième objectif. Cependant, le projet Transiscope n'a pas eu la prétention ni les moyens humains et financier d'accompagner des territoires, que ce soit un quartier, une commune ou un département, pour décliner ces objectifs. Les seules intentions partagées par les membres du comité de pilotage dans ce sens et défini dans la stratégie 2020 et 2023, sont d'outiller, de fournir des ressources et de mettre en lumière leurs actions.

À l'échelle locale existent les sources*, mais aussi des collectifs qui ont souhaité aller plus loin dans la poursuite des objectifs de Transiscope. C'est le cas de Transiscope en Pays Nantais qui a effectué un travail de recensement des besoins locaux et de mise en place d'outils numériques pour les alternatives locales.

2.2.1. Transiscope en Pays Nantais

En 2019, le collectif Transiscope en Pays Nantais est initié par des habitant·es de Nantes et des communes environnantes, sous l'impulsion de l'organisation locale d'Alternatiba. Cette dernière était déjà une source* Transiscope. L'ambition de Transiscope en Pays nantais était de dépasser la simple cartographie des acteurs locaux, afin de renforcer leurs dynamiques de coopération et d'accroître leur visibilité auprès du grand public.

Partir des besoins

Pour ce projet ambitieux, Transiscope en Pays nantais souhaitait partir avant tout des besoins de coopérations. La première étape a consisté à vérifier ce qui avait été documenté sur ce sujet. Or, il n'existait alors que des enquêtes ne prenant pas en compte l'ensemble des acteur·ices [1] ou bien l'abordant uniquement sous l'angle des pouvoirs publics [2]. Avec l'appui du Collectif pour une Transition Citoyenne et du Mouvement

1. Le MES a par exemple mené une recherche-action sur la coopération territoriale des acteurs de l'ESS et en a tiré des fiches pédagogiques retrouvables sur leur wiki : https://radist.le-mes.org/?LiVrable.

2. Voir par exemple la recherche-action effectuée dans le cadre de la fabrique des Transitions : https://fabriquedestransitions.net/media/raess-vdef.pdf.

Colibris (membres du comité de pilotage de Transiscope), le collectif nantais a donc lancé et mené une enquête [3] sur son territoire en 2023.

Les besoins exprimés par les collectifs ayant répondu ont été nombreux : le partage de savoirs, de compétences, de ressources, la facilitation des connexions par affinités, territoires et compétences ou encore l'apprentissage et la transmission par des rencontres. Il a également été soulevé l'importance d'une collaboration efficace, en évitant la dispersion, la surcharge ou la redondance. Il y avait donc des actions possibles et désirables pour répondre à ces besoins. Pour autant, cette démarche s'est retrouvée freinée par plusieurs facteurs.

Les freins à la coopération

La démarche portée par Transiscope en Pays Nantais a connu plusieurs freins liés à la fois à l'écosystème et à la fatigue de certain·es membres du collectif.

Elle ne pouvait se réaliser sans la participation enthousiaste des têtes de réseau* du bassin de vie (ESS, environnement, zéro déchet, climat…). Malheureusement, les deux têtes de réseau* principales avec lesquelles le collectif avait eu des entretiens et qui étaient invitées à la gouvernance du

3. Enquête dont les résultats sont sur https://interconnexions-et-climat.gitlab.io/website/Analyse%20Enquete%20interconnexion.pdf.

projet, étaient dubitatives. Certaines personnes du collectif ont senti une crainte de concurrence en terme d'animation de réseau. Transiscope en Pays Nantais en a conclu qu'il n'avait pas la légitimité de mener un tel projet coopératif malgré son historique sur le territoire [4].

Par ailleurs, cette tentative d'essayer d'interconnecter les acteurs de la transition a épuisé plusieurs personnes du groupe, tandis que d'autres ne s'y retrouvaient pas, avec une impression d'être hors sol et trop « méta ». Le groupe s'est alors réduit à trois ou quatre personnes encore motivées et constituait un noyau fragile.

Même si le collectif n'avait pas les moyens (humains, financiers, de légitimité…) pour répondre aux besoins issus de l'enquête, il était motivé pour construire la première marche d'une dynamique à long terme permettant la mise en valeur de ce qui se faisait déjà. Ce noyau a pensé à réduire drastiquement la voilure et faire quelque chose de beaucoup plus opérationnel en mettant en place un outil tiers aux écosystèmes existants tout en ne cannibalisant aucune activité de ceux-ci.

4. En effet, Alternatiba Nantes avait déjà organisé plusieurs actions (trois villages des alternatives*, des campagnes contre l'aviation et la voiture et pour le train et le vélo, plusieurs actions de désobéissance civile pour le climat à travers le GIGNV*), contribué activement à la création de la Base, local nantais inter-organisations au service de l'action sociale et climatique, et participé à la rédaction du Livre blanc pour le climat, plaidoyer inter-orga pour les municipales. Transiscope en pays nantais animait déjà « l'autre agenda » en agrégeant des événements Facebook (et autres sources) de 60 acteurs de la transition.

2.2.2. Le choix de l'outil

Transiscope en Pays Nantais a tout d'abord observé les outils déjà en place et utilisés pour de l'animation de territoire.

Plusieurs sources de Transiscope utilisaient déjà Gogocarto, à l'instar d'Anciela (Lyon), Alternatiba Rennes ou Après GE (Genève), pour référencer les initiatives ou faire de l'animation de territoire. Mais ce référencement étant limité aux acteur·ices, il était inadapté aux besoins du collectif nantais.

Du côté de YesWiki, les fonctionnalités étaient intéressantes, puisque des collectifs comme Bretagne créative, La Fresque des possibles ou Transacteurs l'utilisent pour animer leur territoire et référencer des acteur·ices, des événements et des projets. Mais les différentes instances ne sont pas interopérables, ce qui limite la possibilité de faire communiquer entre eux les outils des différents collectifs.

D'autres territoires comme La Rochelle ont développé (avec le collectif Aunis en Transition) leur propre outil : OUAAA!. Son principal avantage est de pouvoir rapidement mettre à disposition un outil sur mesure, mais il reste qu'il est ni adaptatif ni personnalisable, sans développement logiciel.

Par manque de solution adéquate, le collectif s'est tourné vers l'Assemblée Virtuelle, un des fondateurs de Transiscope. Sa raison d'être revendiquée consiste à « favoriser la mise en réseau des acteurs de la transition grâce à la mise en

synergie de leurs systèmes d'information*. »[5]. La conviction profonde de ce collectif est que la combinaison d'outils numériques « autonomes et reliés » peut permettre d'accompagner les « transitions technologiques, culturelles, écologiques, sociales, politiques, économiques ».

Dans ce sens, l'Assemblée Virtuelle développe des briques techniques sur lesquelles des applications peuvent s'appuyer. Ces briques techniques sont construites de façon à permettre aux territoires et aux acteur·ices d'être autonomes (logiciel, matériel, connaissances…) et relié·es (partage, coopération, interopérabilité*…). Ainsi, il devient alors possible pour chaque territoire de produire des informations de qualité (acteur·ices, événement, projet, documentation…), interconnectées entre elles. Chaque territoire peut ainsi consulter les données produites ailleurs afin d'éviter les redondances, tout en mettant en relation ses propres informations avec celles des autres territoires. De plus, cette distribution des systèmes d'information* permet de sortir d'un silo* et de disposer d'une gouvernance, d'une charte éthique et de choix technologiques (matériel informatique, alimentation électrique, hébergeur…) propres à chacun.

L'outil développé est alors un commun* numérique qui ne dépend plus d'un·e seul·e acteur·ice (personne ou organisation).

5. Comme l'indique la page « raison d'être le code social » du site de l'Assemblée Virtuelle : https://assemblee-virtuelle.org/.

Un des communs que l'Assemblée Virtuelle a créé est Archipelago, qui semblait correspondre aux besoins de Transiscope en Pays Nantais. C'est un logiciel « clef en main » pour référencer les acteur·ices (personne morale et physique), les événements, les projets, et de relier ces éléments entre eux, qu'ils soient hébergés sur le même serveur ou sur un autre.

Ce commun a pour vocation de proposer une interface graphique ergonomique et conviviale pour permettre son appropriation par un collectif « porteur », ainsi qu'une consultation et une contribution agréables et faciles pour les usagers.

Toute personne connectée peut contribuer au référencement des informations en fonction des droits (lecture et écriture) sur les ressources, configurés de manière fine et modifiable par la personne qui les a mis en place.

Archipelago est construit sur des briques logicielles open source du projet Semapps [6]. Ce qui permet de profiter de l'interopérabilité apportée par les standards internationaux du Web sémantique [7] (*voir part. 2, chap. 4*).

6. Voir https://semapps.org/.

7. Le Web sémantique est une norme internationale du Web, créée en 1999. Elle permet d'associer un identifiant unique à chaque ressource sur le Web : organisation, événement, projet… et de lier les ressources pertinentes entre elles. Ainsi, alors que nous connaissons un Web organisé en pages et liens hypertextes, le Web sémantique propose une toile d'informations structurées universelles qui permet d'interconnecter les données elles-mêmes.

2.2.3. Un outil ne suffit pas

Durant l'été 2022, le noyau fragile qui maintenait encore une dynamique autour de Transiscope en Pays Nantais a décidé de mettre en place un Archipelago. En septembre 2022 était mis en ligne *nantes.transiscope.org*.

La mise en place de l'outil n'est pas suffisante pour favoriser la coopération. Il a fallu aussi rendre cet outil attrayant pour que les acteur·ices aient envie d'y contribuer. Leur intérêt est de rendre visibles leurs activités, ce qui implique que le site doit recevoir assez de visites. Un levier majeur pour y parvenir est d'être suffisamment exhaustif (les acteur·ices) et à jour (les événements) pour devenir un point de référence pour les habitant·es. La qualité ergonomique et graphique ainsi que la communication vers les usager·es est également importante dans cette dynamique.

Pour permettre l'adoption de cet outil par un large public, Transiscope en Pays Nantais a organisé des cartoparties, événements durant lesquels des utilisateur·ices se réunissent pour réaliser du référencement d'information. OpenStreetMap est un des pionniers de cette pratique en encourageant des habitant·es à se réunir pour enrichir les données de cartographie contributive et libre. D'autres collectifs proches de Transiscope en Pays Nantais avaient expérimenté les cartoparties des alternatives comme Alternatiba Strasbourg et la Fresque des possibles, qui pratiquent des ateliers d'éduca-

tion populaire pour stimuler le référencement et provoquer des occasions de coopération. Dans une intention proche, le collectif nantais a imaginé un format de cartoparty où sont réunis les acteur·ices d'un même thème pour leur présenter l'outil, y contribuer en y ajoutant du contenu qui les concerne et en prenant le temps d'un moment convivial.

La première année a également été l'occasion de corriger des anomalies du logiciel constatées directement pendant ces cartoparties.

Depuis le début du lancement de l'outil Archipelago, plusieurs personnes ont été recruté·es, grâce aux soirées d'accueil d'Alternatiba Nantes. Le collectif s'est structuré en sous-groupes thématiques, avec une réunion mensuelle pour toutes les personnes du collectif qui le souhaitent. Le collectif a notamment incité des personnes à s'occuper de l'animation et de l'accueil des nouveaux pour garantir un fonctionnement efficace et pérenne, et ne plus dépendre des personnes fondatrices. Une demi-journée par an pour concevoir une stratégie annuelle est devenu un rituel pour piloter la stratégie.

Une fois que la liste des acteur·ices a été suffisamment étoffée, le collectif s'est concentré sur les événements et l'attractivité du site. Des travaux sur la simplification (moins d'information de même type), l'ergonomie (notamment mobile) et la page d'accueil ont permis d'améliorer l'outil.

En parallèle, une activité de plaidoyer auprès des organisations amies (Alternatiba , Inter-orga climat Nantes, La Base Nantes…) a été menée pour les inciter à remplir l'agenda. La synchronisation des agendas existants de six acteur·ices a été automatisée. Pour activer les contributions, un levier s'est révélé : mettre en place un récapitulatif hebdomadaire des événements sur des fils Telegram (Alternatiba et Inter-orga climat) pour que leur utilisateur·ices remplissent Transiscope s'iels constatent des oublis. Cela part du constat que les communautés militantes concernées sont présentes sur ces outils.

— La quantité d'usager·es intéresse les acteur·ices pour visibiliser leurs actions.
— L'intérêt des acteur·ices augmente la quantité et la qualité des contenus.
— Le contenu fait de l'outil un point de référence qui attire les usager·es.

Cette analyse peut s'apparenter à l'effet de réseau. Cela dit, le cercle n'est pas forcément vertueux et peut s'avérer vicieux, notamment si rien n'est fait pour l'activer. C'est pourquoi Transiscope en Pays Nantais mène les actions mentionnées plus haut de manière à dynamiser les trois éléments de celui-ci.

D'autres territoires ont, eux aussi, installé un Archipelago : au Mans et à Compiègne. Transiscope et l'Assemblée Virtuelle travaillent sur la facilitation du déploiement d'instances, tan-

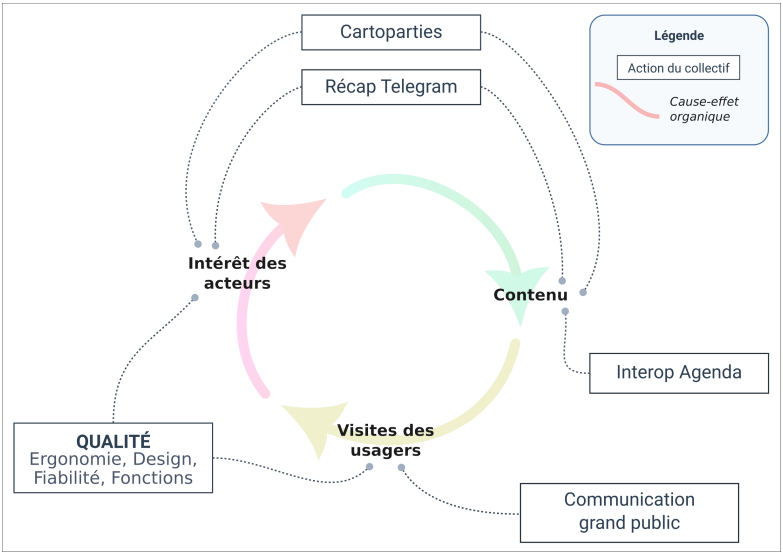


FIGURE 2.1. – Schéma d'analyse de la dynamique d'adoption d'un outil et pistes d'actions pour influer dessus.

dis que les territoires et les sources qui le souhaitent peuvent échanger sur un *chat* mis à disposition par Transiscope pour échanger, apprendre et s'améliorer entre pairs.

2.3. Ouverture

Bien que plusieurs études portent sur les besoins des acteurs de l'ESS, notamment en ce qui concerne leurs relations avec les institutions et la coopération territoriale, la littérature reste insuffisante sur les besoins des acteur·ices de la transition. Cela vaut en particulier pour ceux qui ne relèvent ni de l'ESS ni des institutions, dont les besoins et les capacités de coopération sont encore peu documentés. Des financements, ainsi que l'implication de chercheurs et d'institutions dans ce domaine, permettraient de mener une étude sur ces besoins. Cela aiderait considérablement des collectifs comme Transiscope en Pays Nantais à gagner en efficacité et à renforcer durablement les dynamiques de transition citoyenne en France.

La cartographie proposée par Transiscope à l'échelle nationale est un support modeste pour déclencher des coopérations entre les acteur·ices. La réappropriation de l'intention de Transiscope par des collectifs locaux pourraient activer des coopérations plus profondes et plus transformatrices de la société. De plus, le comité de pilotage du projet Transi-

scope est convaincu que la qualité et la maintenance des données dépend fortement de la proximité des sources de données avec leur périmètre territorial et thématique.

Les outils open source sont suffisamment matures et il existe des outils adaptés à chaque collectif local, jusqu'à un système d'information autonome, relié aux autres. Plus les territoires seront acculturés, outillés et dynamiques, plus l'image d'ensemble produite par le collectif global deviendra enthousiasmante et inspirante pour celles et ceux qui doutent encore, encourageante pour ceux qui partagent déjà notre vision, et utile pour impulser un changement de paradigme politique.

Il ne faut pas considérer l'outil comme une solution en soi, mais comme un moyen de faciliter l'animation des territoires. Une dynamique de groupe saine, conviviale, structurée et déterminée est indispensable pour soutenir la coopération entre les acteurs.

Une rencontre pour renforcer les liens à Marseille entre « tisserands* »

— *Récit par Pierre-Alain Cardona.*

Le neuvième Transiscothon, baptisé « Transiscope en bande organisée »[a] a été organisé à Marseille les 29 et 30 mars 2024.

Notre intention a été présentée aux collectifs et acteur·ices du territoire, que nous considérons comme des tisserand·es, de la manière suivante : « Marseille est une ville archipel*, riche d'initiatives et de dynamiques collectives. Depuis des années, certain·es se retrouvent dans des luttes contre l'habitat indigne ou la gentrification, pour le droit à la ville, et l'accès aux services publics dans une ville qui reste l'une des plus inégalitaires en France. D'autres s'engagent dans des transformations de leur cadre de vie, autour de questions de mobilité, d'accès aux ressources naturelles ou de lutte contre la pollution. Des lieux s'ouvrent, des terrains se cultivent, le foncier devient un enjeu commun. Il existe aussi des espaces de mobilisation plus ou moins organisés, plus ou moins institutionnels ou autonomes. Depuis longtemps, des collectifs tissent des liens, produisent des cartographies pour les faciliter, mais il reste encore du chemin pour diffuser une culture de la coopération et dépasser un système qui a trop joué sur les concurrences et la compétition. »

Ce fut l'intention de cette première communauté qui s'est réunie dans les locaux de Massalia Vox et du Comptoir de la Victorine les 29 et 30 mars 2024. Une quarantaine de participant·es est venue sur les deux jours, issue de différents réseaux marseillais, mais aussi nationaux, et des organisations du Copil* de Transiscope : le MES (Mouvement pour l'Économie Solidaire), le CAC (Collectif des Associations Citoyennes), Alternatiba, le Mouvement Utopia, le réseau Animacoop, l'Assemblée virtuelle, les Colibris ainsi que des réseaux et collectifs marseillais. Tous les temps et ateliers ont été documentés au fil de l'eau par les participants sur un wiki.

Le choix de l'animation s'est porté sur un forum ouvert afin de permettre à chacun·e de contribuer et d'apporter sa pierre à l'édifice. En effet, créer des liens et les consolider nécessite une volonté mais aussi une confiance. Pourquoi vouloir apparaître dans une cartographie, avec qui et dans quels objectifs communs ? Cette confiance se construit par une meilleure interconnaissance et un partage de valeurs et de principes d'actions.

Après avoir débuté par un petit exercice ludique pour mieux se situer et se connaître, Bruno Lasnier, du MES, et Florent Gaudin, en charge de la coordination, ont présenté le projet Transiscope, ses origines, ses évolutions et ses enjeux actuels.

Questionner notre Charte comme un objet de coopération, entre communs et lignes rouges

C'est notamment autour de la Charte de Transiscope que nous avons pu échanger sur les valeurs et les principes d'action de notre communauté. Des ateliers ont pu ainsi la questionner et proposer de l'améliorer : elle doit rester un objet de coopération, elle a vocation à clarifier notre posture et ainsi à être notre premier commun. Les nombreuses interventions ont permis de creuser certains enjeux politiques mais aussi stratégiques. La Charte est aussi un processus : elle reste un objet qui se questionne plus qu'une norme à respecter. Quelles sont alors les lignes rouges et qu'est-ce qui ce qui nous relie ?

Par exemple, il s'est avéré nécessaire d'éclairer certains termes et concepts utilisés tant il est possible que nous ne mettions pas le même sens dans les mots : pourquoi pas une proposition de glossaire ? D'autres parties ont suscité des échanges, sur les luttes non-violentes, sur la vigilance à l'égard d'organisations d'extrême droite qui commencent à récupérer des sujets écolos, sur le fait qu'une carte n'est pas la réalité et donc, notre capacité de rester toujours humble et accueillant de nouvelles alternatives.

Quelle est la validité des données ? qui est le garant ? Ces sujets sont importants, car ils démontrent la nécessité de consolider notre communauté. Il n'y a pas de garantie au

sens juridique, ni au sens politique d'ailleurs. La situation de nos données est liée à l'information fournie à un temps T. Cette information peut évoluer, la source pointée peut avoir disparu ou même changé de point de vue ou de statut. C'est pourquoi il est important de considérer ce projet comme un processus de production d'une connaissance partagée et de s'organiser pour l'animer. Transiscope ne souhaite pas devenir une plateforme exhaustive, ni d'ailleurs « grand public » même si la carte est naturellement accessible et diffusable. Cela demanderait une économie et des moyens de communication et de diffusion sur de multiples plateformes, et cette diffusion pourrait révéler des contradictions fortes.

Notre priorité est la qualité et non la quantité de nos liens

Si nous avions initialement l'espoir de visibiliser les alternatives, nous avons compris qu'aujourd'hui, le premier enjeu consiste à consolider nos relations dans une dynamique d'archipel pour renforcer les tisserand·es et les liens des organisations au niveau local.

Durant ces deux jours, d'autres sujets ont pu être partagés dans une dizaine d'ateliers en mode forum ouvert : la démarche VIVE [b] des associations de voisins, les enjeux de visibilité de l'écologie populaire à Marseille, le Labo Furtif [c] et le soin dans nos collectifs, les enjeux d'invisibilité et d'invisibilisation, les questions économiques de nos actions ou comment penser une économie de notre démocratie.

Ce Transiscothon n'a pas été uniquement un espace d'ateliers, nous avons pu rire de nos contradictions ! Face à notre désir de coopérer, nous sommes issu·es de cultures différentes, avec souvent des postures fortes, évoluant dans des couloirs de nage diraient certain·es. Laurent Marseault, que nous avons invité le vendredi soir à présenter sa conférence gesticulée (*Comment penser nos organisations pour éteindre les incendies – sociaux, économiques, environnementaux – qui nous menacent*), privilégie le regard du pompier volontaire qu'il est ! Au-delà des rires et du plaisir, il interroge aussi la manière de faire ensemble, de s'organiser et de se fixer quelques règles communes ! À Marseille, et pas seulement dans les Calanques, le chemin reste caillouteux !

Un Transiscothon qui s'inscrit dans un processus déjà en cours

Cet archipel marseillais se consolide à l'occasion de rendez-vous comme autant de rebonds. Par exemple, quelques semaines après le Transiscothon, s'est organisée la rencontre européenne des mouvements sociaux, l'ECSA [d] à Marseille, du 26 au 28 avril 2024. Il a aussi permis de renforcer la préparation de l'accueil à Marseille du Tour Alternatiba pour sa dernière étape du 5 au 7 octobre 2024, sur les enjeux de l'écologie populaire. À cette occasion, nous avons renforcé nos liens entre les quartiers populaires autour

des Tables de quartier et les collectifs mobilisés autour des enjeux de transition. Trois tables de quartiers se sont créées autour de ces enjeux dans trois quartiers marseillais.

Même s'il reste encore beaucoup de chemin, ce week-end a permis de consolider un processus inscrit depuis quelques années déjà et qui commence à être documenté sur des premiers wikis à Noailles notamment autour de Noailles Solidaires, avec les acteurs qui luttent contre le mal logement au sein du CoMU (Collège des Maîtrises d'Usages) ou bien avec la Fédération des conseils citoyens de Marseille, et leurs liens avec les Tables de quartier. La journée du 14 décembre 2024 a été le dernier rebond de cette année 2024 très riche en rendez-vous. Elle a été documentée sur le site de la Fabrique de Marseille qui deviendra prochainement une porte d'entrée vers un écosystème de wiki et peut être un Archipelago.

Mais tout cela demande des ressources en temps et en espace commun. La coopération est donc un enjeu vital dans un moment où nos liens et nos expériences doivent se nourrir.

---

a. Référence utile pour les non marseillais, le titre (clip) « Bande organisée » de Jul, ou bien encore sa reprise (clip) façon carotte par le Collectif de la ferme pédagogique municipale du Roy d'Espagne.

b. Voisins Interconnectés pour Vivre Ensemble : https://wikispiral.org/tiki-index.php?page=La+démarche+VIVE.

c. Voir https://labofurtif.xyz/.

d. European Common Space for Alternatives. Voir https://spaceforalternatives.eu/.

Et maintenant ?

Le point de départ de Transiscope est à la fois simple et ambitieux : faire converger plusieurs cartes existantes, jusque-là dispersées, pour rendre visible un archipel d'alternatives portées par des acteur·ices engagé·es dans la transformation écologique, sociale et démocratique de la société. Il n'était pas question, alors, de formaliser une organisation : le projet avançait par une démarche empirique, portée par la confiance, l'envie d'expérimenter et le désir d'agir ensemble. Cependant, nous avons expliqué précédemment (*voir part. 2, chap. 1*) qu'une concomitance de facteurs a amené Transiscope à se constituer en association en 2020.

En tant que personne morale, Transiscope a la possibilité de faire des demandes de fonds auprès d'acteurs dédiés. C'est dans ce contexte que la Fondation pour le Progrès Humain (FPH) a été sollicitée. Si la FPH a dès le départ manifesté son intérêt et octroyé un soutien financier, elle a également exprimé le souhait que Transiscope s'inscrive dans un réseau plus large : par exemple, le Collectif pour une Transition Citoyenne. L'idée paraissait pertinente, mais elle est arrivée trop tôt : il fallait d'abord prendre le temps de maîtriser le dé-

veloppement de l'outil et de consolider le collectif. Ce temps d'expérimentation a permis d'ancrer une culture de la coopération dans notre pratique, mais n'a pas suffi pour permettre au projet de trouver d'autres sources de financements. En parallèle, la FPH rencontrait des difficultés pour suivre une diversité de dossiers aussi riches que chronophages. D'un côté, Transiscope avait besoin de consolider ses appuis ; de l'autre, la Fondation cherchait à encourager les synergies et à réduire l'éparpillement. En outre, le contexte actuel est celui d'un renouveau des convergences, ou plutôt des confluences sous l'influence de la pensée de Glissant (*voir part. 1, chap. 3*).

Le rapprochement stratégique avec une structure plus importante s'est peu à peu imposé. Le précédent de *socioeco.org*, plateforme de ressources pour l'économie sociale et solidaire initiée comme un projet autonome avant de rejoindre le RIPESS [8] mis en place en 2011, montrait qu'un tel mouvement pouvait renforcer un commun* sans diluer son identité. Encore fallait-il trouver la forme adéquate, les bons partenaires et un espace où ce projet hybride pouvait pleinement déployer sa valeur. C'est en 2024 que Transiscope commença à s'intégrer au Collectif pour une Transition Citoyenne, parallèlement au début de l'écriture coopérative du présent ouvrage. C'est sur cette histoire en cours que nous revenons dans ce chapitre conclusif.

8. Réseau Intercontinental pour la Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire.

Le Collectif pour une Transition Citoyenne (CTC) : un choix stratégique… mais aussi affectif

Au moment de choisir un rapprochement structurel, le CTC est apparu comme l'option la plus pertinente. Il constitue l'un des rares espaces transversaux où des organisations aux cultures politiques différentes débattent et construisent ensemble. Là où des organisations comme Alternatiba ou Colibris ancrent fortement leurs actions dans les sphères écologistes (durabilistes), et où le Mouvement pour l'Économie Solidaire (MES) ou le Collectif des Associations Citoyennes (CAC) sont davantage enracinés dans la solidarité (solidaristes), le CTC tente depuis plusieurs années de tisser des ponts entre ces imaginaires, en assumant leur cohabitation parfois conflictuelle. Ce positionnement faisait écho à la vocation de Transiscope : mettre en dialogue les cultures militantes sans les lisser, visibiliser les initiatives sans leur imposer un cadre normatif, favoriser les convergences sans nier les divergences.

Des relations existaient déjà depuis plusieurs années entre le CTC et Transiscope, notamment grâce à une adhésion réciproque : Transiscope était membre du CTC et, inversement, le CTC était membre de Transiscope. Mais ces liens restaient fragiles. Ils reposaient essentiellement sur des personnes

ayant des « doubles casquettes » : plusieurs membres fondateurs de Transiscope étaient également actifs au sein du CTC, parfois en tant qu'administrateurs. Cependant, malgré l'intérêt mutuel, les deux dynamiques ne s'étaient pas encore véritablement rencontrées.

Qu'est-ce que le CTC ?

Le CTC rassemble une trentaine d'organisations engagées dans la transformation écologique, sociale et démocratique de la société. Il agit comme un espace de coopération stratégique en favorisant les convergences et en portant des campagnes communes pour amplifier le pouvoir d'agir citoyen (Pacte pour la Transition, Fête des possibles).

Cette situation s'est précisée en 2019 quand le réseau ECOLISE [9], qui cherche à construire à l'échelle européenne un réseau de structures nationales pour porter un plaidoyer en faveur des initiatives citoyennes, a sollicité Transiscope. Mais pour ce dernier, cette proposition ne semblait pas pertinente : sa fonction d'outil ne correspondait pas aux critères d'une organisation de représentation d'instances comme ECOLISE. C'est donc le CTC qui a adhéré à ECOLISE.

9. *European Network for Community-Led Initiatives on Climate Change and Sustainability*.

Trois autres éléments marquent ce rapprochement entre le CTC et Transiscope. Tout d'abord, Florent, coordinateur depuis 2022, a participé aux comités de pilotage du CTC en 2023 et 2024 ; il a été en portage salarial via le CTC pour réduire le coût de sa prestation. En second lieu, des discussions étaient engagées autour d'une carte V2 agrégeant non plus les structures et alternatives, mais leurs événements, et dont les membres du CTC seraient la source principale. Enfin, l'agenda de la Fête des possibles et du Pacte pour la transition alimentaient déjà Transiscope. Peu à peu les synergies devinrent évidentes : répertorier les alternatives tout en construisant un espace de promotion, de défense et de plaidoyer en leur faveur.

Mais cette proximité, pour être fructueuse, avait besoin d'être consolidée et structurée. Elle a permis de construire une intégration non instrumentale : il ne s'agissait pas de « récupérer » un outil numérique, mais bien d'accueillir une dynamique collective et politique dans un cadre plus large, plus structurant, et plus pérenne.

Quel rôle pour Transiscope au sein du CTC ?

L'intégration de Transiscope au CTC ne relève pas d'une simple absorption administrative, mais bien d'une fusion stratégique cohérente. Si le CTC disposait de forces plus importantes en termes de réseau et de moyens, les ambitions des deux structures convergeaient.

Plutôt que de disséminer les actions de Transiscope dans la stratégie globale du CTC, nous avons fait le choix d'intégrer l'ensemble de la stratégie de Transiscope comme un sous-axe de la stratégie du CTC. Cette approche préservait l'identité et la cohérence de notre démarche tout en l'inscrivant dans un cadre élargi.

Un rôle ni uniquement numérique, ni uniquement cartographique

Au sein du Collectif pour une Transition Citoyenne, une première hypothèse aurait consisté à faire de Transiscope le « groupe numérique » du CTC. Même si la tentation était grande, face aux manques et besoins criants d'outillage au sein et entre de nombreuses organisations, ce n'était et n'est toujours pas la mission de Transiscope. D'ailleurs, la plupart de ses membres ne se revendiquent pas comme des *geeks*,

mais comme des militant·es de la coopération – des militant·es qui ont appris à manier des outils et à les critiquer parce qu'ils en avaient besoin pour coopérer.

Réduire Transiscope à une « carte des alternatives » serait tout aussi limitant. Ce n'est que la partie visible d'un projet bien plus large : faire exister une culture de coopération interorganisationnelle et interroger la place et le rôle des outils numériques.

En ce sens, les décisions prises en 2025 marquent un tournant vers d'autres formes de mise en commun :

— une v2 de l'agenda partagé, pour visibiliser les événements locaux et nationaux de la transition ;
— le lancement d'une instance Mastodon dédiée à l'écosystème de la transition citoyenne, dans un contexte de fuite croissante de X (ex-Twitter) ;
— le développement de l'usage d'Archipelago.

Ces projets montrent que Transiscope au sein du CTC n'est pas une fonction, mais une dynamique.

Une partie du groupe « se renforcer »

Le groupe « se renforcer » est l'un des groupes projet du CTC mandaté par son comité de pilotage. Transiscope y a trouvé sa place afin de développer des projets qui permet-

tront de renforcer l'écosystème du CTC et plus largement celui des transitions, avec des résonances évidentes avec les chantiers en cours :

— L'observatoire : un travail de cartographie des membres du CTC pour développer l'interconnaissance et permettant de visualiser les complémentarités et les synergies potentielles en son sein, tout en montrant la force que constitue l'addition des réseaux membres CTC. Une intention de base du projet Transiscope avec sa stratégie intitulée « Faire Système » : se reconnaître entre nous pour créer des liens et nous renforcer.

— Les lieux de convergences : un travail sur les espaces physiques où les alternatives, à différentes échelles, pourraient davantage coopérer entre elles. Cela fait de nouveau écho à la stratégie « Faire Système » de Transiscope et plus particulièrement son axe 3 : dynamiser les écosystèmes dans les territoires. Une membre du Copil* Transiscope y contribue en tant que chercheuse dans le cadre d'une recherche-action visant à identifier les freins et les leviers à la coopération dans les territoires et entre les membres du CTC. Le coordinateur du projet Transiscope en est l'animateur en tant que salarié.

— L'expérimentation de nouvelles coopérations : face aux défis contemporains – qu'il s'agisse de « l'opération Milliard » qui vise à financer l'ESS, des « soulèvements

associatifs » qui cherchent à défendre les associations face aux coupes budgétaires annoncées, ou encore de la menace de l'extrême-droite ou de l'emprise croissante des GAFAM* renforcée par l'alliance Trump-Musk – Transiscope apporte sa culture de la coopération pour faciliter des réponses collectives.

Mais pas que…

L'apport de Transiscope au CTC dépasse largement le cadre formel de l'axe « Se renforcer ». C'est tout un héritage immatériel qui enrichit désormais le collectif dont nous avons fait une synthèse dans ce livre : une culture de la coopération qui accepte les désaccords et cherche à les traverser plutôt qu'à les fuir, qui s'appuie sur des outils choisis en fonction de valeurs politiques.

Enfin, Transiscope apporte une mémoire collective : celle des échecs, des tensions, des réussites. Celle d'un projet qui aurait pu mourir plusieurs fois, mais qui a choisi la coopération comme seule issue possible.

Cela donne une vision à long terme de l'inter-organisation : pas une fédération, pas un alignement des luttes, mais un espace de jonction, où l'on fait un pas de côté pour voir ce que nos luttes, nos causes, nos imaginaires, peuvent produire ensemble.

C'est cette vision que Transiscope partage aujourd'hui avec le CTC. Une vision dans laquelle :

— la coopération est une stratégie politique,
— le numérique est un terrain de lutte,
— la cartographie devient un outil politique,
— le réseau devient un lieu d'expérimentation concrète d'autres manières d'agir.

L'intégration de Transiscope au CTC ne marque donc pas la fin d'une histoire, mais bien le début d'un nouveau chapitre. Un chapitre où les apprentissages d'hier nourrissent les coopérations de demain, dans une dynamique de renforcement mutuel qui donne tout son sens à notre engagement collectif pour des transformations sociales, écologiques et démocratiques.

Et après ?

L'écriture collective de ce livre raconte presque dix années d'une aventure coopérative, de l'idée initiale de Transiscope à son processus d'intégration au sein du Collectif pour la Transition Citoyenne. Cet ouvrage, débuté fin 2024, a fait l'objet de trois résidences d'écriture (au Mans, à distance, puis à Nantes), de multiples rendez-vous de coordination, de temps de travail individuels soumis, relus, amendés par les un·es et les autres.

En parallèle à cette démarche d'écriture se jouait le futur de Transiscope qui, suivant les recommandations de la FPH, devait intégrer un réseau formalisé. Ainsi l'écriture collective, la mise à plat de l'histoire et des engagements qui alimentent Transiscope, ont accompagné nos réflexions stratégiques. Ce processus réflexif a mis au jour des impensés ou inconforts touchant à l'identité et au projet social de Transiscope. Nous pouvons évoquer par exemple la notion même de commun : en quoi Transiscope est-il un commun ? Alors que les infrastructures rendant possibles le numérique ne sont pas, à ce jour, l'objet d'engagement de Transiscope, peut-on parler de commun numérique ? Quelle place devons-nous réserver aux intelligences artificielles génératives ? La cartographie de Transiscope a-t-elle vocation à être « grand public » en visibilisant des pistes d'engagement ou à favoriser la coopération entre les alternatives, ou bien les deux à la fois ?

Ces aspects politiques constitueront les prochains chantiers de Transiscope pour renforcer les alternatives et les luttes qu'elles portent.

Postface

— Laurent Marseault

Il y a un avant et un après Transiscope. Ce projet a nettement changé les rapports entre les grands acteurs des transitions. Pour moi, activiste de la coopération ouverte entre collectifs des transitions, Transiscope a permis de changer d'ère.

Avant Transiscope, nous assistions à une bataille des bases de données matérialisée par une bataille des cartes : « j'ai fait la carte des… mets tes données dans ma carte », « Oui, mais si je mets mes données dans ta carte, quid de ma carte ? plutôt faire la mienne et toi mets tes données dans ma carte… » Egos de structures et de projets antinomiques aux enjeux des transitions, oubliant les urgences générées par une ECS (Économie Cynique et Suicidaire) bien présente et toujours plus mortifère avec les écosystèmes, les sociétés, les humains…

Certes nous parlions de partage, de coopération, d'intelligence collective, de gouvernances plus ou moins alambiquées, mais ces belles notions se heurtaient au réel incarné par le souci de « *ma* base de donnée », sous-jacent à son enjeu d'existence, de soi-disant « modèle économique » à trouver.

Claude Henry, en vulgarisant cette fameuse notion d'Archipel, offerte par le poète Édouard Glissant, a semé des graines fécondes dans ces réseaux des acteurs des transitions :

— Arrêter de se penser comme le centre du monde, et plutôt se situer comme *une* modeste île d'un écosystème, plus grand que soi, qui nous dépasse. Travailler ses identités racines, son ADN, afin de mettre en lumière ce que nous sommes, ce que nous faisons, mais surtout ce que nous ne sommes pas et ne faisons pas, afin de laisser de la place à l'autre, notion d'altérité. J'ai besoin de l'autre dans ce vaste chantier qui me dépasse et je l'affirme. J'ose exprimer mes vulnérabilités sans lesquelles il n'y a pas de véritable coopération.

— Travailler nos identités relations grâce à l'expression du partage sincère en coopération ouverte, mais aussi d'une écoute transformatrice de ce que me partage l'autre. Être ouvert·e à la coopération. Être dans un écosystème vivant où chaque action des un·es tisse avec celles des autres.

Puis nos discussions avec Michel Briand et Jean-Michel Cornu, ont fait émerger le concept de la tragédie (caricaturale) du LSD (Libristes, Solidaristes et Durabilistes, concept élaboré à Brest après plusieurs bolées de cidre).

Ces collectifs de la transition qui, la tête dans le guidon, travaillent en silo, entretenant leurs consanguinités et leurs pathogénies de castes et se pensent à leur tour comme *le* centre

inspirant d'un nouveau monde. Et il conviendrait d'ajouter à ces acteurs qui œuvrent pour un monde meilleur les silos suivants : artistes, certaines collectivités, certaines formes d'entreprises, certains lieux de recherches… Mais après ça ne faisait plus LSD ;-)

Nous parlions également du besoin de travailler nos connecteurs humains, politiques, juridiques et numériques. D'arrêter de trop travailler sur nos structures et projets, mais mettre l'accent sur les liens entre toutes ces actions fécondes et inspirantes. Encore une fois, travailler les conditions des coopérations.

Et ces idées ont essaimé, suscité débats et enthousiasmes… en théorie. Mais de là à passer à l'action, à savoir par où commencer, par quel PPPPPP (Premier Plus Petit Pas Précieux Possible), complexe !

Transicope a incarné une déclinaison concrète et opérationnelle de ces idées :

— Mettre de l'intelligence numérique au service des liens ;
— Permettre l'interopérabilité* des formats numériques mais aussi sémantiques ;
— Connecter et mettre en lumière les acteur·ices du LSD ;
— Donner à voir les complémentarités sur les territoires ;
— Montrer que des animatrices Durabilistes pouvaient aider des Libristes à échanger avec des Solidaristes.

Bref, aussi bien sur le fond que sur la forme, Transiscope a montré la pertinence opérationnelle de ces idées et concepts. Transiscope a démontré que nous pouvions partager sans perdre, partager sans mourir, et qu'au contraire, on a tout à y gagner. Transiscope a montré que le numérique ne consiste pas qu'à faire de nouvelles enclosures mais bien à faire des liens, un truc de « ouf » qui s'appelle le web. Transiscope a permis de cranter, de faire ces fameuses « petites expériences irréversibles de coopérations ». Transiscope, c'est le clic de la clef à cliquet : pas possible de revenir en arrière ! Cela a irrémédiablement changé les manières d'articuler les actions des acteur·ices des transitions mais plus profondément leurs postures.

Mais quel sera le cliquet suivant ? il va nous falloir continuer à cranter dans un contexte fluctuant qui met une « légère » pression sur les acteur·ices des transitions.

— un agenda des agendas ?
— un interpole des interpoles (voir interpole.xyz) ?
— un appel à commun des appels à communs (voir gard-centrale.gard.fr) ?
— un moteur de recherche fédéré (moteur qui va chercher dans un espace délimité du web) ?
— un réseau maillé d'espaces auto-hébergés fournissant services collaboratifs et ressources pour des transitions conviviales et joyeuses ?

Et même si cela ne se nomme pas Transiscope, pas grave, la dynamique et lancée et est inéluctable. Au pire cela marchera. Nous n'avons plus le temps d'être pessimistes.

Glossaire

API (Application Programming Interface). Interface logicielle permettant à deux applications de communiquer de manière standardisée. Une API définit les règles, formats et protocoles par lesquels un logiciel peut accéder aux données ou fonctionnalités d'un autre, sans en connaître le fonctionnement interne.

Archipel (pensée de l') Métaphore politique et relationnelle proposée par Édouard Glissant pour penser des formes d'organisation non centralisées, fondées sur la relation, la pluralité et l'interdépendance sans uniformisation.

Baserow Outil libre de gestion de bases de données en ligne, no-code / low-code, permettant de créer, structurer et partager des données via des interfaces collaboratives et des API. Utilisé dans Transiscope comme outil collectif de travail sur les données sources.

BDIS (Base de Données des Initiatives Solidaires). Base de données historique recensant des initiatives de l'économie solidaire, réalisée par le MES*, et utilisée comme l'une des sources cartographiques de Transiscope.

BDD (Base de Données). Ensemble structuré de données stockées de manière organisée afin d'en faciliter l'accès, la gestion et la mise à jour.

Bus sémantique Logiciel libre permettant de se connecter à des sources hétérogènes, de récupérer, transformer, nettoyer, enrichir et structurer les données, avant de les mettre à disposition d'autres logiciels (comme Gogocarto).

Capitalisme de surveillance Modèle économique fondé sur la collecte, l'analyse et la monétisation des données comportementales afin de prédire et d'influencer les actions des individus à des fins marchandes ou politiques.

Compostabilité Capacité d'un projet, d'un outil, d'une méthode ou d'une connaissance à être réapproprié, adapté et réutilisé par d'autres, grâce à la documentation, l'ouverture et la transmission.

Commun (numérique) Ressource numérique produite et/ou entretenue collectivement par une communauté, régie par des règles garantissant son caractère partagé : logiciels, bases de données, contenus, protocoles, standards.

Copil Transiscope Organe de gouvernance de Transiscope, réunissant personnes physiques et morales représentant les parties prenantes. Il assure l'orientation stratégique, le suivi des travaux et la cohérence politique du projet.

Démarche progrès Méthode visant à améliorer en continu l'efficacité, les pratiques et les finalités d'une structure, dans une logique de co-construction. Elle ne vise pas la conformité à un référentiel mais une évaluation permanente au service de l´amélioration.

Démocratie économique Principe selon lequel les choix économiques (production, investissement, travail, répartition des richesses) doivent être débattus et décidés collectivement, plutôt que par les seuls détenteurs de capital.

Économie de l'attention Modèle où l'attention humaine devient une ressource rare et monétisée, structurée par des dispositifs cherchant à capter et retenir l'attention des utilisateurs.

Économie de la contribution Modèle dans lequel la valeur est produite par des contributions à une ressource commune (souvent un commun numérique), puis parfois monétisée via des services ou prestations, générant des tensions entre logique collective et marchandisation.

Économie solidaire Courants et pratiques économiques plaçant au premier plan la solidarité, la citoyenneté économique, la coopération et l'ancrage territorial, en articulant exigences économiques et projet de transformation sociale.

Entrepreneuriat social Courant cherchant à répondre à des enjeux sociaux ou environnementaux via des organisations entrepreneuriales, utilisant parfois les outils du marché, et suscitant des débats sur la dépolitisation et les frontières entre lucratif et non lucratif.

ESS (Économie sociale et solidaire). Ensemble d'organisations (associations, coopératives, mutuelles, fondations, et certaines sociétés commerciales) poursuivant une finalité autre que le profit et appliquant une gouvernance démocratique, conformément notamment à la loi de 2014.

Gare centrale Concept d'animation de réseaux désignant un espace commun d'information et de coordination (physique ou en ligne) permettant aux membres d'un collectif de se repérer, contribuer et se relier.

Forum ouvert Méthode d'éducation populaire permettant à un groupe de construire un programme d'ateliers ou discussions auto-organisés à partir d'une problématique commune.

GAFAM Acronyme désignant Google, Apple, Facebook (Meta), Amazon et Microsoft, symboles de la concentration du capitalisme numérique.

Gogocarto Logiciel libre permettant de créer des annuaires cartographiques collaboratifs, configurables et réutilisables, favorisant l'interconnexion des données.

Interopérabilité Capacité de systèmes numériques à échanger des données et fonctionner ensemble sans dépendance forte à un acteur unique, ni perte de sens des informations.

Intersubjectif (espace politique). Espace relationnel où se construisent significations et décisions partagées par individus et collectifs autour d'enjeux communs.

Logiciel libre Modèle logiciel garantissant l'accès au code-source, sa modification et sa redistribution, par opposition aux logiciels propriétaires soumis au droit d'auteur.

Low-code Approche de développement permettant de créer des applications avec peu de code via des interfaces graphiques et des composants préexistants.

Lucrativité limitée / non-lucrativité Lucrativité limitée : encadrement strict de la distribution des bénéfices et/ou de la rémunération du capital. Non-lucrativité : principe selon lequel une organisation ne cherche pas à distribuer de profits ; les excédents sont réinvestis.

OCMA (Observatoire Citoyen de la Marchandisation des Associations). Dispositif du Collectif des Associations Citoyennes documentant les processus de mise en concurrence, financiarisation et marchandisation du secteur associatif.

Open data Données librement accessibles dans des formats ouverts, réutilisables, modifiables et redistribuables selon des licences explicites.

Outils privateurs Logiciels ou plateformes propriétaires limitant l'accès au code, aux données ou à la gouvernance, créant des dépendances techniques, économiques et politiques.

Pad Application collaborative permettant la rédaction simultanée d'un texte en ligne, souvent utilisée en animation collective et gouvernance partagée.

Plateformisation Processus d'organisation des activités par des plateformes numériques, reposant sur la centralisation, l'optimisation de l'attention et la standardisation des interactions.

PWA (Plateforme Web des Alternatives). Nom initial du projet Transiscope.

PDCN (Près de Chez Nous). Plateforme et démarche de cartographie collaborative des initiatives locales et citoyennes, engagée dans les communs cartographiques.

Sources Dans Transiscope, collectif, réseau ou organisation produisant et maintenant une base de données cartographique d'initiatives, agrégée dans la carte nationale.

Stigmergie Mode de coordination indirecte où les actions individuelles laissent des traces dans un environnement commun, facilitant celles des autres sans pilotage centralisé.

Tête de réseau Organisation jouant un rôle de coordination, structuration et représentation pour un ensemble d'acteurs locaux ou sectoriels, sans se substituer à leur autonomie.

Tisserand·es Dans Transiscope, personnes ou collectifs assurant la mise en lien, la facilitation et la coopération entre sources, territoires et dynamiques nationales.

Transiscothon Événement de Transiscope réunissant sources, acteur·ices locaux et contributeur·ices d'un territoire pour travailler collectivement sur les données, pratiques et coopérations.

Web sémantique Ensemble de standards (RDF, SPARQL…) visant à structurer les données pour les relier et les rendre interprétables par des machines.

Glossaire des organisations

Alternatiba Mouvement citoyen mobilisé contre le dérèglement climatique, promouvant des initiatives concrètes et luttant contre les projets qui y font obstacle.

AnimaCoop / Garc.ESS Collectifs accompagnant les acteurs de l'ESS avec des outils cohérents, idéologiques et techniques, pour mieux coopérer et servir la transformation sociale.

AV (Assemblée Virtuelle). Écosystème d'acteurs développant des outils, méthodes et projets numériques au service de la transition écologique et sociale.

Cap ou pas cap Association animant une carte collaborative des alternatives citoyennes et encourageant l'engagement du plus grand nombre.

CAC (Collectif des Associations Citoyennes).Collectif défendant les libertés associatives et l'importance des associations, et luttant contre leur réduction à des logiques marchandes.

CIGALES Réseau de clubs citoyens mobilisant l'épargne locale pour financer et accompagner des projets de l'ESS.

Colibris Mouvement citoyen visant à construire une société écologique et humaine en inspirant, reliant et soutenant les engagements individuels et collectifs.

CRID Coordination d'une cinquantaine d'associations de solidarité internationale menant une recherche critique sur le développement et la coopération.

MES (Mouvement pour l'Économie Solidaire).Réseau regroupant les réseaux régionaux et thématiques de l'économie solidaire en France, promouvant l'économie solidaire, la citoyenneté économique et la coopération.

Mouvement Utopia Coopérative d'éducation populaire œuvrant à un projet de société écologique et solidaire autour du « buen vivir » et du municipalisme libertaire.

RECCCA Réseau national des cafés culturels et cantines associatives, lieux hybrides de convivialité, culture et engagement citoyen.

Réseau Cocagne Réseau national de jardins d'insertion biologiques.

RIPESS Réseau mondial de réseaux continentaux engagés dans la promotion de l'économie sociale et solidaire.

RNRR Réseau national des recycleries et ressourceries, œuvrant pour le réemploi, la réduction des déchets et l'insertion sociale.

WARN ! (We Are Ready Now !) Mouvement étudiant connectant chacun aux solutions lui permettant d'agir pour la transition.

Table des matières

Préface 1

Introduction générale 7

I. Quels ingrédients ? 13

1. Les ingrédients de Transiscope 17
- 1.1. Contexte d'émergence 18
- 1.2. Un constat partagé 23
- 1.3. Les premiers pas 29
- 1.4. Les points de tension du projet Transiscope . . . 34
  - 1.4.1. Logique décentralisée et commun 37
  - 1.4.2. Faire coopérer les alternatives 40
- 1.5. À retenir 43

2. Qu'est-ce qu'une alternative ? 45
- 2.1. De Cap ou Pas Cap… 47
- 2.2. … à la plateforme Web des alternatives (Transiscope) 49
- 2.3. … dans un contexte difficile pour les associations 58
- 2.4. À retenir 65

3. Les imaginaires de Transiscope : les communs et l'archipel **67**
3.1. Archipels 68
3.2. Communs 73
3.3. Des impensés aux limites 79
3.4. À retenir 83

II. Le fonctionnement 85

1. L'organisation collective **89**
1.1. Des instances pour partager le pouvoir 90
1.1.1. Le comité de pilotage, un espace de coopération 90
1.1.2. La composition des groupes de travail . . . 93
1.1.3. La création d'une association 97
1.2. Partage du pouvoir ? 100
1.3. Les modalités relationnelles 101
1.3.1. Prendre soin les un·es des autres 102
1.3.2. Des rôles de facilitation et de coordination deviennent nécessaires 105
1.3.3. Des rencontres, au-delà du numérique . . . 106
1.4. À retenir 109

2. La charte **123**
2.1. Pourquoi une charte ? 124
2.2. Les évolutions de la charte 127
2.3. La charte est un outil 130

3. Devenir une source **133**
3.1. Devenir une source, un processus politique et technique 135
3.1.1. Les critères politiques 135
3.1.2. Les aspects techniques 139
3.2. Mapping des données 142
3.2.1. Anciela 142
3.2.2. L'intégration du Réseau National des Recycleries et Ressourceries (RNRR) 146
3.2.3. Le RECCCA 146
3.3. L'engagement des sources : les réponses ne sont pas (que) numériques 150
3.3.1. Premier problème : la qualité des données . 150
3.3.2. Deuxième problème : la propriété des données 157
3.3.3. Un travail sur les licences creative common . 158
3.4. Des pistes pour la suite 160
3.5. À retenir 164

4. Politiser la technique **167**
4.1. Une culture du logiciel libre 169
4.1.1. L'utilisation de logiciels libres 170
4.1.2. La création d'outils libres 175
4.2. Partager les savoirs et les compétences 181
4.3. Les réseaux sociaux, un compromis 185
4.4. Conclusion 188
4.5. À retenir 188

III. Les évolutions 191

1. L'outil prétexte 195

1.1. Les connecteurs politiques 199
1.1.1. À l'échelle nationale : un point de convergence entre réseaux 200
1.1.2. À l'échelle des sources : confronter la charte aux réalités du terrain 201
1.1.3. À l'échelle locale : confronter les valeurs dans les territoires 203
1.2. Le connecteur technique 204
1.2.1. À l'échelle nationale : discuter de choix rarement débattus 204
1.2.2. À l'échelle des sources : penser ses outils pour permettre la coopération 205
1.2.3. À l'échelle locale : partager et s'approprier des outils ouverts 206
1.3. Le connecteur juridique 207
1.3.1. À l'échelle nationale : réfléchir collectivement au cadre du partage 208
1.3.2. À l'échelle des sources : s'approprier les enjeux de la mise à disposition 209
1.3.3. À l'échelle locale des Transiscothons : clarifier la propriété des données 210
1.4. Le connecteur culturel 211
1.4.1. À l'échelle nationale : cultiver des postures et méthodes collaboratives 211
1.4.2. À l'échelle des sources : croiser les cultures organisationnelles 212
1.4.3. À l'échelle locale : incarner une posture d'humilité et de lien 213

1.5. Transiscope, un commun relationnel 214
1.6. À retenir 216

2. Relocaliser **217**
2.1. Les Transiscothons, des rencontres locales . . . 218
2.2. Archipelago : outiller les territoires 223
2.2.1. Transiscope en Pays Nantais 224
2.2.2. Le choix de l'outil 227
2.2.3. Un outil ne suffit pas 230
2.3. Ouverture 234

Et maintenant ? **243**

Postface **255**

Glossaire **261**